

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

**500.000 prolétaires nord-africains
sur le sol français** par J.-Y. HAIRIUS

**La Commission "Rousset"
se déshonore** par R. LOUZON

Notes sur la Russie telle que je l'ai vue
par G. MEYSSONNIER

Propos d'un récidiviste endurci
par R. HAGNAUER

**Robert Verdier, député socialiste, membre de
la Commission d'enquête au Maroc, témoigne**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 400 fr.
Un an 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois 480 fr.
Un an 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)

Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 81 - Mars 1954

500.000 prolétaires nord-africains sur le
sol français
Lettre du Maroc : Le voyage du sultan à
Casablanca.

J.-Y. HAIRIUS

L'Eglise a choisi entre les prêtres-ouvriers
et les patrons
Réponse à Eugène Fleuré
Robert Verdier, député socialiste, membre
de la Commission parlementaire au Ma-
roc, témoigne.

G. BARRÉ
ANDRIEUX et LIGNON

La Gestapo française : Quand M. Garcette
est « un peu lourd ».

La Gestapo britannique : Flambez le nè-
gre !

R. LOUZON

La Commission « Rousset » se déshonore
L'opposition des classes en Chine

R. L.
G. MEYSSONNIER

Notes sur la Russie telle que je l'ai vue
Le détecteur de mensonges aux Etats-Unis.
Propos d'un récidiviste endurci

R. HAGNAUER

Parmi nos lettres

Une langue commune
Parti américain ou parti russe

CAUBEL
D. GALLIN

Notes d'économie et de politique

A Berlin, les Russes ont vaincu. — L'Asie
aux Asiatiques, ou l'Asie aux Chinois ?
— Désarmez l'Allemagne... le jour où
France et Russie auront désarmé ! —
Agrandir les champs !

R. LOUZON

La Renaissance du syndicalisme

Les propos du prolo : Une explication du
recul de l'idée de socialisme ouvrier. —
Le sabotage de l'action ouvrière.

La vie des cercles

Cercle Zimmerwald : Projet de déclara-
tion. — Bulletin (réunion du 14 fé-
vrier).

Déclaration du Centre syndicaliste de liai-
son et d'information (20, rue Sainte-
Marthe, Paris 10^e).

Livres et revues

Daniel Guérin : « Au service des coloni-
sés »

R. L.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

500.000 prolétaires Nord-Africains sur le sol français

Après la tragique et sanglante manifestation du 14 juillet 1953, la grande presse a consacré ses colonnes aux Nord-Africains. La mort des six manifestants ne pouvait rester silencieuse : il fallait, après avoir accusé les Nord-Africains de crimes odieux dont ils n'étaient que rarement coupables, lancer un bien humain « Pitié pour eux » ! Des journalistes très généreux ont alors écrit d'émouvants articles d'un lyrisme un peu douteux qu'ils auraient pu nous épargner. A cette époque la question de l'émigration nord-africaine était à l'ordre du jour. On cria à l'ignominie, à la honte, on justifia même la révolte, puis le silence se fit. Une fois de plus, la misère n'avait fait que « susciter des avocats ». Et aujourd'hui (tout comme hier et sans doute demain) des milliers d'hommes continuent à vivre leur vie misérable et souvent odieusement inhumaine. Constatation amère, sans doute, mais combien vraie : Les Nord-Africains n'ont droit qu'à la silence des cimetières.

Causes de l'émigration

Plus de 500.000 Nord-Africains vivent dans la métropole. Tous ces hommes ne sont pas venus en France pour y vendre des tapis, des stylos à bille ou des cacahuètes ni pour y faire fortune (!), mais ils y viennent parce que la vie en Algérie ne leur est pas possible, parce qu'ils veulent quand même vivre et qu'ils doivent faire vivre leur famille restée dans le douar ou la commune mixte. Ils viennent en France parce qu'ils sont Français et qu'ils ont cru (ô dérision) en la parole des législateurs français affirmant que :

« L'égalité effective est proclamée entre tous les citoyens français.

» Tous les ressortissants de nationalité française des départements d'Algérie jouissent, sans distinction d'origine, de race, de langue, ni de religion, des droits attachés à la qualité de citoyens français... Ils jouissent, notamment, de toutes les libertés démocratiques, de tous les droits politiques, économiques et sociaux attachés à la qualité de citoyen de l'Union française, garantis par le préambule et l'article 81 de la Constitution de la République française. Toutes les fonctions publiques leur sont également accessibles. » (1)

Ils viennent en France parce que là-bas, en Algérie, ils crévent de faim. Qu'on le veuille ou non, c'est la faim qui pousse ces hommes à venir en France pour « y voler, comme prétendent certains imbéciles, le travail des ouvriers français ». Pour reprendre une expression consacrée qui en dit assez long, l'émigration algérienne représente une « soupape de sécurité ». La poussée démographique (2) est telle que l'Algérie nourrit difficilement sa population et qu'elle ne parvient pas à « permettre l'accession des masses rurales

(1) Article 2 du Statut organique de l'Algérie du 20 septembre 1947.

(2) En 1856, l'Algérie comptait 2.496.000 habitants; aujourd'hui, elle en compte 9.400.000 !

au niveau social et économique du monde contemporain ». L'Algérie produisait, en 1871, 5 quintaux de blé par habitant et elle n'en produit plus aujourd'hui que 2, et l'on ne s'étonnera nullement de cette déclaration d'un haut fonctionnaire (M. Dumont, expert du commissariat au plan pour les questions algériennes) :

« Avec le développement modéré de ses seules ressources, en prolongeant les courbes de production et de population, l'Afrique du Nord va à la famine. »

Ajoutons à cette cause principale, quelques causes secondaires et nous saurons alors pourquoi tant de Nord-Africains vivent parmi nous :

1) Les Nord-Africains viennent en France pour y trouver « l'égalité qu'ils recherchent et la fraternité qu'ils espèrent » ;

2) De nombreux jeunes veulent échapper à l'emprise familiale qui est particulièrement dure ;

3) D'autres facteurs d'ordre moral qui jouent un rôle considérable si l'on en juge d'après certains témoignages.

Bien qu'il soit radicalement impossible d'indiquer un chiffre exact, on peut évaluer à 500.000 le nombre d'immigrants nord-africains. Sur ces 500.000, 138.527 seulement occupent un « emploi régulier » (3). Les emplois se trouvent surtout, par ordre d'importance, dans le bâtiment, les industries mécaniques, la métallurgie lourde et les houillères.

Les Nord-Africains dans l'Est

Abandonnons ces généralités et examinons la situation des Nord-Africains dans l'Est et le Nord-Est de la France (Moselle, Meurthe-et-Moselle et Bas-Rhin).

Dans cette région industrielle vivent des milliers de Nord-Africains. Combien sont-ils ? Là encore nous ne pouvons avancer un nombre exact. Nous ne pouvons indiquer que celui des salariés. Et encore ! Pour une même mine, les renseignements que j'avais obtenus sur place étaient différents de ceux qui me furent communiqués quelques jours plus tard par l'inspection du travail. Pourtant, à l'aide de certains recoupements, je suis parvenu à établir un effectif d'une assez grande exactitude. Dans un article publié dans « Le Lorrain » (17 septembre 1952), nous pouvons lire : « Ils (les Nord-Africains) sont actuellement plus de 30.000 (chiffre contrôlé à la Caisse d'allocations familiales) à peupler nos cités moselanes, nouvelle terre promise pour des musulmans naifs... » Or, dans le tableau montrant la répartition des salariés nord-africains présents dans le département de la Moselle à la fin du troisième trimestre 1952, nous relevons un effectif total de 14.216 salariés. 15.000 étaient alors sans emploi régulier ! La légende, je le sais, veut que les Nord-Africains soient des « fainéants » et des « salopards », mais la réalité dément une semblable ineptie. Répondant à une lettre que je lui

(3) Statistiques du 14 octobre 1953 « Liaisons sociales », n° 1714.

avais adressée, le maire-adjoint de Thionville m'écrivait en octobre dernier : « ...C'est ainsi que journalièrement 100 à 150 Nord-Africains, en quête de travail, défilent dans les locaux du « Service de la main-d'œuvre », sans toutefois obtenir satisfaction, car les demandes en travailleurs non spécialisés (manœuvres) sont pour ainsi dire nulles... » J'ai vu moi-même ces Nord-Africains, lors de mon séjour à Thionville. Il y en avait une centaine qui attendaient dans les locaux de l'Inspection du travail. Devant mon étonnement, l'inspecteur du travail précisa : « Aujourd'hui, ce n'est rien. Vous comprenez, c'est toujours le même problème. Les demandes surpassent infiniment les offres. Si je donne du travail à 200 Nord-Africains, 400 se présenteront demain, et ainsi de suite. Ce que je fais est infime : c'est une goutte d'eau sur une pierre chaude... »

Revenons aux salariés nord-africains mosellans. Nous pouvons les classer ainsi (chiffre du 30-9-1953) :

Agriculture	32
Mines de houille	1.469
Autres mines et carrières	660
Production des métaux	3.767
Verre, céramique et matériaux de construction	265
Bâtiment et T.P.	8.606
Industrie chimique	30
Transports	15
Autres activités	290
Total	15.134

Munis de ces quelques chiffres, nous allons essayer d'examiner les principaux problèmes que pose la main-d'œuvre nord-africaine.

Le logement est sans aucun doute le problème capital. En dépit d'efforts souvent louables, mais insuffisants, il n'a pas encore été résolu. Dans les grandes entreprises (Société générale d'entreprise, par exemple) et dans les grandes usines sidérurgiques (De Wendel, Sollac, Sidelor, U.C.P.M.I. ou Aciéries de Mont-Saint-Martin), la plupart des Nord-Africains employés sont logés soit dans des baraquements, soit dans des bâtiments dont certains offrent une vision assez réconfortante. De Wendel (Hayange), Aciéries de Longwy (Thionville), Nord et Lorraine et Terres Rouges logent tous « leurs » Nord-Africains. L'U.C.P.M.I. (Hagondange), sur un effectif de 800 n'en loge que 590, De Wendel (Moyeuve) en loge 254 sur 364. Certaines petites entreprises comme la Sollotrafer (dont l'œuvre réalisée en faveur des Nord-Africains est vraiment remarquable) les logent tous. En moyenne, on peut dire que le nombre de travailleurs nord-africains hébergés en Moselle est de 10.787 ; en Meurthe-et-Moselle on en compte 3.391 pour un effectif de 6.078 salariés (4). Généralement, la plupart des baraquements et des bâtiments, que j'ai visités — ou dans lesquels j'ai vécu, répondent aux exigences des décrets du 13 août 1913 et du 26 novembre 1946 concernant « les travailleurs déplacés ou vivant en collectivité ». Il ne faudrait pas voir dans les réalisations faites par les entreprises ou les travaux publics une œuvre plus ou moins philanthropique ; il faut savoir que ces entreprises ne font que se soumettre aux décrets qui leur sont imposés. D'autre part, il est certain que si les grandes usines sidérurgiques logent leurs ouvriers nord-africains, c'est parce que ceux-ci occupent généralement des postes (moulins à scories, par exemple) que les ouvriers métropolitains ne veulent plus remplir...

(4) Renseignements indiqués par le ministère de l'Intérieur.

Les prix demandés pour l'hébergement sont relativement faibles : ils s'échelonnent de 15 à 50 francs par jour.

L'organisation est la même partout. En général le nettoyage est assuré par des femmes de ménage ou par une équipe spéciale. La surveillance y est plus ou moins étroite. A l'U.C.P.M.I. (Hagondange), elle est « quelque peu » (!) choquante et révoltante. Des gardiens circulent autour des baraquements. Les visiteurs désirant y pénétrer pour y voir un membre de leur famille, un ami ou un camarade **doivent laisser leur carte d'identité à l'entrée du cantonnement**. Une telle mesure est prise, m'a-t-on déclaré, pour remédier au problème des clandestins, de ces hommes qui, sans travail et la plupart du temps sans argent, cherchent à manger et un « endroit » pour dormir.

Dans les années 1947-1948, ces non-logés ne rencontraient que peu de difficultés pour pénétrer dans les baraquements. Il arrivait parfois que 150 Nord-Africains logent dans un baraquement prévu pour 50 personnes. Ainsi, au cours d'une descente de police faite dans un baraquement, un Nord-Africain fut trouvé mort. Mort de faim et de fatigue... Dans des chambres de six lits, on a trouvé jusqu'à 17 hommes couchant à même le sol, serrés les uns contre les autres. Mieux encore ! Des Nord-Africains qui ne pouvaient trouver un gîte creusaient l'hiver dernier des « trous d'homme » dans les crassiers. Là, dans la cendre encore chaude, ils trouvaient une espèce de réconfort...

A Strasbourg, dans les casemates qui surplombent la gare, vivent quatre Nord-Africains. Ils couchent sur des grabats et doivent faire plusieurs centaines de mètres pour trouver de l'eau. Tous quatre travaillent, mais aucun ne parvient à trouver une chambre. J'ai vu ces hommes. Ils acceptent « froidement » leur misère avec un courage d'une discrétion admirable.

Devant l'impossibilité de trouver un gîte, des Nord-Africains sont dans l'obligation d'accepter des solutions vraiment inhumaines. Certains (20 parfois) s'entassent dans des caves où, pour 40 francs, on leur laisse passer la nuit ! Les plus fortunés peuvent s'offrir le luxe d'un lit pour une durée maximum de huit heures. C'est le fameux système des « trois huit ». Un lit est loué pour 8 heures à un homme, les 8 heures passées, un second le remplace, puis, au bout de 8 nouvelles autres heures, un troisième remplace le second. Ingénieux système : le propriétaire touche ainsi plusieurs fois le montant de la location de la chambre...

Certes, il existe des centres d'accueil officiels. On les compte sans peine sur une seule main ! Je ne parlerai pas du « Centre Ifriquia » (Longwy) qui est nationalement connu et qui a été inauguré par l'ex-ministre Brune. Je parlerai simplement du centre préfectoral de Strasbourg ; il en vaut vraiment la peine ! C'est une caserne plus ou moins délabrée dans laquelle plusieurs dortoirs ont été aménagés. Je les ai tous visités et ai doucement souri (j'avais entendu la veille un très bel exposé sur l'œuvre réalisée par la préfecture) : Un dortoir n'avait pas de vitres... et même pas de fenêtres ! Il est vrai que ce centre n'est que provisoire... et que depuis quelque temps on ne réclame plus que 1.000 fr. par mois au lieu de 1.500 !

Quelques Nord-Africains ont leur famille, et j'ai eu la chance de visiter leurs appartements.

A Metz, rue de la Boucherie Saint-Georges, dans un misérable logement, composé d'une pièce de dimensions moyennes à laquelle était accolée une minuscule cuisine, vivait une famille de douze membres. Un des enfants (une fillette de 12 ans) est actuellement en cure au sanatorium de Ne-

vers. A Talanges (Moselle) une famille nord-africaine de huit membres vit dans une chambre. Un lit sert pour trois personnes ; la femme est enceinte. A Strasbourg, au contraire, j'ai eu la joie de voir un jeune ménage nord-africain vivre dans un appartement respectable (deux pièces et une cuisine) dont la propreté était parfaite.

Leur travail

Il va sans dire que les salariés nord-africains accomplissent généralement les besognes les plus pénibles et occupent les postes qui sont dédaignés par la main-d'œuvre française. Nous prendrons, à titre d'exemple, une usine (5) occupant 650 ouvriers nord-africains. Cet effectif se répartit de la manière suivante :

- 20 ouvriers spécialisés.
- 1 aide-ajusteur.
- 3 pontiers.
- 1 conducteur de Fen-Wick.
- 1 premier mouleur.
- 1 second mouleur.

Tous les autres sont de simples manœuvres occupant les postes suivants : moulins à scories, décrassage des hauts fourneaux, accrocheurs, chargeurs et ouvriers au bassin. Les salaires sont semblables à ceux des ouvriers métropolitains. Les manœuvres les moins qualifiés peuvent gagner 25.000 à 30.000 fr. par mois, à raison de 10 heures par jour. Les ouvriers spécialisés peuvent (heures supplémentaires et primes à la production comprises) atteindre un salaire mensuel dépassant 40.000 francs.

Dans les entreprises du bâtiment, les salaires sont plus faibles. Le tarif syndical (Moselle et Meurthe-et-Moselle) est de 96 fr. 25. Mais le salaire horaire s'échelonne généralement entre 98 et 100 fr. Quelques manœuvres spécialisés peuvent obtenir 105 et parfois (ô miracle !) 106 fr. Bien que la base de 96 fr. 25 soit un tarif syndical qui doit être respecté, il n'en reste pas moins vrai que certaines entreprises l'ignorent volontairement. Pour reprendre une expression du directeur du centre Ifriquia, elles constituent de véritables « marchés d'esclaves » dont le commerce est d'autant plus facile que, par crainte d'être renvoyés, les Nord-Africains sont d'une discrimination absolue...

Leurs salaires

Ne touchant pour la plupart que des salaires oscillant entre 20.000 et 25.000 francs, les Nord-Africains, pour envoyer des mandats qui permettront à leur famille de vivre, doivent accepter de nombreuses privations. Il m'est souvent arrivé de manger avec eux. Se nourrissant de pain, de lait, de fromage et parfois du traditionnel couscous, certains parviennent à subvenir à leur nourriture à raison de... 8.000 francs par mois ! Ceux qui sont logés par l'usine n'ont à verser mensuellement que 450 à 500 francs pour couvrir les frais d'hébergement ; ajoutons à ces « dépenses indispensables », 2.000 francs employés à l'achat de cigarettes et de café, et nous comprendrons alors des envois de mandats atteignant 15.000 francs par mois, quelques-uns n'envoyant l'argent en Algérie que tous les trimestres ou tous les semestres, et comme plusieurs membres d'une même famille travaillent parfois dans une même usine, certains mandats atteignent et dépassent parfois 100.000 francs.

(5) Il s'agit de l'une des usines des aciéries de Longwy.

Pour le travailleur nord-africain non logé par l'usine ou l'entreprise, c'est plus difficile.

Admettons que ce travailleur ait un salaire de 25.000 francs. Les dépenses qu'il fait peuvent ainsi s'établir :

Logement	3.000-5.000
Nourriture 300 x 30	9.000
Tabac, café	2.000
	14.000

Reste donc : 25.000 — 14.000 = 11.000. Cette somme, mise soigneusement « de côté », est réservée pour la famille.

Un mot sur les distractions.

Ce sont celles de l'ouvrier français : ils aiment tous le cinéma, grande distraction et moyen d'évasion. Quelques-uns pratiquent les sports, et d'autres (peu nombreux ceux-là) lisent.

Discrimination et racisme

Le régime de sécurité sociale accordé aux Nord-Africains résidant dans la métropole est l'image même de l'injustice. Soumis aux obligations métropolitaines, les Nord-Africains versent aux assurances sociales une cotisation égale à celle des ouvriers français, mais ils ne jouissent nullement des mêmes avantages.

Leurs familles, restées en Algérie, ne sont reconnues ni par la Sécurité sociale métropolitaine, ni par la Sécurité sociale algérienne. Si la famille du Nord-Africain résidait en France, il n'y aurait aucune difficulté, mais presque tous (c'est là une nécessité) ont dû laisser leur famille en Algérie. La famille est donc **légalement** frustrée.

D'autre part, si le travailleur retourne chez lui pour une longue convalescence, il risque de perdre ses droits à l'assurance, car son congé de longue maladie ne pourra être accepté par le régime algérien !

La même injustice existe dans les Allocations familiales. En deux mots, le problème peut être ainsi formulé : Aux cotisations métropolitaines correspondent les prestations algériennes, ce qui signifie que les Nord-Africains résidant dans la métropole versent aux caisses françaises les mêmes cotisations que les travailleurs français et que les familles algériennes résidant en Algérie reçoivent des prestations nettement inférieures à celles reçues par les familles françaises.

Un exemple mettra particulièrement en relief cette discrimination sociale. Considérons une famille métropolitaine et une famille algérienne ayant chacune le même nombre d'enfants (trois) :

— A la famille française on verse par mois une allocation de : 19.921 francs.

— A la famille algérienne on verse une somme de : 7.200 francs (2.400 x 3 = 7.200).

Autrement dit les prestations familiales versées à la famille française sont proportionnellement et progressivement croissantes avec le nombre d'enfants à charge alors que les prestations versées à la famille algérienne sont simplement proportionnelles au nombre d'enfants (6) !

Notons que ce régime apparaît d'autant plus discriminatoire que des avantages importants ont été accordés aux ouvriers italiens et belges.

D'une manière générale, le Nord-Africain n'est pas aimé de l'ouvrier français. Des deux côtés

(6) Quelques protestations contre le scandale se sont fait entendre. Le 2 avril 1952, un projet de loi (n° 3180) a été élaboré et déposé sur le bureau de l'assemblée par J. Chevallier. Ce projet, qui porterait le montant des allocations familiales à 5.000 francs par enfant, attend toujours d'être voté.

peu d'efforts sont faits ; aussi le fossé qui sépare les Nord-Africains des métropolitains est-il grand. Les Nord-Africains sont victimes d'un complexe d'infériorité bien compréhensible, et les métropolitains, doués de la plus incroyable incompréhension, cherchent à s'imposer ; pour eux les Nord-Africains ont tout à apprendre.

A priori les Nord-Africains sont pour les dignitaires de l'industrie des « salauds » et des « faibles ». Un contrôleur nord-africain m'a déclaré : « Dès qu'on peut faire foutre les Algériens à la porte, on n'hésite jamais, on le fait. » Dans certains ateliers, les chefs d'équipe refusent de prendre plus de cinq Nord-Africains, car ceux-ci, paraît-il, mettraient la pagaie. Quant aux employeurs du bâtiment ou des Travaux publics, leur mépris des Nord-Africains est total. Pour eux, l'Algérien ne vient pas en France pour travailler, mais pour y gagner de l'argent ! Et puis, comme me l'a déclaré l'un d'entre eux, « le bâtiment n'est pas une institution philanthropique. Nous ne sommes pas là pour donner des leçons humanitaristes (!?), mais pour construire... La qualification des Nord-Africains ? Elle se fait sur le tas : les plus solides et les plus travailleurs restent, les autres sont balancés. La main-d'œuvre nord-africaine n'est pour nous qu'une main-d'œuvre brute. » Admirable vacher !

Le racisme se manifeste avec plus de virulence à l'extérieur de l'usine. Nous avons tous lu des articles plus ou moins ignobles sur les Nord-Africains et constaté que l'**Aurore** était championne en la matière. Trop souvent on accuse les Nord-Africains de crimes qu'ils n'ont pas commis. Je ne ferai que relater brièvement un accident qui souleva l'indignation des Lorrains : l'odieuse crime du cinéma « Dux » à Hayange. Une fillette fut violée, puis étranglée. On accusa Hamed ben Mohammed. Pas d'erreur possible, il était bien l'auteur de l'ignoble assassinat ; tous les journaux l'avaient déclaré. Mais quelques jours plus tard, ô miracle ! on découvrait le véritable coupable : c'était un ouvrier italien !...

A Metz, j'ai vu des gosses qui menaçaient les Nord-Africains de bâtons. Les gens, sur le seuil de leur porte ou accoudés à leur fenêtre, regardaient paisiblement et se contentaient de sourire.

A Mont-Saint-Martin, lors des grèves d'août dernier, des Nord-Africains revenant du cinéma furent « malmenés » par les C.R.S. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'il fallait montrer qu'on était là !

Le devoir de solidarité

Débarquant pleins d'illusions et persuadés que la France saura leur donner ce que l'Algérie n'a pu leur fournir : du travail — les Nord-Africains sont handicapés dès le départ. Ils arrivent dans une mauvaise condition physique, et soumis à un dur régime, ils ne peuvent malheureusement pas lutter efficacement contre les difficultés. Voués à rester simples manœuvres, beaucoup auront droit à l'exclusif domaine de la pelle et de la pioche ; victimes de l'incompréhension des agents de maîtrise (certains se vantent de leur flanquer leur poing sur la gueule !), l'usine ou le chantier est pour eux un monde qu'ils ne comprennent pas et qui ne les comprend pas. Leur nuit est d'une profondeur redoutable... car victimes d'une civilisation qui n'est pas toujours à leur mesure, ils sont aussi les victimes d'une société qui ne veut pas les comprendre. Pour le Français moyen, le Nord-Africain est un être de seconde zone.

J'ai rencontré trop de déceptions pour pouvoir parler de l'action des syndicats ouvriers métropolitains à leur égard, et je suis trop mal « placé »

pour porter sur elle un jugement qui ait une valeur. Ce que je voudrais, pourtant, c'est que certains militants ouvriers lisent avec attention la lettre de Messali Hadj publiée dans la dernière R.P., et qu'ils s'arrêtent assez longuement sur ce passage : « **C'est pourquoi je crois absolument indispensable que le problème nord-africain qui géographiquement, économiquement et stratégiquement touche de très près la classe ouvrière française doit se trouver au centre des préoccupations du peuple français.** », et sur cet autre : « **Animé du souci permanent de lier le mouvement d'émancipation des peuples nord-africains à la lutte de la classe ouvrière française...** » Il y a dans ces deux phrases tout un programme.

Les Nord-Africains conscients de leur force et de leurs prochaines responsabilités ont déjà commencé leur combat, mais ils ne doivent pas se battre seuls. Ne pas les aider, ne pas participer à leurs luttes, c'est rejeter les principes élémentaires de la solidarité de la classe et de l'internationalisme ouvriers, qui ne se satisfont pas au moyen de simples et grossières images d'Épinal.

Jean-Yves HAIRIUS.

LETTRE DU MAROC

Le voyage du sultan à Casablanca

Ce que les téléspectateurs n'ont pas vu

Le général Guillaume vient, après six mois, de réussir une entreprise difficile : le déplacement, en circuit protégé, de l'impopulaire nouveau sultan, du Quisling intronisé en août.

Il y avait deux dangers à éviter : 1) un attentat ; 2) la désertion populaire, l'absence de foule sur le passage des flics et du souverain.

Il fallait donc non seulement que le déplacement ait lieu à une date secrète, mais qu'un grand nombre de gens fût avisé de l'imminence du moment secret.

Pour tromper les nationalistes, du moins ceux d'entre eux qui ne sont pas encore « liquidés » et qui sont, bien sûr, clandestins, le voyage fut annoncé pour le vendredi, alors qu'on le préparait pour le mardi.

Puis, dans la nuit de lundi à mardi, la police opéra dans les quartiers indigènes de Casablanca, arrêtant — on ne peut guère dire autrement — les gens maison par maison, pour les conduire, même les nourrissons, dans les parages des avenues que le cortège devait parcourir sept ou huit heures plus tard. Beaucoup de gens ont, de ce fait, manqué leur travail.

Pour ce qui est de l'arrière-pays, les précautions avaient été prises dès la veille. Par force, hop !, les gens étaient entassés dans des camions, tandis que les fellahs qui se trouvaient posséder un cheval **devaient**, caïd en tête, cavalier jusqu'à Casa. Comme, d'autre part, il ne fallait pas une foule uniquement masculine, ordre fut donné qu'il y eût des femmes. Chaque **cheikh** devait en fournir trente. Dans mon village le cheikh, qui n'est pas un sot, évita les difficultés en tapant dans les filles en carte, personnes qui n'ont rien à lui refuser.

L'Eglise a choisi entre les prêtres-ouvriers et les patrons

L'expérience des prêtres-ouvriers a été une tentative vers le retour à la religion des premiers chrétiens du début du christianisme, au temps où les prêtres étaient choisis parmi les anciens de la communauté. Si nous nous reportons à l'époque du Christ, on est frappé de la ressemblance qui existe entre Jésus et les prêtres-ouvriers d'aujourd'hui.

Comme lui, ils travaillent de leurs mains.

Comme lui, ils vivent dans le peuple pour le peuple.

Comme lui, ils apportent la bonne parole.

Comme lui, ils sont en butte aux tentations.

Comme lui, ils n'hésitent pas à prendre parti pour l'oppressé.

Comme lui, ils prêchent l'amour, la fraternité et la charité entre les hommes.

A la mort du Christ, les apôtres et les disciples ont suivi exactement la voie tracée par le maître.

Malheureusement, au cours des siècles, il n'en a pas été ainsi. Les hommes se sont permis de transformer, de bouleverser cette religion admirable laissée par le Christ.

Les dignitaires de l'Eglise qui se sont succédé depuis en portent la lourde responsabilité.

Ils ont même été jusqu'à modifier les commandements de Dieu, en supprimant purement et simplement le II^e commandement relatif aux images taillées devant lesquelles on ne doit pas se prosterner (voir page 69 de la Bible du chanoine Crampon).

Il est pourtant précisé dans les Ecritures :

« Celui donc qui supprimera l'un de ces plus petits commandements et qui enseignera aux hommes à faire de même sera appelé le plus petit dans le royaume des cieux. » — St Matthieu - 5-19.

« Quiconque observe toute la loi, mais pêche contre un seul commandement, devient coupable de tous. » — St Jacques - 2-10.

Donc avis à ces messieurs les ecclésiastiques qui enseignent l'erreur.

Aux premiers siècles de l'Eglise, il n'était pas question du purgatoire, de l'enfer, de la confession, du culte à Marie et des saints, du célibat des prêtres, du dimanche, des baptêmes par aspersion, des indulgences, etc...

Le purgatoire. — Ce n'est qu'en 1430 au concile de Florence que le purgatoire a été officiellement reconnu par l'Eglise.

L'enfer. — Le mot « enfer » n'est jamais employé dans la Bible, ou si on l'y trouve dans certaines traductions, il s'agit littéralement du mot « Hadès » qui signifie « séjour des morts ».

« Les portes de l'Hadès ne l'emporteront pas sur Elle. » — St Matthieu - 16-18.

La géhenne, le feu éternel désignent des lieux d'extermination et non de souffrance.

L'amour étant l'unique mobile de tout ce que Dieu fait, quelle trace d'amour y aurait-il dans un châtement comportant des supplices éternels, sans aucun but d'amélioration ou de salut ?

L'inexistence de l'enfer pose la question de l'immortalité de l'âme, or la Bible nous renseigne aussitôt sur ce point.

« La solde payée par le péché c'est la mort,

mais le don de Dieu c'est la vie éternelle dans le Christ. » — St Paul aux Romains - 6-23.

Autrement dit, seuls les élus seront immortels tandis que les méchants seront réduits au néant.

La confession. — Ce n'est qu'en 1215 au IV^e concile de Latran que la confession auriculaire devient obligatoire. C'est à ce même concile que les sept sacrements sont admis définitivement.

« Qui peut remettre les péchés sinon Dieu seul. » — St Luc - 5-21.

Culte à Marie et aux saints. — En 431, le concile d'Ephèse décréta, sacra le culte de Marie et des saints.

« Il n'y a qu'un seul Dieu, qu'un seul médiateur aussi entre Dieu et les hommes, Jésus Christ homme. » — 1^{re} épître à Timothée - 2-5.

Le célibat des prêtres. — C'est à un concile tenu à Rome sous Grégoire VII en 1074 que le célibat a été imposé aux prêtres. Or à la création :

L'éternel Dieu dit : « Il n'est pas bon que l'homme soit seul ; je lui ferai une aide semblable à lui. » — Genèse - 2-18.

Le dimanche. — Ce n'est qu'en 321 que le premier jour de la semaine qui était le « jour du soleil » chez les Romains et leur jour de repos a remplacé le jour du Sabbat, institué par le IV^e commandement.

« Souviens-toi du jour du Sabbat pour le sanctifier ».

A partir de 386, ce jour du soleil (dies Solis) est dénommé jour du Seigneur (dies dominica).

C'est ainsi que le premier jour de la semaine a été substitué au septième jour institué par le Créateur.

« Et Dieu bénit le septième jour et le sanctifie. » — Genèse - 2-3.

Baptême par aspersion. — En 1311, le concile de Ravenne laisse la liberté de choisir entre l'immersion et l'aspersion.

« Une fois baptisé, Jésus sortit aussitôt de l'eau. » — St Matthieu - 3-16.

Le baptême ne peut être administré qu'au néophyte qui le demande.

Les indulgences. — C'est à la fin du XI^e siècle sous le pape Urbain II qu'apparaissent les indulgences.

— Toutes ces citations de la Bible sont prises mot à mot dans la Nouvelle Bible du chanoine Crampon, œuvre qui a reçu l'imprimatur en 1951.

Il aurait été possible de citer une infinité d'autres passages affirmant que la presque totalité des manifestations de l'Eglise catholique sont d'invention humaine.

De ces faits, il se passe une chose bien regrettable.

Le prêtre de la paroisse, absorbé par l'accomplissement de tous les rites et des cérémonies ostentatoires, qui, comme on l'a vu, ne sont en réalité que du vent, n'a plus le temps de mettre en pratique le seul but de la mission du Christ qui est de prêcher la paix, l'amour, la charité et la fraternité entre les hommes.

Il y a également le côté pécuniaire qui n'est pas à négliger. Si Dieu pourvoit à la nourriture

des petits oiseaux, il n'en est pas de même pour ses prêtres. La vie est difficile pour tout le monde. Beaucoup de paroisses n'arrivent plus à vivre des ressources procurées par les quêtes et les messes pour les morts. Ce dernier revenu disparaîtra le jour où les catholiques, enfin éclairés, sauront que les morts se trouvent dans l'état de **sommeil** en attendant le Jugement dernier, et que de ce fait les messes pour le repos de leurs âmes ne servent absolument à rien, heureusement d'ailleurs. Dieu ne peut se prêter à un tel commerce, ce serait ignoble. Il n'y a que les hommes pour imaginer de telles énormités.

Dans un avenir qui n'est peut-être pas très éloigné, tous les prêtres seront donc plus ou moins dans l'obligation de travailler pour vivre tout comme les apôtres et les disciples. Ce jour-là, l'Eglise redeviendra l'Eglise des premiers chrétiens, l'Eglise du Christ.

Admirateur des prêtres-ouvriers, je suis convaincu que ce sont eux qui sont dans la voie tracée par le Christ. Ce sont eux également qui indiquent aujourd'hui à l'Eglise la voie à suivre si elle ne veut pas sombrer.

Pour ma part, je n'ai pas été surpris que la hiérarchie se soit inquiétée de la tournure que prenait le mouvement prêtres-ouvriers. L'Eglise a réalisé que les prêtres-ouvriers lui échappaient, ils devenaient trop dissemblables de leurs collègues de la paroisse, tant spirituellement que socialement. Aux élections, ils n'avaient plus le même candidat politique, la chose devenait grave. Mais il y a autre chose qui a pesé encore plus lourd dans la décision prise par la hiérarchie. L'Eglise subsiste surtout grâce aux ressources qu'elle tire de la bourgeoisie, des patrons, du capitalisme. On a dû lui faire comprendre que les prêtres-ouvriers se mêlaient un peu trop de l'émancipation de la classe ouvrière, qu'ils devenaient suspects. L'Eglise qui est plutôt une puissance **matérielle** que **spirituelle** n'a alors pas hésité à sacrifier la grande œuvre des prêtres-ouvriers.

Devant un tel comportement, il est grand temps que l'Eglise catholique se ressaisisse si elle ne veut pas sombrer. Le jour où les catholiques connaîtront leur religion, qu'ils sauront que les rites de l'Eglise sont inutiles à leur salut, alors que ces rites sont pour la grande majorité leur raison de pratiquer, on peut être certain que le catholicisme ne tardera point à connaître une cruelle défaite.

Sur le plan universel, qu'on le veuille ou pas, nous sommes en marche vers l'unité du monde, l'unité politique, tout comme l'unité économique ou culturelle (si la fin du monde n'arrive pas avant pour mettre tout le monde d'accord).

Que ce soit le bloc américain ou le bloc russe qui l'emporte, ce ne seront pas les 375 millions de catholiques du monde qui imposeront leur religion aux 1.720 millions d'individus du globe.

Il est donc nécessaire que les catholiques se rapprochent de leurs frères, les chrétiens. La chose est bien facile, il leur suffit d'appliquer simplement la doctrine du Christ, telle qu'on la trouve dans les Saintes Ecritures et ils ne feraient que suivre les ordres donnés par le Maître.

« Malheurs à vous, Scribes et Pharisiens, hypocrites, qui fermez le royaume des cieux devant les hommes, car vous n'y entrez pas vous-mêmes et vous n'y laissez pas entrer ceux qui se présentent. » — St Matthieu - 23-13.

Ce n'est pas le prêtre de la paroisse, juste bon pour les oraisons, qui peut atteindre l'ouvrier ; pour porter la bonne parole parmi ceux qui en ont le plus besoin, il est indispensable de maintenir le principe des prêtres-ouvriers.

Pour terminer et en revenir à la question pro-

pre aux prêtres-ouvriers, il est possible d'envisager une solution à ce problème.

Leur rôle consisterait à créer dans chaque usine un groupe de laïcs dévoués à leur cause. Les membres de ce groupe devront se distinguer nettement des autres ouvriers, par leur serviabilité, leur bonté, leur fraternité envers leurs camarades. Ils seront en tête des œuvres sociales, et des manifestations justifiées.

Comme remède à l'évanouissement de la foi des prêtres-ouvriers, les stages en usine pourraient être assez courts pour leur permettre de faire des retraites de façon à les regonfler tant spirituellement que physiquement.

Enfin le meilleur argument que l'on puisse trouver pour justifier le mouvement prêtres-ouvriers est de se poser la question :

« Si le Christ revenait sur la terre, que serait-il ? Prêtre à la paroisse ou prêtre-ouvrier ? »

La réponse est sur toutes les lèvres.

Mieux, il serait encore moins pape.

G. BARRÉ.

Parmi nos

LETTRES

Une langue commune

Voici une nouvelle lettre de Caubel sur la question de la langue

internationale :

Le très intéressant article de Thersant sèmera le doute dans les esprits, toujours émus par la multiplicité des systèmes de langue internationale. Il prône l'interlingua de IALA, le dernier-né des jeunes frères de l'esperanto. Il insiste sur la « naturalité » de ce système ; les espérantistes préfèrent la régularité du leur. En fait toutes les langues construites sont un compromis de plusieurs langues vivantes. Et les interlinguistes (1) les plus raisonnables les qualifient de « dialectes de la langue internationale en formation ».

Les derniers cadets de l'esperanto se défendent vivement d'être « artificiels » ; ils sont fiers de leur aspect imprimé, qui les rend facilement lisibles... mais aux Occidentaux seulement ! Le malheur, c'est que le mieux est souvent l'ennemi du bien. C'est que la phobie du créé — comme si toute notre civilisation n'était pas à base d'artificiel ! — a fait conserver des tares du naturel. Tare qu'une orthographe archaïque, avec le y que l'espagnol et l'italien ont éliminé. Tare qu'une orthographe non phonétique, où le même son est écrit avec trois lettres différentes, comme le premier exemple de Thersant le montre : scientia. L'alphabet latin est insuffisant pour les langues modernes ; c'est pourquoi l'esperanto a adopté de nouvelles lettres, qu'il n'a d'ailleurs pas inventées, mais empruntées au tchèque et au croate : il écrit en une seule lettre s le son simple ch que nos langues (sauf le hongrois) écrivent avec deux ou trois lettres : sh, sch, sci, sj, sz...

Mais je ne veux pas ouvrir un débat linguistique (que le thème de l'agglutination me permettrait d'alimenter !) Le cuisinier a d'ailleurs rogné une phrase essentielle de mon exposé, que j'avais soulignée : une langue ne triomphe pas par ses qualités intrinsèques.

Ce que je veux signaler, c'est qu'il y a dans ce débat opposition entre les théoriciens et les hom-

(1) Interlinguiste : qui s'occupe de langue internationale.

mes d'action. Dans le diptyque : pas de connaissance sans action, pas d'action sans connaissance, l'art est de bien doser les deux éléments. Le mérite de Zamenhof, l'auteur de l'esperanto, c'est d'avoir donné son œuvre au monde sans poursuivre la chimère des perfectionnements toujours vains.

C'est d'avoir prouvé le mouvement en marchant. D'ailleurs, qui a le plus besoin d'une langue commune ? les savants, les hommes instruits, les dirigeants armés de traducteurs et de casques d'écoute ? ou bien le métal de chez Renault, l'ouvrier de Skoda ou de Ford ?

Sur le plan pratique, on ne peut demander à l'interlingua, encore au berceau, une existence plus solide que celle de la jument de Roland ; mais les autres concurrents de l'esperanto qui se survivent encore, l'ido et l'interlingue (ex-occidental), ont une « répansion » (comme dit Thersant : tiens ! tiens ! un mot créé : horreur !) des plus réduites. Mais surtout ils n'ont pas su créer quelque chose de comparable à ce vigoureux rejeton de l'esperanto, l'organisme prolétarien de SAT. Seuls des espérantistes, et ils ne rougissent nullement d'être appelés « idéalistes », ont su exploiter vraiment l'idée essentiellement révolutionnaire sous-jacente à la notion de langue internationale. Leur association anationaliste mondiale est une réalité bien vivante. Toute discussion théorique est vaine : SAT fonctionne et la doctrine qu'elle constitue peu à peu — dites sa mystique, si vous voulez — vaut bien un fatalisme nihiliste à la Louzon.

Parti américain ou parti russe ?

Ni l'un ni l'autre, mais classe ouvrière internationale contre ses exploitateurs capitalistes et bureaucratiques. Tel est le point de vue du camarade Dan Gallin, de Genève.

Je suis votre revue déjà depuis quelque temps et je voudrais m'abonner maintenant pour vous soutenir dans vos difficultés financières.

Je me permets par la même occasion d'exprimer mon opinion sur les divergences politiques récentes dans la R.P. Il me semble que la R.P. a aujourd'hui un rôle essentiel à jouer, celui de porte-parole d'un mouvement ouvrier indépendant des deux blocs qui se divisent le monde, et capable de donner naissance à un mouvement véritablement révolutionnaire. La R.P. ne peut remplir cette fonction que lorsqu'elle se place sur le terrain internationaliste et révolutionnaire de la lutte des classes, qui est la seule base qui permette une activité utile au mouvement ouvrier.

Le recul du mouvement ouvrier qui dure depuis une trentaine d'années a permis à toutes sortes d'idéologies de prendre pied dans le mouvement ouvrier qui représentent des intérêts de classe hostiles à ceux de la classe ouvrière. Ces idéologies se caractérisent par l'abandon d'une perspective fondée sur l'action indépendante de la classe ouvrière, et par la confiance qu'elles font à des « libérateurs » bureaucratiques ou capitalistes. Le fait que ces « libérateurs » sont toujours considérés comme un moindre mal ne change rien à l'appui politique fondamental qui leur est ainsi donné.

Le « parti américain » est dominé en fait par la classe dirigeante capitaliste américaine, comme le « parti russe » est dominé par la bureaucratie stalinienne. Prendre position pour le « parti américain », c'est en fait choisir la classe capitaliste américaine comme moindre mal par rapport à la bureaucratie russe, probablement à cause des vestiges de liberté qui existent dans le bloc américain. Or cette position n'est-elle pas précisément celle qui a permis au stalinisme de devenir aussi puissant dans le mouvement ouvrier qu'il l'est actuellement ? Rien ne peut rendre autant service aux

staliniens que de défendre contre eux un système aussi impuissant, pourri et condamné que le capitalisme du XX^e siècle. Rien ne peut leur rendre autant service que d'abandonner en même temps une perspective de classe indépendante pour le mouvement ouvrier.

Si le capitalisme américain doit être défendu comme moindre mal, à quel titre lutter contre Franco en Espagne ? Cela pourrait, après tout, menacer les bases américaines. Que dire aux ouvriers et paysans indochinois ? Pour eux, le camp américain, c'est le napalm de l'aviation française. Il ne peut pas y avoir pour eux de « nous sommes contre le colonialisme, mais... » Que dire aux ouvriers américains eux-mêmes lorsque l'économie de guerre ne parviendra plus à assurer la prospérité et le fonctionnement, même mauvais, de la démocratie bourgeoise ?

Les exemples historiques de Louzon tirés de la Grèce antique ne me semblent pas avoir beaucoup de rapport avec notre situation actuelle. Mais plus près de nous, il y a la guerre d'Espagne. Louzon se rappelle-t-il quel était l'effet de l'argument : « Il n'y a que deux camps, la République et Franco » ? Qui l'a utilisé et dans quel but ? Où a mené la politique de « défense de la République d'abord », comme moindre mal contre Franco ?

Louzon dit qu'aujourd'hui en Europe occidentale (pourquoi pas à l'échelle mondiale ?) il n'existe vraiment que deux partis : le parti russe et le parti américain. Comme tout serait simple si cela était ! Comme les choix seraient faciles ! Malheureusement pour les schémas mécanistes et heureusement pour l'humanité cela n'est pas le cas. La lutte des classes se poursuit des deux côtés du rideau de fer ». Les deux partis qui se confrontent aujourd'hui, ce sont la classe ouvrière internationale d'un côté, et ses exploitateurs capitalistes et bureaucratiques de l'autre. La lutte des classes qui se poursuit sur une échelle mondiale n'est pas un « rêve rose », comme le dit Dellerba, c'est une des puissances les plus importantes du monde. C'est à cette lutte que nous devons de ne pas être en guerre aujourd'hui — et nous ne le serons aussi longtemps que les gouvernements du monde ne seront pas sûrs de l'appui de leurs peuples dans des aventures guerrières. Berlin-Est, les grèves de Tchécoslovaquie, les grèves d'août en France, les grèves en Angleterre et en Italie, est-ce un « rêve rose » ? Et ce ne sont que les moments spectaculaires d'une lutte constante, d'une résistance tantôt sourde, tantôt ouverte des peuples contre les deux blocs de guerre.

Dans le passé, la R.P. s'est fait l'interprète des aspirations du prolétariat international et de ses luttes, qui sont le seul facteur de progrès sur la scène politique internationale. Elle a proclamé que « la place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe ». De cette façon elle a contribué à démasquer les mystifications réformiste et stalinienne, qui visent à réduire artificiellement les alternatives du mouvement ouvrier au camp américain et au camp russe.

LES RATS QUITTENT LE NAVIRE

Du correspondant de France-Soir à Saïgon (1^{er} mars) :

M. Plevin a quitté Saïgon hier en compagnie de M. Chevigné. Demain ce sera M. Buu Loc qui partira. Enfin il est question que Bao Doi parte lui aussi pour la France. Ces personnalités laissent l'Indochine dans un état de confusion extrême.

RÉPONSE A EUGÈNE FLEURÉ

Nous avons lu avec un vif intérêt et avec sympathie la critique qu'Eugène Fleuré nous adresse dans la « R.P. » de février au sujet de notre étude sur Simone Weil.

Le principal grief soulevé contre nous est d'avoir caractérisé Simone Weil comme « pessimiste ».

Il est évident que Fleuré ne donne pas à ce mot le même sens que nous, qui l'avons du reste tiré du langage courant.

Si être pessimiste et être démoralisé étaient synonymes, l'objection tiendrait. Démoralisée, Simone Weil ne l'a pas été. Elle n'est pas devenue infidèle à elle-même au choc des expériences et des déceptions, elle ne s'est pas reniée dans les épreuves, ni en conscience ni en ses actes.

Non, nous n'ignorions pas, en rédigeant notre étude, qu'en 1936, Simone Weil était allée en Espagne pour s'enrôler dans les milices de la C.N.T. Cependant la guerre civile d'Espagne pouvait être — elle a effectivement été comprise ainsi par beaucoup — non pas un début de révolution prolétarienne qui apporterait à l'ouvrier l'affranchissement de ses multiples dépendances, mais une guerre de défense de la démocratie. Simone Weil fut de ceux-là. A ses yeux, la situation se présentait comme une alternative entre la sauvegarde de la démocratie et la chute dans le fascisme. L'une et l'autre de ces deux éventualités lui paraissaient historiquement possibles ; la décision dépendrait de la seule volonté et de la seule action des hommes. Et elle n'a pas hésité à agir. Mais non plus en révolutionnaire. Car la libération ouvrière, elle, n'appartenait plus alors pour Simone Weil au domaine des possibilités réelles. C'est précisément parce qu'elle n'y croyait plus que nous l'appelons pessimiste.

Elle est devenue pessimiste, comme nous l'avons dit, avant même sa décision de connaître par sa propre expérience la vie d'usine.

La raison principale de cette décision a bien été d'étudier de près, sur le tas, les conditions de travail faites à l'ouvrier et les moyens de les améliorer. Simone Weil s'en est elle-même expliquée dans une lettre à l'une de ses élèves, qu'elle écrivit au début de son expérience et que nous avons citée. Elle l'a confirmé par la suite dans ce cri désolé que lui ont arraché ses souffrances : « ...l'épuisement finit par me faire oublier les *raisons véritables* de mon séjour en usine ».

Tout au long de son journal d'usine, on saisit combien elle prenait au sérieux cette préoccupation. Si bien qu'aussi longtemps qu'on ne l'a pas saisi, ce journal d'usine demeure un document étrange, avec ses minutieux calculs de salaire, avec ses dessins de pièces, avec ses remarques : « problème à étudier... », « à me renseigner sur... », avec ses questions posées au magasinier ou bien notées dans ses carnets afin de les poser plus tard à M. Detœuf.

Nous ne voyons pas, du reste, ce que notre critique trouve de désobligeant dans le fait d'attribuer à Simone Weil ce désir d'observations et d'études à faire à l'usine.

Simone Weil avait fait sienne cette idée que la fonction même d'exécuter un travail, qui a été organisé hors du temps et du lieu de son exécution, place celui qui l'assume dans la dépendance d'autres hommes. Si elle ne tenait plus pour possible la libération ouvrière, sa sympathie n'en était pas moins restée profonde et sincère envers ceux dans la vie desquels « tout est injuste ». Dès lors que pouvait-elle faire sinon désirer passionnément deux choses : étudier de quelle manière on soulagerait le

sort de ceux qui, par l'imperfection même de la nature humaine, étaient « condamnés à leur malheur » ; chercher, d'autre part, à les rejoindre dans leur peine pour ne pas être du camp de ceux qui doivent leurs privilèges à l'amoindrissement de l'existence d'autrui. Ce qu'il y a de déconcertant en tout ceci est que Simone Weil n'ait pas été portée par sa passion à tendre à dépasser l'idée de la fonction sociale génératrice de hiérarchie et de privilèges. C'est ici qu'apparaît son pessimisme au sens le plus large, et qui dépasse le problème de la libération ouvrière.

Nous ne lui reprochons pas d'avoir trop souffert de son expérience, ni de ne l'avoir pas fait pendant une plus longue durée. Si nous évoquons son inadaptation à la vie d'atelier et l'impossibilité pour elle de venir à bout de sa tâche, c'est uniquement pour expliquer comment ce supplément de souffrances l'a amenée à mal juger l'ouvrier, en voyant en lui essentiellement un humilié. Le problème de savoir quel homme est l'ouvrier est plus complexe. (Nous y reviendrons dans un livre).

Que Fleuré se rassure : notre désaccord de principe avec Simone Weil ne nous amène pas à méconnaître sa sincérité. Notre intention ne fut jamais de l'amoindrir. Nous lui reconnaissons la taille d'une grande figure humaine. Là n'est pas la différence entre la position de Fleuré et notre propre appréciation. Nous ne critiquons pas sa personne, mais ses idées.

Pour terminer, un mot au sujet de l'acceptation par Simone Weil du fond de la thèse d'Otto Rühle. Nous disons bien, le fond. Car les ornements assez vulgaires dont Rühle a entouré sa théorie, Simone Weil les a rejetés avec dédain. C'est bien vrai. Aussi l'avions-nous souligné dans une note à notre conclusion ; elle se terminait ainsi : « ...à s'assimiler le fond de la théorie de Rühle, quoiqu'elle ait répugné aux platitudes et au philistinisme de ce dernier ». Précision, entre autres, que le metteur en page a dû « couper » faute de place devant l'abondance de l'actualité des événements de Berlin-Est...

Le 18 février 1954.

ANDRIEUX et LIGNON.

ENTRE NOUS

Coincés par les rubriques, nous sommes obligés une fois de plus de profiter d'un bas de page.

Le camarade Barré du Morbihan nous écrit :

« J'ai été peiné de constater dans le dernier numéro de la R.P. que le bilan de 1953 se solde par un déficit de 113.000 francs. Je crois avoir trouvé une solution au problème. Je propose d'adresser à chacun des abonnés de la R.P. une liste de souscription avec une lettre explicative attirant spécialement leur attention sur la situation financière. »

Chaque abonné peut très facilement récolter au minimum 1.000 francs parmi les amis et connaissances. A 1.280 abonnés cela ferait 1.280.000 francs, soit plus qu'il en faut pour tourner pendant un bout de temps. Que pensez-vous de ma proposition ? »

La proposition de Barré ne déplait pas au trésorier, au contraire. Mais plait-elle à nos lecteurs ? Le meilleur moyen de le savoir c'est encore de leur dire que nous enverrons, à ceux qui nous en feront la demande, une liste de souscription.

ROBERT VERDIER

député socialiste, membre de la Commission parlementaire d'enquête au Maroc

TEMOIGNE

...L'impression d'ensemble qui se dégage de l'enquête est que le Maroc vit aujourd'hui dans la peur et l'hypocrisie : peur de Français qui redoutent les attentats, peur des Marocains qui redoutent les arrestations et les représailles, hypocrisie de certains Français qui parlent de réformes et qui n'y croient pas, qui prétendent que la déposition de l'ancien sultan a tout réglé et qui demandent de nouvelles mesures de répression, hypocrisie de certains Marocains qui approuvent sans réserve l'action des Français, mais tremblent d'être victimes de représailles de la part de leurs compatriotes.

...L'opération du 20 août, dont on avait dit qu'elle allait lever les obstacles à une évolution du Maroc et à un règlement de toutes les difficultés antérieures, a tout simplement provoqué une aggravation de la situation. Celle-ci est plus tendue que jamais. Le malaise dans lequel le Maroc a vécu depuis la guerre (les premières arrestations de nationalistes datent de janvier 1944), et qui n'a connu que quelques brèves périodes de rémission, est encore plus grand aujourd'hui. Le fossé entre Marocains et Français, entre l'administration du protectorat et la majorité (sans doute la très grande majorité) de la population autochtone s'est élargi.

...On ne peut avoir de doute : il existe une opinion publique marocaine, malgré la censure et la suppression de toute presse d'opposition (même française) et malgré l'interdiction des partis et des syndicats marocains. Mais il y a 120.000 postes de radio ; des écoutes collectives sont souvent organisées.

...Mis à part les habituels approbateurs de la politique française, il n'est pas un Marocain qui ne hausse les épaules lorsqu'on demande si le mouvement du Glaoui et des pachas était spontané et s'il s'appuyait sur une partie importante de la population ; « Ils ont fait, dit-on, ce que l'administration leur a dit de faire. »

...Bref une jeunesse en fermentation, aspirant à un changement, peut-être d'ailleurs conçu de manière assez confuse, a le sentiment que la France a consolidé le pouvoir des vieillards et cherche à s'appuyer sur les éléments les plus retardataires du vieux maghzen.

...Le parti de l'Istiqlal paraît bien être celui qui a eu — et sans doute qui conserve — la plus grande influence. Il a pour lui, selon le résident général lui-même, la jeunesse éduquée, beaucoup de commerçants, probablement aussi par les syndicats, la plus grande partie du prolétariat. Le secrétaire général des syndicats, Mahjoub, un des détenus que nous avons interrogés, dit qu'il est membre de l'Istiqlal. Nous ne pouvons, dit-il, avoir d'autre appui, car nous ne voulons pas nous appuyer sur le P.C. que nous avons exclu des postes de direction (ce qui est exact) et parce que nous étions combattus par le patronat et par l'administration. « Et cependant, ajoute-t-il, je me sens plus près d'un prolétaire français que de certains bourgeois de mon parti. »

...Il va de soi que les dirigeants syndicalistes

réclament aussi des réformes pour protéger les travailleurs contre l'exploitation dont ils sont victimes et qui n'est pas le fait du seul patronat. Les salaires sont très bas. Les fraudes sont nombreuses et demeurent généralement impunies. Il n'y a, pour la région de Casablanca, où se trouve concentrée la majeure partie de l'activité industrielle, que six inspecteurs du travail assistés de neuf contrôleurs ; ils devraient donc faire environ un millier de visites par mois !

Comme exemple d'exploitation, il faut citer l'embauchage des dockers du port de Casablanca. Ils ne sont embauchés que pour douze heures ; pour y réussir, ils paient une dime, 100 francs de jour et 150 francs de nuit, à un chef d'équipe dénommé « caporal » ; celui-ci à son tour paie une redevance au chef du personnel indigène, Tuzani, qui a pu devenir acquéreur d'immenses propriétés.

Nul doute qu'ainsi l'innombrable prolétariat marocain, prolétariat déraciné, vivant le plus souvent dans les bidonvilles, exposé à perdre fréquemment son travail, ne constitue du fait de son mécontentement une masse de manœuvre à la disposition des mouvements nationalistes ; la revendication nationale s'identifie et se confond avec les revendications de classe.

...Ces intérêts d'ailleurs ils les défendent âprement. Un membre de la chambre d'agriculture de Fès a fait devant nous une vive critique de la réforme du paysannat. Cette critique était fort confuse. Pressé de questions, son auteur a fini par dire que la modernisation de l'agriculture devait être réservée aux Français et qu'on ne devait pas apprendre aux Marocains à conduire des machines.

...La répression est brutale, mais au fond peu efficace. Les responsables d'attentats sont rarement arrêtés. Alors la police cherche plutôt à procéder à des opérations d'intimidation qui frappent des groupes d'individus, ce qui aggrave encore la tension.

La police met rarement la main sur les coupables parce qu'il y a la complicité tacite de la population, soit par solidarité spontanée, soit par peur des représailles. Le directeur de la Sécurité, M. Dutheil, a dû avouer : « Nous ne trouvons pas de témoins ; nos informateurs sont de plus en plus rares, bien que nous ayons promis de grosses récompenses : un million pour la dénonciation d'un meurtrier. »

...Encore faut-il se demander quels sont les procédés employés pour les interrogatoires. On a tout lieu de craindre le pire. Nous avons recueilli à ce sujet des témoignages qui paraissent irréfutables.

D'abord celui de M. Dutheil lui-même, le directeur de la Sécurité. Nous l'avons interrogé sur la plainte adressée à la cour d'appel de Rabat par M. Abdallah ben Hassan ben Ahmed Layachi, plainte qui avait été publiée par plusieurs journaux de Paris. Celui-ci se plaint avec beaucoup de précision des traitements abominables que lui ont fait subir six ou sept policiers sous la direction de l'inspecteur Garcette, chef de la brigade

politique (1). M. Dutheil n'a pas contesté ; il s'est borné à déclarer : « Evidemment, Garcette a été un peu lourd ! »

...Dernier témoignage enfin, celui des trois détenus de la prison de Casablanca que nous avons pu interroger. Tous trois ont été arrêtés après les événements du 8 décembre 1952, sans que leur participation aux mouvements ait jamais été prouvée. Deux des trois ont dit qu'ils n'avaient pas été molestés. Mais pendant la première période de leur détention, ils ont dû coucher sur le pavé, ils n'ont pour ainsi dire pas eu de nourriture et ont dû boire de l'eau des latrines. Ils se sont plaints aussi que le médecin leur pose des questions d'ordre politique. Le troisième enfin, un dirigeant syndicaliste, a subi des tortures. Dès son arrivée au commissariat, il a été frappé pendant une demi-heure : « pour la préparation », lui disaient les policiers. Il a eu la peau brûlée par des cigarettes ; comme il protestait, un inspecteur lui a répondu : « La gestapo en faisait bien autant ». L'interrogatoire était conduit par le même Garcette, déjà cité ; comme le détenu se protégeait le visage avec la main, Garcette l'a frappé à la cravache et lui a brisé deux doigts. C'est seulement deux mois après que le détenu, qui nous a montré ses fractures, a pu se

(1) Voir le reste de cette plainte plus loin.

faire soigner. Des certificats médicaux se trouvent dans son dossier. Autre genre de torture : on lui a fait plonger la tête dans un seau d'eau où les policiers crachaient et urinaient.

...Il faut noter que les trois détenus interrogés ont parlé avec une grande sérénité et une parfaite dignité. Aucun des trois ne donnait l'impression de se laisser entraîner à des exagérations. Ajoutons que l'un de ces détenus avait déjà été arrêté en 1937, maintenu incarcéré pendant trois ans, sans être jamais inculpé, interrogé, ni jugé.

...Les nationalistes ne manquent pas de faire remarquer que, depuis le 20 août, une seule réforme a été appliquée et qu'elle revient en somme à instituer la cosouveraineté, en contradiction avec la lettre du traité de protectorat : c'est la réforme du pouvoir central (dahir du 9 septembre). Ce qui est exact. Le dahir institue en effet un « Conseil des vizirs et directeurs » de 30 membres (15 Marocains et 15 Français). Sa compétence a été considérablement élargie en matière législative. Le sultan peut demander une deuxième lecture dans le délai d'un mois ; mais si une majorité des deux tiers se prononce alors, il ne peut plus refuser d'apposer son sceau. Comme les 15 membres marocains ont été choisis parmi ceux dont il n'y a pas à craindre la moindre opposition, l'administration française ne rencontre plus aucune résistance.

LA GESTAPO FRANÇAISE

Quand M. Garcette est "un peu lourd"

Plainte adressée à Monsieur le Premier Président de la Cour d'Appel de Rabat
par ABDALLAH LAYACHI

Je soussigné, Abdallah ben Hassan ben Ahmed Layachi,

Ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants :

Le mercredi 18 novembre 1953, vers 9 heures, j'ai été arrêté alors que je retournais à mon domicile Derb Foukara, rue numéro 16, immeuble 3, appartement 7.

Un certain nombre de personnes étaient chez moi où régnait le plus grand désordre.

Trois personnes en civil paraissaient m'attendre et m'ont mis les menottes sans même me demander mon identité.

L'un des trois est sorti, et il est revenu accompagné de trois autres personnes en civil ; ils m'ont alors emmené dans une voiture 4 CV Renault au Commissariat central, bureau des renseignements généraux, avenue Jean-Courtin à Casablanca.

Ils m'ont fait pénétrer vers 9 h. 30 dans un bureau et m'ont fouillé ; puis, ils ont commencé à me frapper pour, disaient-ils, me faire parler.

Ils étaient sept ou huit, tous en civil, et ils m'ont d'abord asséné quelques coups de poing en me disant que ce n'était là qu'un « hors-d'œuvre ».

J'ai refusé de parler sous les violences et j'ai déclaré que je ne répondrais que devant le juge d'instruction.

Ils m'ont alors entièrement déshabillé, et lorsque je fus mis à nu, ils m'attachèrent avec des cordes sur un banc, dans une position horizontale, couché sur le ventre, la tête dépassant le bord du banc.

A ce moment-là on souleva le banc du côté où se trouvaient mes pieds, et ma tête était ainsi plongée dans un seau d'eau jusqu'à étouffement.

Ils m'avaient précisé que je n'avais qu'à bouger

et lever l'index de ma main gauche pour indiquer que je voulais parler.

J'ai été ensuite sur le point d'être asphyxié à plusieurs reprises.

Ils m'ont ensuite mis sur le corps, et notamment sur la poitrine, le ventre et les organes génitaux, un appareil électrique présentant deux becs jaunes, pointus, reliés par un gros cordon à une prise électrique.

Très rapidement, j'eus toute une partie du corps littéralement grillée, et les souffrances que je subissais étaient intolérables. 48 heures après la fin de cette journée de tortures, j'urinais encore du sang.

Enfin, après ces sévices, ce furent les coups de cravache mouillée portés sur la plante de mes pieds également mouillés qui dépassaient le banc, coups portés avec une force inouïe.

Puis, ces supplices de plus en plus intolérables continuèrent, tantôt par asphyxie au seau d'eau, tantôt avec l'appareil électrique, accompagnés toujours de coups de poing, de coups de nerfs de bœuf, et d'insultes.

Ils n'ont pas cessé de me frapper jusqu'à midi, et à ce moment-là, ils m'ont détaché, m'ont laissé nu et grelottant en m'aspergeant de seaux d'eau, et ils m'ont obligé à rester debout les bras en l'air.

Ils m'ont ensuite contraint à courir en rond dans la pièce inondée, en me frappant de coups de poing qui me firent tomber à plusieurs reprises.

Comme ils m'avaient demandé de nettoyer la pièce inondée d'eau et que j'avais refusé, ils m'ont jeté à terre et m'ouvrirent la bouche de force pour y déverser l'eau sale du torchon qu'ils essorèrent, et avec lequel ils avaient essuyé le parquet.

A un autre moment, ils poussaient entre mes dents un balai d'une saleté repoussante.

Ils m'ont ensuite attaché de nouveau sur le banc, et toutes les tortures que j'ai précédemment décrites ont recommencé, avec plus de violence encore, jusqu'à 5 heures du soir.

Ils m'ont alors attaché les pieds et les mains en les joignant derrière le dos et ils m'ont suspendu, les pieds et les mains ainsi liés, à une barre de fer passée entre deux bureaux.

Ils m'ont alors laissé dans cette position, et les douleurs dans mes reins sont devenues tellement insupportables que je ne sais plus ce qui s'est passé alors : je ne distinguais même plus les paroles prononcées.

Au bout d'une ou deux heures, sans que je sois en mesure de le préciser, j'ai été détaché, et posé sur le sol, et je suis revenu à moi.

J'ai alors presque immédiatement été rependu à la même barre de fer.

Vers 22 heures 30 ou 23 heures ils m'ont décroché et mis dans un autre bureau où j'ai passé toute la nuit sur une chaise.

Je suis en mesure de préciser que toutes ces tortures et ces actes de barbarie ont été accomplis sous l'égide et avec la participation de M. l'inspecteur-chef Garcette.

C'est lui qui m'a porté les premiers coups de poing ce qui fut appelé le « hors-d'œuvre ».

C'est lui ensuite qui donnait des ordres pour chacune des tortures ; il venait constamment dans la pièce où ces tortures avaient lieu pour dire à ses subordonnés de continuer et pour me demander si enfin j'allais parler.

A un moment, devant une torture plus intolérable que les autres, j'ai poussé un cri, M. Garcette a alors dit à ses hommes :

« Continuez, il commence à fléchir. »

Il accompagnait ses tortures de paroles plus ou moins cohérentes, destinées bien entendu à me démoraliser, telles que : « terminus », « ici, c'est la fin du monde », « ici, les pierres elles-mêmes parlent ».

En dehors de M. Garcette, six ou sept exécutants participaient à ces tortures.

J'ai donc l'honneur de porter plainte contre X pour coups et blessures, actes de barbarie et abus d'autorité, crimes et délits prévus par les articles 186, 198, 303, 309, 310 et 311 du Code pénal.

En vertu des dispositions des articles 479, 480, 483 et 484 du Code d'Instruction Criminelle, vous avez, Monsieur le Premier Président, compétence pour instruire et présider la Cour d'Appel qui aura à juger les faits que je viens d'avoir l'honneur de porter à votre connaissance, dès lors que s'y trouve impliqué un officier de police judiciaire bénéficiant du privilège de juridiction.

J'offre de me constituer partie civile et de consigner telle somme qu'il vous plaira de fixer en vertu des mêmes articles du Code d'Instruction Criminelle, vous avez compétence pour recevoir ma constitution de partie civile et pour fixer la consignation qu'il vous plaira d'arbitrer.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Président, l'expression de ma respectueuse considération.

LAYACHI.

M. Saint-Laurent appuie l'appel de M. Nehru

La Nouvelle-Delhi, 24 février (A.F.P.). — « Nous appuyons complètement, et sans réserve aucune, l'appel de M. Nehru en faveur d'un cessez le feu en Indochine », a déclaré notamment M. Saint-Laurent, au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue aujourd'hui à La Nouvelle-Delhi.

« En lançant cet appel, a-t-il ajouté, l'Inde a fait quelque chose qui aura une influence considérable. »

LA GESTAPO BRITANNIQUE

Flambez le nègre !

Dépêche du correspondant à Nairobi, de l'Associated Press, le 11 février 54 :

Un indigène kikuyu a déclaré aujourd'hui à un magistrat de Nairobi qu'il avait été mis en feu après avoir été enduit de paraffine au cours de son interrogatoire dans un camp de criblage. Il déclara aussi qu'il avait été frappé et battu par des membres des équipes de criblage.

Un officier de la police de réserve (1) du Kenya, âgé de 16 ans, Barry Harvey Hayward, ainsi qu'un indigène, Guthu, étaient inculpés d'« agression » sur ce kikuyu, nommé Kimani, pendant qu'ils le questionnaient sur les rapports qu'il pouvait avoir avec l'organisation terroriste Mau-Mau. Les faits se seraient passés le 12 janvier.

La police produisit les déclarations qui avaient été faites par les deux accusés. D'après celles-ci, Hayward prétendit qu'il était occupé à remplir le procès-verbal de l'interrogatoire lorsqu'un garde indigène donna une bouteille d'eau à Guthu. « J'entendis un léger cri », continue la déclaration, « je regardai et remarquai que l'eau semblait avoir été versée sur Kimani. Puis, de l'eau fut encore apportée dans une autre bouteille... et j'entendis ensuite un hurlement. Je regardai de nouveau et vis autour de la tête de Kimani des flammes qu'il essayait d'étouffer avec ses mains. »

La déclaration de Hayward poursuit en disant que lui et un indigène se précipitèrent aussitôt et aidèrent à éteindre les flammes, puis il emporta Kimani à l'hôpital dans sa voiture.

Guthu, le garde indigène, déclara, lui, que Hayward lui avait dit de verser de la paraffine sur la tête de Kimani, après que celui-ci eut refusé de répondre à une question, puis que Hayward approcha une allumette enflammée de la tête de l'homme.

« Plus tard, dit Guthu, je lançai, sur l'ordre de Hayward, une autre allumette qui atteignit le col de la chemise de Kimani et la brûla.

« Kimani hurlait qu'il allait mourir et qu'il ne savait pas pourquoi on le brûlait. En même temps, il essayait d'écraser les flammes sur sa tête avec ses mains. Je pris alors un récipient et versai de l'eau sur la tête de Kimani pour éteindre le feu. Pendant que je faisais tout cela, l'officier du K.P.R. était assis à son bureau et riait. Une fois que j'eus éteint les flammes, je me suis mis à nettoyer Kimani et à lui enlever des mains la peau brûlée. »

(1) Cette police de réserve est constituée de colons et autres résidents blancs du Kenya, volontaires pour le massacre.

M. Nehru suggère un « cessez-le-feu » en Indochine

La Nouvelle-Delhi, 22 février (A.F.P.). — Prenant la parole devant le Parlement indien, à la Nouvelle-Delhi, M. Nehru a déclaré :

« Il est dommage que la guerre d'Indochine continue, alors que la question sera discutée dans deux mois à Genève, et je suggère en toute humilité, sans le désir d'intervenir ou d'assumer un nouveau fardeau, que ce serait une bonne chose si un « cessez-le-feu » intervenait sans qu'aucune partie abandonne ses positions.

« Certes, l'Indochine est une guerre relativement petite. Mais, même dans une telle guerre, il est difficile d'arriver à une solution tant que le combat continue. Il est dangereux de commencer une guerre, même restreinte. C'est pourquoi je veux faire appel aux parties intéressées pour mettre fin aux opérations par un cessez-le-feu ou autrement. »

La Commission "Rousset" se déshonore

La « Commission internationale contre le régime concentrationnaire », fondée par David Rousset, vient de publier en un **Livre Blanc** le rapport de la commission d'enquête, composée de deux Belges et d'un Hollandais (1), qu'elle avait envoyée en Tunisie pour y enquêter sur le régime concentrationnaire.

Nous aurons peut-être l'occasion de revenir sur les atrocités qui ont été commises en Tunisie — de l'aveu même des auteurs du rapport — par l'armée et la police françaises, mais aujourd'hui nous ne voulons que signaler la monstruosité de la conclusion de ce rapport.

Cette conclusion est celle-ci :

« Les personnes qui font l'objet d'un arrêté d'éloignement, et qui sont, en vertu de cet arrêté, soit internées dans un camp, soit astreintes à résidence, **ne sont inculpées d'aucun délit** (2). L'arrêté d'éloignement signé du général commandant supérieur des troupes de Tunisie n'est pas motivé. L'autorité militaire, qui prend la décision, le fait sous le seul contrôle du Résident général, c'est-à-dire sur les indications de la seule police. La durée de l'éloignement et par conséquent de l'internement est illimitée. Aucune voie de recours juridictionnel, aucun moyen de défense n'est à la disposition de l'éloigné. Le régime de vie de l'éloigné, et notamment son internement dans un camp ou sa mise en résidence surveillée, ses conditions d'existence dans le camp sont à la discrétion de l'autorité administrative sous la même absence de contrôle ». Et, en conséquence, termine la Commission, « **le régime de la détention politique en Tunisie n'est pas un régime concentrationnaire** » (3).

On croit rêver ! Ou bien l'on se demande si l'on n'est pas en présence de fous !

Mais non ! ce ne sont pas des fous, ce sont simplement des jésuites.

L'extraordinaire aboutissement de leur conclusion prétend se fonder sur

« le nombre relativement faible des personnes détenues » (1.350, paraît-il, en avril 52, cela pour une population de 3 millions d'habitants, donc l'équivalent de ce que seraient 20.000 internés pour la France) ;

« l'absence de travail forcé » ;

« les conditions humaines de détention qu'elle a constatées » (« la nourriture est tout juste suffisante »).

Ainsi, ce n'est pas le fait qu'il existe des camps de concentration, des camps où l'on envoie qui vous plaît, pour le temps qui vous plaît, qui constitue le régime concentrationnaire, mais le régime qui existe dans le camp de concentration lui-même ! Si vous ne mourez pas tout à fait de faim, si l'on vous distribue une nourriture juste « suffisante » pour vous maintenir en vie, à condition que vous ne fournissiez aucun travail, les conditions de vie ne sont point « inhumaines » et, donc, le camp de concentration n'existe pas !

Voilà ce qu'osent déclarer des hommes qui sont, sans doute plus ou moins des juristes, des hommes qui prétendent certainement professer le plus haut respect pour les Droits de l'Homme !

Eh bien, pour nous, comme pour quiconque a tant soit peu le respect du Droit, l'article fondamental de la Déclaration des Droits de l'Homme, celui qui prescrit que personne ne doit être privé de sa liberté en dehors d'une inculpation ou d'un jugement, est le seul critère qui permet de décider si l'on est en

régime concentrationnaire ou non. Si, par simple décision administrative, c'est-à-dire en vertu d'une décision de police, un homme peut être privé de sa liberté en étant envoyé en résidence forcée ou dans un camp de concentration, il y a violation d'un droit fondamental de l'individu, il y a régime d'arbitraire et de bon plaisir, il y a régime concentrationnaire, les conditions matérielles régnant dans le camp de concentration fussent-elles celles d'un paradis !

C'est contre ce régime de la privation arbitraire de la liberté par l'« embastillement » que le peuple de Paris s'est soulevé le 14 juillet 1789 et c'est ce régime qu'ont rétabli la Russie de Staline, l'Allemagne d'Hitler et la France de la IV^e République.

Les conclusions de ces pseudo-libéraux de la Commission internationale montrent que celle-ci a beau prétendre se mettre sous le drapeau de la liberté, elle prend le parti de l'Ancien Régime contre les hommes de 89, elle est au service, en fait, non de la liberté et du droit, mais tout juste des rivaux de la Guépéou.

Car c'est là toute la raison d'être de leur jésuitisme ! Il faut attaquer les camps de concentration quand ils sont le fait des Russes ou des « démocraties populaires », mais il faut les défendre quand ils sont le fait des puissances occidentales. C'est pourquoi l'on invente, pour décider s'il y a « concentration » ou non, des critères qui permettent d'accabler les uns et d'innocenter les autres !

La « Commission internationale contre le régime concentrationnaire » avait un grand rôle à jouer en dénonçant le concentrationnisme partout où il sévit, et de quelques formes qu'il se revête.

En se dérochant à cette tâche, et en faisant à la place simple œuvre de partisan, elle s'est déshonorée. C'est dommage !

R. LOUZON.

LA VIE DES CERCLES

Le *Centre syndicaliste de liaison et d'information* (20, rue Sainte-Marthe, à Paris) nous demande d'inviter tous les partisans de l'indépendance du syndicalisme à assister aux « Assises nationales pour l'unité d'action syndicale », convoquées à Paris pour le 14 mars au Musée Social, rue Las Cases, par le groupe de l'*Unité syndicale*.

D'autre part, ce même Cercle nous informe de son intention de constituer un Centre d'informations international pour tous les militants partisans de l'indépendance du syndicalisme, Centre qui pourrait être basé sur la déclaration de principe suivante :

Pour un Renouveau Syndicaliste.

Fin mars, entre le 23 et le 25, aura lieu à Paris une conférence de

RÜDIGER

sur

LE SYNDICALISME EN SUEDE

Consulter les journaux ouvriers pour en connaître la date exacte et le lieu.

(1) Que leurs noms passent à la postérité : André, Bruynincks, Stomps.

(2) C'est nous qui soulignons.

(3) Cette fois, ce sont les auteurs eux-mêmes qui soulignent.

L'OPPOSITION DES CLASSES EN CHINE (*)

A l'inverse des Hindous, qui sont les plus religieux des hommes, les Chinois sont les êtres les moins religieux qui soient. Le peuple chinois est le seul peuple qui, dans son ensemble, soit athée. Je dis bien « athée », sans dieu. La preuve en est que l'on est incapable de dénommer le dieu ou les dieux des Chinois, quelle que soit la soi-disant « religion » à laquelle ils appartiennent (exception, bien entendu, des petites minorités musulmane et chrétienne). Les « dieux » des Chinois sont simplement des hommes. Ce sont les « sages » dont l'enseignement sert de guide aux fidèles pour leur conduite privée.

Ces sages sont deux Chinois, Confucius et Lao-Tseu, pour les deux grandes « religions » indigènes, et, pour la religion importée, le bouddhisme, un Indien, Gautama, dont toute la vie se passa à combattre les prêtres de son pays (les brahmanes), qui finirent d'ailleurs par extirper complètement le bouddhisme de l'Inde, le délire religieux des habitants ne pouvant s'accommoder d'un moralisme pratiquement athée.

Ces trois hommes, Confucius, Lao-Tseu et le bouddha Gautama sont des personnages historiques ayant vécu quelque six cents ans avant l'ère chrétienne.

La raison de cet athéisme des Chinois doit être recherchée dans leurs conditions de vie et de travail.

L'homme dont la récolte dépend presque exclusivement des caprices de l'atmosphère est nécessairement religieux. C'est la nature, c'est « Dieu » qui lui dispensera l'abondance ou la disette. L'homme des contrées sub-désertiques et celui des pays où la mousson joue le rôle principal croient donc en Dieu, que ce soit le dieu unique de l'Islam, ou les milliers de dieux de l'hindouïsme.

Le paysan chinois dépend, lui, beaucoup moins de la pluie. Non point qu'il ne lui arrive pas, comme à tout le monde, de souffrir parfois de la sécheresse, mais la sécheresse n'est pas son fléau principal.

Le fléau principal de la Chine, c'est l'inondation. Le fleuve Jaune, c'est-à-dire celui des deux fleuves chinois qui arrosent la contrée où ont pris naissance la technique agricole chinoise, le peuple chinois, l'Etat chinois et l'idéologie chinoise, est sujet à des débordements terribles et fréquents qui le font s'étendre au loin et ravager sur des centaines de kilomètres les campagnes environnantes, l'amenant même parfois à se creuser un nouveau lit très éloigné de son lit précédent. Rien que depuis l'époque historique, soit depuis le premier millénaire avant l'ère chrétienne, on compte pour le fleuve Jaune quatre grands tracés différents, sans tenir compte des modifications qui n'affectèrent que les environs de son embouchure, ou les tracés que le fleuve ne suivit qu'une année durant, tel celui de 1887, qui en fit temporairement un affluent du fleuve Bleu ; cette année-là, il se jetait dans la mer à 600 kilomètres de son embouchure actuelle, et à 800 kilomètres du lieu où il se jetait aux débuts de l'histoire.

Or, à la différence de la sécheresse, l'inon-

dation est *contrôlable par l'homme*. C'est une question de *travail*. En l'état actuel de nos connaissances, l'homme ne peut pas plus empêcher de pleuvoir qu'il ne peut faire pleuvoir mais si énorme que soit le volume d'eau que roule le fleuve enflé par la pluie, l'homme peut, avec suffisamment de travail, le contraindre à aller à la mer sans déborder ; il lui suffit de construire le long des berges, des *digues* suffisantes.

Construire des digues et les entretenir, telle est donc la besogne fondamentale du paysan chinois du fleuve Jaune. Besogne dure et qui ne laisse point de répit, mais de l'accomplissement de laquelle dépend sa subsistance. Le paysan chinois n'a que faire de prier : « Seigneur, donnez-nous notre pain quotidien ! » ; son pain quotidien dépend exclusivement de son effort quotidien.

C'est pourquoi le Chinois ne croit pas aux dieux, mais aux hommes.

Et cela a entraîné deux conséquences importantes.

La première est que, si la Chine n'est pas le pays des religions, elle est, par excellence, le pays de la philosophie, et tout particulièrement de celle qui concerne directement les hommes, de la philosophie morale. Le Chinois est aussi essentiellement moraliste que l'Hindou est essentiellement religieux.

C'est pourquoi, à son époque « classique », plusieurs siècles avant l'ère chrétienne, la Chine vit naître toute une série de grands philosophes dont les doctrines rappellent étrangement celles qui devaient fleurir en Europe... vingt siècles plus tard, au moment où l'Occident commença à se délivrer de la religion parce qu'il commençait à asseoir son pouvoir sur la nature par la science, tout comme le Chinois avait précédemment assis le sien par le travail.

Ainsi, Hsün-tzen (—III^e siècle) (1), pour qui la nature humaine est fondamentalement mauvaise et qui charge l'Etat de la refréner, c'est Hobbes (+XVII^e siècle), dont, par ailleurs, il partage les conceptions purement matérialistes ; Mencius (—IV^e siècle), pour qui la nature est fondamentalement bonne et qui, en conséquence, reconnaît le droit à la révolte (légitimant ainsi la pratique du paysan chinois), c'est Rousseau (+XVIII^e siècle) ; enfin Mo-tseu (—V^e siècle) qui voit dans l'amour des hommes la base de la morale et y mêle des justifications utilitaires, fournit le modèle de la morale « sans obligation ni sanction » de notre Guyau (+XIX^e siècle).

L'autre conséquence, plus importante encore, est d'ordre social.

C'est une banalité, mais une banalité d'une exactitude rigoureuse, de dire que l'un des principaux résultats de la religion est d'entretenir la soumission chez les déshérités, qu'elle est l'« opium du peuple », la « vieille chanson », le « do, l'enfant do, avec laquelle on endort le peuple, ce grand enfant. »

Dès lors, il ne faut point s'étonner si un peuple non religieux est un peuple tout particulièrement porté à la révolte. Aussi, à

(1) Nous faisons précéder du signe — les dates qui sont antérieures à l'ère chrétienne, et du signe + les autres quand il peut y avoir doute.

* Extrait de l'ouvrage actuellement sous presse, *La Chine*, par R. Louzon.

l'inverse de l'Inde, religieuse, dans la longue histoire de laquelle on ne trouve à peu près aucun mouvement social, aucune révolution, la Chine a toujours été le pays des révolutions politiques et des « réformes sociales ».

Des révoltes considérables qui surgissent et s'enflent presque instantanément comme de véritables raz de marée, sont l'un des phénomènes quasi cycliques de son histoire. Ces soulèvements sont généralement l'aboutissement du travail de sociétés secrètes. On les trouve à l'origine de presque tous les changements politiques importants.

Le conflit des classes ne se manifeste pas d'ailleurs seulement par intermittence, lors des grands mouvements populaires, il se traduit aussi d'une façon permanente par l'opposition des deux « religions » chinoises indigènes.

La dualité des croyances de la vieille Chine ne fait que traduire, en effet, l'opposition des riches et des pauvres : le confucianisme est la religion, ou, plus exactement, la philosophie des bourgeois, le taoïsme est celle des prolétaires.

Confucianisme et taoïsme remontent à la même époque, au VI^e siècle environ, mais ils diffèrent autant que diffère la vie des classes qui les pratiquent. Le premier est

En Pologne, le 30 janvier, deux hommes de plus, Alfred Pietruzka et Henryk Koj, ont été condamnés à mort pour espionnage.

De nouveau, nous n'avons entendu aucune profestation.

essentiellement une morale petite-bourgeoise, une morale utilitaire ; il fait songer à Franklin et à Bentham. Le second est une espérance, la croyance en un développement progressif du monde selon des lois qui dépassent la volonté humaine ; il évoque Karl Marx.

Confucius était, d'après les chroniques chinoises, un fonctionnaire ; il commença par être inspecteur de la vente et de la distribution des grains et finit ministre de la Justice. Sa morale, sa philosophie, sa religion (comme l'on voudra, pour le bourgeois les trois choses se confondent), est celle du parfait fonctionnaire qui, avant tout, désire voir régner l'ordre. Or, pour que règne l'ordre, il ne faut pas d'excès de la part des puissants, et il faut du zèle de la part des travailleurs. Le chef de l'Etat devra donc être sans orgueil et dépenser avec économie, cependant que le peuple devra « *mettre à profit toutes les saisons, tirer parti de toutes les terres, s'appliquer à ses devoirs et économiser avec sagesse pour nourrir le père et la mère* » (Hiao-King). Rien d'ascétique, d'ailleurs, dans cette morale. Les fêtes, même orgiaques, ne sont pas à proscrire car il ne faut pas « *tenir l'arc toujours tendu, sans jamais le débander* » (Li-Ki).

Afin d'atteindre ces buts, les relations entre le souverain et le peuple doivent être calquées sur celles du père et des enfants. La famille est le prototype de l'Etat. L'application des qualités familiales dans tous les domaines, voilà la vertu.

Pour ce qui est de la conception du monde, la philosophie confucienne se contente de re-

prendre une très ancienne croyance chinoise, selon laquelle le monde est essentiellement constitué de deux principes, le mâle et la femelle (le *yang* et le *yin*), qui sont complémentaires.

A cet utilitarisme social, à cette apothéose de la statique, Lao-Tseu, fondateur du taoïsme, dont la vie est à peu près inconnue, oppose la conception du devenir du monde.

Le monde est soumis au *tào*, sorte de puissance mystérieuse, que les Grecs appelaient *ananké*, que nous baptisons aujourd'hui des noms non moins mystérieux d'« évolution » ou de « nécessité historique », et que Chavannes définit ainsi : « Ce qui imprime aux êtres la direction suivant laquelle ils se développent ; il est au fond ce qui cause leur marche en avant ».

Il s'ensuit que la morale consistera à se conformer au *tào*, à suivre l'évolution des choses, à obéir aux lois du devenir social, tout en l'accompagnant. Ce que le grand philosophe chinois traduit par cette règle de conduite pratique dont le détachement hautain et magnifique ferait une excellente conclusion à la *Morale anarchiste* de Kropotkine :

*Créer sans garder,
Agir sans profiter,
Exceller sans dominer,
Telle est la Voie.*

Nulle part ailleurs l'opposition des classes ne s'est manifestée avec autant de netteté et de force que dans l'opposition de ces deux philosophies. Ce sont, dans toute la force du terme, des philosophies de classe. D'un côté, la philosophie des satisfaits qui ne demandent qu'à ce que ça dure et qui formulent les règles qu'il convient de suivre pour que « ça dure » ; de l'autre, la philosophie des insatisfaits, des écrasés sociaux qui font confiance aux forces cachées de la nature, au « *progrès* », pour les sauver, si ce n'est eux, au moins leurs descendants.

Certes, ces deux philosophies semblent avoir quelque peu dégénéré, le confucianisme dans le culte des ancêtres, le taoïsme dans des pratiques de divination et d'astrologie, mais même sous ces formes inférieures, il est facile de retrouver les sentiments qui ont donné naissance aux deux systèmes de croyances, issus de deux conditions sociales contradictoires.

Dédié aux camarades autonomes de l'Enseignement

ALLEMAGNE. — Le virus social-démocrate n'a pas encore été complètement extirpé de l'Allemagne orientale. Le Syndicat de l'enseignement paraît même avoir été sérieusement contaminé. Sur les quatorze membres de son comité exécutif sept se trouvent aujourd'hui frappés par l'épuration. Deux d'entre eux, il est vrai, ont préféré s'enfuir à l'Ouest avant d'être arrêtés. Restent : le président du syndicat, Karl Elbrich, destitué pour « trahison de la classe ouvrière » et vraisemblablement en prison ; Walter Muller, directeur d'un des services, destitué pour avoir laissé des agents occidentaux s'infiltrer dans le syndicat, enfin trois « institutrices de choc », épurées pour la même raison.

(Extrait du *Monde*, du 18-2-54)

Peut-être pourra-t-on protester, comme s'il s'agissait d'un instituteur... communiste de New-York, révoqué pour délit d'opinion ?

Notes sur la Russie telle que je l'ai vue

Les hasards de la dernière campagne m'ont fait passer quatre mois dans les hôpitaux de l'armée rouge. Je connaissais le communisme par les livres, et aussi pour avoir dans ma jeunesse fréquenté des hommes comme Serret, Bernard, Rollo, Dommanget, de l'ancienne Fédération unitaire de l'enseignement, qui, eux, connaissaient le parti de l'intérieur pour y avoir été inscrits depuis les origines en 1921 jusqu'à la grande purge de 1929.

Le communisme est la mise en commun des moyens de production, l'individu restant propriétaire de sa maison, de son jardin, de ses meubles, de ses vêtements, du menu outillage qu'un amateur est capable de manœuvrer seul. J'ai eu en 1945 l'occasion d'enrichir mon expérience.

Première remarque : dans l'armée française, la tenue de campagne est la même en toute saison, dans l'armée russe, du fait du climat une tenue d'hiver et une tenue d'été sont nécessaires. Comme il n'est pas raisonnable de se promener avec une garde-robe sur le dos, on a tourné la difficulté : le soldat russe n'a pas de sac, il part en campagne les mains dans les poches. De temps en temps, tout le régiment passe à la douche, chacun abandonne son linge sale et reçoit en échange du linge propre. La même cérémonie se produit quand on entre à l'hôpital ou quand on change d'hôpital. Il y a des installations spéciales et assez souvent des installations de fortune. On met au centre de la pièce un tonneau de savon noir où chacun puise selon ses besoins.

Les Russes ont plus que nous le goût de la vie en commun. Le commandement accorde une grande importance au théâtre aux armées. En France, le soldat quitte la caserne sitôt que son service ne l'y retient pas ; les soldats russes prennent volontiers leurs distractions en commun ; quand ils chantent, ce sont plutôt des chœurs que des chansonnettes. On reçoit une tranche de pain à chaque repas. La ration de tabac est distribuée tous les matins ; tantôt des cigarettes, tantôt du tabac haché, tantôt une branchette avec ses feuilles. Personne ne songe à constituer des réserves. Le soldat russe ne possède pas grand-chose en propre, mais il pratique volontiers le principe : ce qui est à moi est à tous. En somme, j'ai trouvé dans l'armée russe une forme du communisme qui ressemble plus que je n'avais pensé au communisme du couvent.

On est communiste ou on ne l'est pas. Mais on ne devient pas communiste pour avoir glissé dans sa poche un rectangle de carton d'une certaine couleur. Les Russes sont communistes, les Arabes aussi (la terre appartient à Dieu dit le droit musulman), les Français ne le sont pas.

J'ai traversé l'Ukraine, une immense plaine nue et triste, avec à perte de vue du blé et du maïs, du maïs et du blé. Là-bas, le système d'exploitation collective est assurément celui qui convient le mieux au pays. Rien ne limite la longueur du sillon que la nécessité de rentrer à la maison chaque soir. En Russie, je serais probablement communiste. L'homme, comme la plante est un produit du sol. Ce n'est pas moi qui l'ai découvert le premier. C'est une idée qui a été exposée par les frères Reclus — des anarchistes — qui ont aussi une honorable réputation de géographes. L'homme comme la plante est un produit du sol, c'est

la conclusion qui n'est pas exprimée, mais qui transparaît à la lecture de nombreux ouvrages (1).

Si le communisme a pu s'établir, c'est parce que depuis longtemps les Russes étaient conduits vers le communisme. Au temps de la monarchie, les terres de chaque village étaient tous les dix ans remises en commun et repartagées, le mir était déjà une forme du communisme, la propriété individuelle était limitée à la maison d'habitation et à son jardin ; les forêts et les pâturages restaient collectifs.

Les Russes ont un goût de la vie en commun que nous n'avons pas. Ce qui surprendrait un Russe venant dans notre pays, c'est la multiplicité des moyens de fermeture, crochets, loquets, serrures, cadenas, murs, murailles, grillages, haies, palissades, ou des écriteaux : propriété privée, passage interdit, chasse réservée. On trouve même sur la côte, dans mon canton, des « défense d'aborder », ce qui n'est pas aimable pour les naufragés, et dans certains coins de France on fait payer pour avoir le droit de regarder le paysage, ce qui est pour le moins abusif.

Aussi paradoxal que cela paraisse, le gouvernement de Vichy en accordant des tickets supplémentaires aux cantines d'usines et aux cantines scolaires prenait des mesures favorables au communisme. Les caisses d'allocations familiales, en favorisant le développement des colonies de vacances, agissent de même.

Les Français n'aiment pas le communisme et parmi les Français, les Bretons moins que tous les autres. La seule concession que les Français aient faite au communisme est la coutume de vaine pâture. Après la moisson, ou après la vendange, les terres sont mises en commun jusqu'à l'entrée de l'hiver ; n'importe qui a le droit de conduire son troupeau où bon lui semble. N'échappe à la servitude de vaine pâture que celui qui fait clore son terrain. En Bretagne, tous les terrains sont clos (de talus ou de haies vives). Je me suis demandé un certain temps s'il ne fallait pas expliquer ce dispositif par les nécessités de la lutte contre le vent. Des auteurs sérieux affirment qu'il faut y voir une manifestation de l'individualisme.

Il y a quelques années, nos murs ont été couverts d'affiches immenses : **Au temps de Louis XIV, la Sarre était française.** Conclusion : il faut annexer la Sarre. Deuxième conclusion : la monarchie est une forme de gouvernement supérieure à la république. Ces conclusions sont fausses, les conditions ne sont plus les mêmes. Au temps de Louis XIV et de Napoléon, la France a été le pays le plus puissant du monde. La France avait un avantage sur les autres pays, à cause de son climat, elle avait des productions variées. Le paysan de Provence, produisait lui-même son blé, ses légumes, son vin, son huile, du chanvre, de la laine, du miel. Il n'achetait presque rien, ne vendait pas grand-chose et vivait cependant plus à l'aise qu'un autre. Aujourd'hui, l'important n'est pas de produire un peu de tout, l'important est de produire beaucoup et à de meilleures conditions que le voisin. Depuis des dizaines d'années, on parle d'un remembrement des parcelles qui faciliterait le travail des machines. En fait, on se contente de belles paroles et on ne remembre rien du tout. Dès qu'un paysan a fait un héritage, il

(1) Par exemple, **Au beau pays de Bretagne**, de Dupuy et Coant.

réclame comme il y a 200 ans un morceau des terres labourables, un morceau de la prairie, un morceau de la vigne. Tout le monde connaît les méfaits de l'abus de l'individualisme et nous n'arrivons pas à nous en dépêtrer.

**

Si les Russes sont communistes, ils ne sont pas stalinien. Je m'en suis aperçu un peu brusquement.

A l'hôpital de Lvov, on m'avait logé dans une salle d'officiers pour me faire honneur (le régime était exactement le même que dans les salles voisines occupées par des hommes de troupe, mais les officiers étaient un peu moins serrés). Un matin de la fin avril, la jeune fille, qui était le médecin attaché à notre étage, a eu une petite conversation avec mon voisin de lit. Je ne sais pas ce qu'elle a demandé, mais après cela, l'autre a pris un escabeau, a décroché le journal mural, l'a étalé sur la table, et l'a contemplé de l'air d'un homme fort embarrassé. Il a été ensuite trouver le starchy lieutenant Danilo qui logeait dans l'angle de la pièce (il ne s'appelait pas Danilo, mais son nom était trop difficile à prononcer, je n'en ai retenu que les trois premières syllabes). Cette fois, si je n'ai pas compris la demande, j'ai fort bien compris la réponse. Danilo répliquait, assez vertement ma foi, que *l'arithmétique*, la *génométrie*, *l'algebra*, l'intéressaient mais que la *politika* ne l'intéressait pas du tout et que l'autre eût à faire sa *propaganda* sans lui (1).

L'altercation avait eu une trentaine de témoins, tous officiers, sauf moi. Tous sont restés fort paisiblement à leurs conversations. Aucun n'a pris parti ni pour, ni contre. Cela a été ma première surprise.

Cependant, le lendemain et les jours suivants, mon voisin de lit s'étant procuré une boîte d'aquarelle et divers flacons d'encre, a dessiné, calligraphié, colorié, pour le journal mural. Dans un milieu où les compétences ne manquaient assurément pas, personne n'a offert de l'aider. Et cela a été ma deuxième surprise.

Pour le Premier Mai, nous avions un journal mural, sinon renouvelé, du moins convenablement retapé.

Je reste persuadé que mon voisin de lit était l'unique membre du parti de la salle. Des membres du parti, il y en a, mais ils sont rares. Je ne crois pas que le parti cherche à s'élargir jusqu'à reposer sur une base populaire. Le taux de la cotisation est élevé. J'ai eu entre les mains une carte d'adhérent. Elle se présente comme un petit carnet où un grand nombre de cases sont réservées au trésorier. A l'époque où l'intéressé était étudiant, il payait une cotisation de principe de 10 kopecks par mois. Comme sous-lieutenant, il versait beaucoup plus, 220 fois plus, 22 roubles et quelques kopecks, soit environ 7 % de sa solde.

La propagande pour le régime ne se fait pas toute seule comme je l'ai cru autrefois. Le pays du parti unique est aussi le pays du journal unique. Les Russes lisent la *Pravda* et pas autre chose. Pourtant dans un pays immense comme la Russie, des journaux régionaux auraient leur raison d'être.

(1) Mes études en langue russe ont été extrêmement sommaires. Je comprends tout de même quelques mots. Une fois sur 21 termes définis sur la même page d'un petit dictionnaire, il y en a 17 que j'ai saisis du premier coup : le premier était *diaconesse*, le dernier était *diesel*. Dans l'intervalle, je me souviens de *diadème*, *diagnostie*, *diagonale*, *diagramme*, *dialecte*, *dialogue*, *diamètre*, *diapason*, *diaphragme*, *diatonique*... Ce miracle ne s'est produit qu'une fois, il ne faut pas me faire dire qu'on peut savoir le russe sans l'avoir appris.

La société russe compte des fonctionnaires appelés **commissaires politiques** dont la dénomination définit la fonction. Voilà un métier qu'en France nous supporterions difficilement.

Une fois, dans le Bulletin de mon syndicat, quelqu'un a parlé des Russes qui ne pouvaient écouter librement la radio. On s'est moqué de lui. Les lois de la physique sont-elles différentes là-bas ? Ce n'est pas tout à fait cela. Les Français sont individualistes, leurs appareils de radio sont du modèle individuel (un récepteur et un haut-parleur). A l'hôpital de Lvov, il y avait un haut-parleur dans chaque salle, mais le récepteur était invisible. Le récepteur était confié au commissaire politique. Les Russes sont libres d'écouter la radio ou de se boucher les oreilles. Ils ne peuvent comme nous le faisons tous les soirs tourner le bouton.

**

Je me suis demandé pourquoi les Russes qui sont tous communistes étaient presque tous hostiles à la doctrine de Staline. Mon explication est la suivante : les fondateurs de la Russie nouvelle, Lénine et Staline ont voulu assurer d'abord l'indépendance politique et économique de leur pays. Ils y sont arrivés. Ils y sont arrivés au prix d'une austérité extrêmement sévère et au prix d'une discipline terrible. C'est pourquoi ils n'ont pu se faire aimer. Le public aurait voulu qu'on fasse une part un peu plus grande aux biens de consommation. Les Russes ont un niveau de vie bien inférieur au nôtre. La plupart des prisonniers libérés par les Russes sont revenus violemment anticommunistes. Vous pouvez les interroger, il y en a à peu près dans chaque canton. **Ce sont des sauvages**, ai-je entendu. **Ils ne connaissent pas la bicyclette. Ils mangent la soupe avec une cuillère de bois. Ils roulent leurs cigarettes dans du papier journal. Officiers ou hommes de troupe, tous portent la chaussette russe dans des bottes dont la tige est en toile à bêche. Ils ne connaissent pas le bouchon de liège et les bouteilles de vodka sont fermées par une rondelle de carton coincée dans le goulot.**

Il ne faut pas porter de jugements si rapides. Les Russes ont construit des usines, allumé des hauts fourneaux, fondu des canons, construit un matériel de chemin de fer qui est supérieur au nôtre. Tous les wagons construits depuis la Révolution sont à accrochage automatique ; les wagons destinés au transport du charbon sont de gigantesques caisses de 60 tonnes de charge utile avec déchargement automatique, le plancher étant constitué par une dizaine de trappes retenues par des crochets ; les wagons de voyageurs sont extrêmement rustiques, mais ils sont adaptés aux longs voyages, le dossier se relève, deux potences le soutiennent, les huit voyageurs d'un compartiment ont tous une banquette entière pour passer la nuit. Le soldat français qui va de Brest à Toulon touche deux jours de vivres, des sardines, du singe, du chocolat ; le soldat russe en déplacement reçoit cinq jours de vivres, des sachets de blé assaisonné qu'il cuira dans sa gamelle. Le blé cuit en soupe, qui n'était pas estimé des Français de Napoléon, n'a pas plu davantage aux Français de 1945. Un employé est attaché à chaque wagon, il aide les voyageurs à monter, ou il les refoule, selon le cas, il assure la propreté de la voiture et l'approvisionnement en charbon pour le chauffage et la cuisine.

Le terme *vélocepede* figure dans le dictionnaire, mais l'engin est presque inconnu. Les Russes n'ont pas un réseau routier comparable au nôtre ; dans les grandes plaines de l'Europe de l'Est, les matériaux pour l'empierrement des routes manquent. J'ai vu une exploitation agricole où les transports

étaient effectués par voie Decauville, qu'il s'agisse de distribuer du fumier ou de rentrer des betteraves. Le wagonnet qui s'arrête au bout du sillon ne vaut pas le tombereau.

Les enveloppes de lettres étaient en 1945 assez rares. On s'en passait. Les uns pliaient leurs lettres comme les pharmaciens plient leurs paquets de poudre, ce qui donne un petit format. D'autres préféraient le pliage en chapeau de gendarme et remettaient au vaguemestre leurs lettres triangulaires.

Les blessures au bras ou à l'épaule doivent être soignées avec le bras en extension, faute de quoi, les muscles se ressoudent trop courts et certains mouvements deviennent impossibles. Le manque de gouttières spéciales obligeait les chirurgiens à des travaux longs et compliqués : enfermer le torse du blessé dans une carapace en plâtre, construire une gouttière en plâtre pour le bras et la tenir écartée du tronc au moyen d'un arc-boutant. Au total, un demi-sac de plâtre et deux heures de travail pour un pansement qui aurait demandé dix minutes.

J'ai vu plusieurs fois des ponts construits par l'armée russe. Ils sont faits de troncs d'arbres assemblés avec des clameaux (**clameau** : tige de fer dont les extrémités sont pointues et recourbées à angle droit). La hache est le seul outil utilisé. Le tablier est fait de troncs d'arbres juxtaposés. Une scie rendrait des services ; on pourrait couper les flèches des sapins, dont on n'a pas besoin et qu'il est difficile d'aller mettre en place au-dessus du vide.

La propagande antisoviétique fait état du grand nombre d'ouvriers pénalisés pour être arrivés en retard à l'usine. On y voit une preuve d'une opposition au régime. La réalité est différente : les machines à mesurer le temps sont extrêmement rares et dans un pays plus septentrional

que le nôtre, les nuits d'hiver sont plus longues. Il est difficile d'arriver au travail à l'heure exacte quand on n'a à sa disposition qu'un cadran solaire.

Conclusion

Ce qui a fait la prospérité de l'industrie anglaise, c'est qu'on a trouvé dans les mêmes régions le fer et le charbon.

Ce qui fait la prospérité de l'industrie américaine, c'est qu'on trouve sur place le fer et le charbon, c'est que les Grands Lacs constituent comme une mer intérieure et permettent des transports à peu de frais.

Ce qui permet à l'Europe occidentale de tenir une place honorable, c'est que le fer de Lorraine et le charbon de la Ruhr se trouvent à 300 km., c'est que certains transports peuvent être faits par le Rhin au moyen de péniches de 2.500 tonnes.

En Russie, les principales mines de fer et les principales mines de charbon sont à 1.200 km. les unes des autres, les transports étant effectués par voie ferrée (ce qui doit être la raison des wagons géants). Les conditions ne sont pas si favorables, la production des biens de consommation ne peut se faire d'une façon aussi avantageuse. Malgré les progrès considérables réalisés, la Russie reste un pays arriéré où il faut travailler plus dur (le fléchage qui dans l'armée française est assuré par des soldats du Train est là-bas effectué par des femmes — enfin je n'ai vu nulle part ailleurs que sur les quais d'Odessa des femmes piloter des grues à vapeur).

Nous avons tort de faire intervenir le sentiment dans ce qui doit être expliqué par la géographie.

Georges MEYSSONNIER.

Le détecteur de mensonges aux Etats-Unis

Le New-York Herald Tribune du 24 février a publié sous le titre : « La Pieuvre », un article des frères Alsop, dont nous extrayons les renseignements suivants :

D'après ceux qui en ont fait l'expérience, lorsque l'on est soumis à une épreuve du détecteur de mensonges, cela vous fait à peu près l'effet d'être enserré par une pieuvre. Un contact électrique mesure la transpiration des paumes de vos mains, un autre est appliqué sur votre bras pour mesurer les variations de votre tension, un troisième s'appuie sur votre pouls, un quatrième, enfin, vous entoure la poitrine pour enregistrer la profondeur et la rapidité de votre respiration.

L'objet de tous ces appareils est naturellement de déceler ce que vos paroles ou votre visage peut cacher mais qui se trouve révélé par les involontaires réactions de votre cœur, de vos poumons ou de vos glandes sudoripares.

Ces réactions sont enregistrées dans un graphique, cependant qu'un phonographe caché dans une pièce voisine enregistre vos paroles.

Presque invariablement le fait d'être enserré dans cette machine vous pousse à confesser des pensées dangereuses que vous n'avez jamais eues, ou des péchés de chair que vous n'avez jamais commis.

Le détecteur de mensonges fut d'abord utilisé au sein du bureau central d'espionnage, il y a environ

vingt ans. On commença par l'employer pour les plus hauts fonctionnaires du bureau qui, à la différence de leurs subordonnés, connaissent tout, dont la trahison serait, par conséquent, la plus dangereuse. Mais, peu à peu, on l'étendit à tout le personnel car, après tout, même « le sténographe du plus bas rang peut se trouver un jour à même de connaître quelque chose qui peut être d'une valeur inestimable pour un ennemi possible ».

Ce n'est que volontairement que l'on se soumet à l'épreuve du détecteur, mais « naturellement, quiconque refuse de se plier **volontairement** à l'essai est, par cela même, soupçonné et perd bientôt sa place ».

Après le bureau d'espionnage, ce fut au tour du ministère des Affaires étrangères de soumettre ses fonctionnaires à l'épreuve du détecteur, et cela, sur une échelle de plus en plus étendue ; aujourd'hui, même le ministère du Commerce emploie lui aussi la machine.

Ça ne s'est d'ailleurs pas arrêté là. Beaucoup d'entreprises privées, parmi celles qui travaillent pour le gouvernement, utilisent, elles aussi, le détecteur de mensonges.

Et c'est ainsi, concluent les auteurs de l'article, que le vieux droit à l'inviolabilité de la vie intérieure est peu à peu détruit et que nous commençons à imiter le système contre lequel précisément nous voulions nous garantir.

PROPOS D'UN RECIDIVISTE ENDURCI...

Tout a été dit et tout est à redire. Surtout lorsqu'on n'a rien voulu entendre...

Dans le courrier de la R.P. je trouve une lettre d'une excellente camarade de Poitiers qui m'incrimine, au même titre que Louzon, d'entraîner la R.P. sur la pente dangereuse d'un « américanisme » inquiétant...

Ce qui est navrant, c'est que cette réaction semble avoir été provoquée par l'article publié dans notre numéro de janvier, où je présentais de nouveau les éléments d'une politique ouvrière internationale. S'opposer aux nationalismes européens, se solidariser avec les peuples asservis d'Europe orientale et avec les peuples indigènes de la zone « pré-industrielle »... ce serait donc commettre le crime d'américanisme...

On me reprochait hier d'insister sur « des désaccords fondamentaux ». On me reprocherait aujourd'hui d'affirmer notre « accord profond ». Je rectifie bien volontiers. Aucun désaccord fondamental entre les véritables internationalistes ouvriers. Pas d'accord possible entre ceux-ci et ceux qui excluent de l'Internationale les syndicalistes américains pour y inclure les agents du gouvernement de Moscou.

Difficile de trouver une base d'accord avec ceux qui refusent de reconnaître aux peuples allemand, tchèque, polonais, roumain, bulgare, russe, tunisien, marocain, vietnamien... ou chypriote, tous les droits de peuples libres, y compris celui de choisir leurs alliés et celui de se révolter contre des colonisateurs étrangers.

Aussi difficile de s'entendre avec les « chasseurs de sorcières », ceux d'outre-Atlantique et ceux d'ici... ceux dont la roublardise politicienne tire sa substance de la démagogie anticommuniste... ceux qui situent à Washington la source unique des maladies et des crimes dont souffrent les démocraties afin de justifier leur attentisme, leur verbalisme, leur apathie et leur inertie.

Le parti pris « anti-américain » se révèle à l'usage la plus commode des positions et la plus fructueuse des entreprises engagées sous le signe de la pureté doctrinale. Il faut reconnaître loyalement un recul des Américains sur le front européen. Seulement, voilà !

Le « go home » n'atteint pas Mac Carthy qui n'a pas quitté son fauteuil présidentiel, et dont l'isolement moral de l'Amérique favorise les manœuvres. Ce sont nos meilleurs amis du C.I.O. qui ont abandonné la place... au grand soulagement, paraît-il, de quelque syndicaliste officiel français. On compte sur la bonne volonté de ceux de l'A.F.L. Ceux-ci se décourageront à leur tour... comme se sont lassés de courir après notre amitié tant de militants et d'intellectuels américains qui venaient à nous avec confiance et qui, plus que des vomissements staliniens, ont souffert des sarcasmes dédaigneux de ces révolutionnaires à idées générales (ô ! Pera) d'autant plus solides et claires qu'aucun mouvement ne les trouble... pas même l'adhésion à une centrale ouvrière.

Véritablement effrayé par les ravages de l'anti-américanisme, j'écrivis, au lendemain de l'affaire Rosenberg, un article, valable seulement par sa spontanéité, qui n'a pas encore trouvé place dans la revue à laquelle il était destiné. Je crois utile d'en tirer quelques extraits :

L'antiaméricanisme : imposture, hypocrisie et réaction

« Il n'est pas dans notre intention de traiter de la politique américaine, de l'influence de la puissance américaine sur la politique internationale, de la bienfaisance, de l'utilité ou de la nocivité de cette pesante intervention américaine dans les destins du monde.

» Les intellectuels, dont les raisonnements subtils ou savants aboutissent à des conclusions d'une simplicité abstraite, ordinairement pré-établis, nous présentent, selon leur tendance, la prédominance américaine, soit comme une insolente victoire de la force, soit comme un nouveau « miracle grec » alors que l'histoire explique facilement cette évolution et la justifie humainement.

» L'Amérique du Nord a simplement parcouru en trois siècles la vie de l'humanité de la chasse préhistorique à l'ère industrielle. Son peuple est issu des vieilles civilisations européennes, dont il n'a gardé que l'héritage le plus léger et le plus vivant, parce que ses pionniers — proscrits et outlaws pour la plupart — avaient rompu, consciemment ou non, avec les institutions et les hiérarchies établies dans les patries originelles. Les asservissements féodaux, les privilèges des aristocraties, les servitudes de la propriété et de la tradition n'ont guère gêné la fondation des cités et paralysé la marche vers l'Ouest. Ce n'est pas la route qui portait l'homme, c'est l'homme qui a tiré la route derrière lui.

» D'aucuns attribuent les succès américains aux conditions favorables : un espace immense, d'incalculables richesses naturelles. Mais cet espace, il a fallu le conquérir, ces richesses, il a fallu les déceler, les exploiter, les transporter, les utiliser. La nature ne prodigue ces dons qu'à des peuples condamnés à une enfance éternelle. Elle jette aux autres un prodigieux défi. L'Amérique du Nord n'est pas plus un don de la nature que l'Égypte ne fut un « don du Nil ». C'est ici l'œuvre du peuple égyptien, là, l'œuvre d'hommes... d'Européens débarrassés de leurs uniformes nationaux, aboutissant par le fédéralisme politique à une unité « artificielle » qui respecte plus qu'on ne le pense les diversités naturelles. Le mépris et l'envie sont ici également absurdes de part et d'autre. Ils peuvent être fiers de notre passé, comme nous pouvons l'être de leur présent. Et nous sommes liés dans l'avenir... « pour le meilleur et pour le pire ».

» Sans doute cette solidarité fatale n'exclut pas le choix social, idéologique ou affectif. Nous pouvons détester les capitalistes et les militaires américains, parce qu'ils personnifient le capitalisme et le militarisme, à la condition que nous soyons aussi sévères pour les nôtres, à la condition que nous ne méprisions pas les syndicalistes et les universitaires américains, parce qu'ils sont américains. En dernière analyse, les tares et les faiblesses du système américain appartiennent en leurs causes au passif de l'héritage européen. L'actif, en cette projection de l'Europe sur une terre vierge, c'est peut-être le prolongement d'expériences tentées en Angleterre, en France ou en Allemagne que le peuple américain mène à leur

terme. **On étonne des syndicalistes français en leur rappelant que le Premier Mai est né en Amérique, qu'il y fut décidé, préparé, accompli exactement dans les mêmes conditions qu'en France, sous le drapeau de la C.G.T., vingt ans plus tard.**

» C'est sans doute en Europe occidentale que l'on a utilisé pour la première fois ces deux moyens de la lutte de classe : la grève et la convention collective. C'est en Amérique qu'ils ont abouti à des fins complètes sous le triple signe de la masse, de la persévérance, de l'efficacité. Succès pas plus miraculeux que les autres, payés par des luttes longues, violentes, souvent sanglantes.

» Voilà ce qui justifie notre parti pris philo-américain. C'est parce que nous nous retrouvons dans tout ce qui s'accomplit, là-bas... « le meilleur comme le pire ». Voilà ce qui nous oppose au parti pris antiaméricain, auquel nous ne reprochons pas la critique et la dénonciation d'actes américains réprouvés par notre conscience — mais l'insertion de ces faits dans les documents annexes d'un réquisitoire préventivement établi ; le caractère « monstrueux » que l'on veut attribuer à des méfaits et des forfaits jugés « normaux » en France et en Angleterre ; la simplification et la déformation de la réalité, afin d'en tirer confirmation d'une thèse trop bien conçue pour que son inspiration ne soit pas suspecte.

» Il n'est pas question de proscrire le « parti pris », qui veut agir prend parti. Seulement le choix doit être conscient et volontaire et ne s'oppose pas à une connaissance « objective » des obstacles à surmonter et des adversaires à vaincre.

» Le parti pris antiaméricain est absurde à priori, parce qu'il ignore ou dissimule l'essentiel. Un juif malicieux offrait un jour à des ouvriers une pittoresque définition de l'antisémitisme : « Un patron nous exploite. S'il s'appelle Dupont, c'est un **sale exploitateur** ; s'il s'appelle Lévy, c'est un **sale juif**. » Remplacez juif par américain, Lévy par Smith, vous avez la définition du parti pris antiaméricain.

» C'est à dessein que nous le rapprochons de l'antisémitisme. Car dans les deux cas, le mal est pire que les haines nationales dont la nocivité reste virulente. Ici, c'est plus qu'un préjugé discriminatoire. C'est un mythe inventé pour fausser le sens de revendications légitimes ou détourner le cours de colères spontanées. L'invention du Diable pour expliquer la carence, l'impuissance ou la malfeasance de Dieu. C'est bien ainsi qu'il faut interpréter l'antisémitisme hitlérien, « ce socialisme des imbéciles », aurait dit Engels.

» Bien entendu, les inspireurs les plus faciles à repérer se classent parmi les « post-staliniens ». Il est regrettable que l'on n'ait pas tenté un rapprochement entre les campagnes de « l'Humanité » contre les « occupants » américains et celles des organes hitlériens, pendant l'occupation, contre la civilisation anglo-saxonne. On utilise Victor Hugo, comme hier on utilisait Jeanne d'Arc et Napoléon. Et il s'agit aussi de défendre la vieille culture française contre la barbarie des « chercheurs » d'or, des « assoiffés de pétrole », des « gangsters », des western et du chewing gum.

» Mais, pour être plus subtils, d'autres ne manquent pas de spéculer sur « l'antiaméricanisme » pour justifier leur passivité ou s'assurer quelque succès politique. « Que voulez-vous ! Nous ne sommes plus libres », proclament-ils ou insinuent-ils. Il serait évidemment plus difficile de préciser quelles furent les initiatives françaises contrariées par la volonté américaine. S'agit-il de la solution du problème colonial ? Ou de l'utilisation des fonds Marshall ? Ou du com-

merce avec l'Est européen ? C'est au contraire par respect de l'indépendance française que le gouvernement Truman n'a pas entendu les syndicalistes et les libéraux américains, inquiets de l'injuste répartition des crédits Marshall (1), hostiles à la guerre en Indochine et au régime de l'Afrique du Nord. Quant au commerce avec les vassaux de Staline, rappelons simplement que si la France et l'Angleterre ont perdu leurs clients et leurs fournisseurs de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Hongrie, de Bulgarie et de Roumanie, les Etats-Unis n'en sont pas responsables.

» Mais le parti pris antiaméricain implique de plus graves dangers. Le peuple des Etats-Unis, par son origine multiple, par son dynamisme propre, représente à l'heure actuelle non pas une civilisation parfaite, mais d'infinies possibilités de développement. Tout là-bas est encore en mouvement. Toutes les expériences peuvent y être réalisées.

» Rien n'est encore fixé, dans aucun domaine. Sur cette terre de la « **libre entreprise** », l'Etat fédéral a organisé des contrôles économiques et fiscaux plus rigoureux qu'en Europe, a entrepris avec la « Tennessee Valley Authority » des grands travaux dont l'étendue, la portée, la puissance dépassent les projets utopiques les plus audacieux. Exemples qui ont l'importance de témoignages historiques. Ils ne prouvent pas la supériorité intellectuelle du peuple américain, mais sa faculté de réaliser, sans être arrêté par des institutions, des théories « a-prioriques », des dogmes religieux, politiques ou philosophiques, par tout ce qui stabilise les situations acquises, borne les prévisions et paralyse les volontés.

» Aussi retrouve-t-on dans le parti pris antiaméricain les plus redoutables éléments conservateurs et réactionnaires — les intellectuels aux vérités définitives, à la « culture traditionnelle — les patrons installés dans le secteur abrité — les militants ouvriers pour qui des formules verbales tiennent lieu de stratégie des grèves » ou de techniques des conventions collectives.

» On compare les U.S.A. et l'U.R.S.S. et on voudrait établir l'équivalence entre deux puissances « oppressives ». Quand tout serait pareil, quand l'Amérique serait aussi dangereuse pour la paix que la Russie des Soviets, quand celle-ci disposerait de la même supériorité technique que les U.S.A., il resterait une différence essentielle : la possibilité de contacts directs avec le peuple américain. Tout ce qui se fait en Russie se fait sans le peuple russe... ou contre le peuple russe. Rien ne peut se faire en Amérique sans le concours du peuple américain.

» Mais en ce peuple réside « le pire comme le meilleur ». Le pire c'est l'oubli de sa mission internationale, la soumission à des intérêts immédiats et brutaux, la rupture avec cette Europe dont il porte l'héritage et qui peut se renouveler à son contact. Le parti pris antiaméricain porterait une lourde responsabilité dans cet isolement moral qui ne s'opposerait ni à l'expansionnisme impérialiste ni aux marchandages avec la dictature de Moscou.

» Comparer les U.S.A. à la Russie des Soviets ? Vous pouvez oublier que les grands monuments d'Egypte furent construits sous le fouet des pharaons, mais ces magnifiques créations demeurées intactes n'eurent aucune influence sur notre civilisation. Il ne restait que des ruines des cités

(1) On sait qu'en 1950, à la suite du voyage de leur vice-président en Europe, de nombreux militants du C.I.O., indignés de la mauvaise répartition des crédits Marshall par les organismes français, étaient décidés à s'opposer à leur attribution sans changement de méthode.

grecques, lorsqu'à travers la pénombre du moyen âge le miracle grec se prolongeait en des influences invincibles dont nous sentons encore les effets. C'est qu'une pensée humaine portée par des hommes libres avait circulé sur les mers antiques. »

De la raison d'Etat au « mac-carthysme »

J'avais illustré ma définition du parti pris anti-américain en relevant quelques-unes des plus remarquables déformations de la vérité diffusées par la presse d'information et utilisées par la presse neutraliste. Il s'agissait surtout des informations sur la guerre de Corée et l'affaire Rosenberg. Il ne serait pas inutile d'y revenir. Mais ce qui provoque mon indignation, c'est la publicité tapageuse accordée aux « tares » américaines — même celles qui appartiennent déjà au passé — tandis que l'on jette un voile sur les ordures... « européennes » (des démocraties traditionnelles... ou populaires) ou que l'on ne les découvre que pour y déceler une odeur... américaine.

De l'indignation... et de la honte, en entendant des révolutionnaires français accorder infiniment plus d'attention aux provocations d'un Mac Carthy (dont les initiatives soulevèrent aux U.S.A. des réactions imprévues et dont la démagogie — ne l'oublions pas — s'est nourrie de la réalité d'un redoutable réseau d'espionnage soviétique) — qu'à la révolte ouvrière berlinoise de juin 1953 qui aurait dû prendre dans l'Internationale une place aussi importante que celle des journées du Premier Mai.

Lors de l'affaire Rosenberg, un intellectuel américain ayant écrit que les deux condamnés s'étaient exclus de la communauté nationale, *le Monde* et d'éminents littérateurs atteints de délire sacré ont crié à la renaissance du crime « d'hérésie ». Que les mac-carthystes exploitent la confusion établie entre le communisme et l'impérialisme soviétique — soigneusement entretenue et prolongée par les neutralistes et certains de nos bons camarades du « Courrier syndical » — qu'ils en tirent d'odieuses pratiques inquisitoriales... c'est de leur part politique machiavélique, plus que stupide aveuglement. Mais l'idée de ne pas accorder la liberté de propagande à des entreprises de dissociation nationale se justifie par des traditions et des dogmes européens. Ne cherchons pas trop loin les origines de « la raison d'Etat ». C'est bien en 1944 que les libérateurs français ont inventé le crime « d'indignité nationale ». Ce sont bien les travaillistes anglais qui de 1945 à 1948 ont exclu les communistes de tous services intéressant la Sécurité nationale. C'est bien le citoyen Hedtoft, président socialiste du Conseil des ministres danois, qui déclarait en 1948, selon le *Social Demokraten* de Copenhague du 8-3-48 :

« Nos communistes ne se sont jamais préoccupés des intérêts de nos classes ouvrières. Qu'il s'agisse de politique intérieure ou extérieure, leur attitude dépend de paroles et d'ordres venant de Moscou. A leurs yeux, la démocratie n'est qu'un moyen de parvenir au pouvoir et de réaliser un programme qui n'a rien de commun avec nos intérêts nationaux, ni avec nos valeurs spirituelles. Il nous est un devoir humain d'isoler les communistes et de les rendre inoffensifs. Je fais appel à nos socialistes, nos camarades de lutte, pour employer contre les communistes les armes — et s'il le faut des armes blanches — qu'eux emploient contre nous. »

Du colonialisme... américain ? !

Mais là où sévit l'antiaméricanisme le plus tenace, c'est à propos du problème colonial. Ne suivons pas ceux qui affirment — avec des airs

entendus et supérieurs — que les Etats-Unis veulent exploiter l'Asie et l'Afrique, que cela explique le soutien de « Franco » (?), comme les interventions dans tous les conflits éclatant en Afrique du Nord, dans le Proche-Orient, au Viet-Nam, dans l'Inde. Il paraît que ce slogan conclut l'analyse... « marxiste ». Celle-ci cependant exige d'établir une distinction entre les nécessités stratégiques et la pénétration capitaliste — et de déterminer la place de chacun des phénomènes dans le processus d'industrialisation... Ne revenons pas sur le caractère « progressiste » de l'exploitation capitaliste ordinaire, là où sévissent le féodalisme et le colonialisme monopolisateur — là où l'organisation ouvrière se présente comme une réalité ou une promesse.

On peut se réjouir de l'accord sur les fins anti-américaines entre les syndicalistes français, tel Le Ray, de l'Union des Syndicats F.O. de la Seine, qui déplorait la subordination de Bothereau et de Lafond aux Américains, « souteneurs » de l'U.G.T.T. — et les publicistes français, tel Daniel Guérin qui — dans son livre « Avec les colonisés », dont la valeur de témoignage n'est pas contestable — s'afflige de la confiance témoignée par Fahrat Hached aux syndicalistes américains.

Nous demandons simplement à nos détracteurs de procéder à des comparaisons concrètes.

Les extrémistes portoricains ont de nouveau, par un attentat, attiré l'attention sur le régime de Porto-Rico. Veut-on simplement comparer celui-ci à celui du Maroc et de la Tunisie... ou de la Guyane anglaise ?

Le problème noir aux U.S.A. se pose au fond comme un véritable problème colonial. Veut-on comparer l'action menée et les progrès réalisés en ce domaine par les syndicats américains... et les réserves prudentes de la C.G.T.-F.O. et des Trade-Unions, lorsque l'on débat du sort des peuples marocain, tunisien, vietnamien, du Kenia, de Chypre, du Honduras, etc. ?...

Nous pourrions alimenter le débat par quelques extraits des procès-verbaux de la C.I.S.L. (2).

S'il n'a pas été possible d'organiser sous le patronage de la C.I.S.L. un cours de formation syndicaliste à Dakar, en 1953, est-ce la faute des Américains ?

Si la C.I.S.L. n'a pas encore pris position sur l'autonomie du Honduras britannique, est-ce la faute des Américains ?

Si les Trade-Unions — tout en reconnaissant la nécessité de l'autonomie « interne » de Chypre — s'opposent à la volonté de la majorité du peuple chypriote favorable à l'union avec la Grèce... est-ce la faute des Américains ?

Il est vrai que la guerre d'Indochine ne continue que par la volonté des Américains. Alors !... Allons-y. Nous allons trahir le parti américain... en nous engageant dans une action vigoureuse pour... « libérer » le gouvernement français, complice involontaire ou inconscient de l'impérialisme américain... responsable sans nul doute des provocations de Thierry d'Argenlieu, après la fameuse conférence de Dalat. Nous lutterons pour l'évacuation de l'Indochine par les troupes françaises... en plein accord avec nos fraternels contradicteurs... même avec ceux qui reprochaient à Louzon, il y a quatre ans, de favoriser le parti... russe, en proclamant le droit à l'indépendance totale des peuples iranien, chypriote et vietnamien...

(2) On trouvera dans ce même numéro de la R.P. des observations sur la situation en France des travailleurs nord-africains. Après avoir lu cela, on a bonne mine pour s'indigner des taudis de Harlem. A Detroit, à Chicago, nous avons été témoins de l'effort des syndicats américains pour le logement des Noirs. Quel bilan peuvent présenter nos syndicats sur ce terrain ?

Nous nous plaçons sur le plan de l'Europe occidentale, pour apprécier... « l'infériorité » américaine. Si nous restions entre nous, Européens, il nous serait difficile de justifier la fameuse supériorité française. Les Anglais, les Allemands, les Belges, les Hollandais, les Scandinaves et les Suisses n'ont pas de leçons à recevoir des syndicalistes français.

Faut-il répéter que notre volonté de défendre les libertés ouvrières contre le totalitarisme moscovite n'implique nullement notre participation à une croisade idéologique américaine ? Encore faudrait-il d'ailleurs s'entendre sur les « mythes » de cette croisade. Entre Mac Carthy, Eisenhower, Burham, Stevenson et Walter Reuther... sans citer la légion des irréductibles « outlaws », la « mystique » pourrait-elle naître d'une communauté d'aspirations... même vagues ?... Un militant dont la clairvoyance nous a guidés dans le passé et nous guide encore, disait dernièrement, lors d'une discussion : « Nous avons le même ennemi que les Etats-Unis. Mais nous ne marchons pas pour la libre entreprise, contre les nationalisations, la cogestion, le communisme. » Absolument d'accord... quoique nous ne soyons guère enthousiastes des nationalisations françaises et anglaises. Seulement, l'alliance américaine n'exige pas de tels mots d'ordre. Car les travaillistes anglais ont mené leur expérience de nationalisations... grâce à de volumineux crédits américains. Car les syndicats américains ont exigé et obtenu que l'action pour la cogestion se développe librement. Car la confusion entre le communisme et le stalinisme n'est pas imputable aux Américains. Car « la libre entreprise » subit aux Etats-Unis des contrôles plus rigoureux et plus efficaces qu'en France...

Il est de bon ton d'ironiser sur la pauvreté idéologique du syndicalisme américain. Les plus avisés utilisent le système du dyptique : d'un côté l'histoire sanglante des pionniers du mouvement ouvrier et socialiste — de l'autre côté le bien-être matériel des travailleurs américains d'aujourd'hui, esclaves de leur frigidaire, de leur télévision, de leur confort...

Sur la face de la médaille, les « repus » d'aujourd'hui. Au revers, les martyrs idéalistes d'hier... Ce qui manque... c'est l'essentiel. C'est-à-dire le mouvement qui va des pionniers aux négociateurs, des martyrs aux vainqueurs, des histoires légendaires aux réalités d'aujourd'hui. Autant ignorer le « chartisme » dans les origines des Trade-Unions — ou le syndicalisme français de 1906 dans les causes de l'amélioration de la situation ouvrière en France.

De plus subtils insinuent que cette légende héroïque est ignorée des militants d'aujourd'hui. C'est faux, tout simplement. Dans un album de propagande édité par l'Union de la confection pour dames, les images des premiers combats ouvriers, les têtes des martyrs de Chicago précèdent les photographies des magnifiques bâtiments syndicaux. On cite souvent les « chevaliers du travail », assez souvent Eugène Debs, quelquefois les « Industrial Workers of the World ». Si on n'est pas fidèle à ce passé, ce n'est pas par mépris, c'est parce que dès 1914 — sous l'influence des syndicalistes révolutionnaires français — on jugeait plus « rentable » l'action au sein des syndicats de masse que la formation de syndicats minoritaires comme les I.W.W. La fondation du C.I.O. couronne l'évolution commencée vingt ans auparavant. Mais prétendre que « l'Amérique ne connaît pas la lutte de classes, c'est oublier cinquante ans et plus d'histoire américaine » (A. Rosmer. R.P. d'avril 1950).

J'entendais il y a quelques jours, au groupe des « Amitiés internationales » une conférence de M. David, ancien directeur de l'Enseignement de la Seine, consacrée au voyage aux Etats-Unis en octobre 1953, d'une mission chargée d'enquêter sur les écoles américaines.

M. David affirma préalablement que son jugement n'impliquait aucune adhésion à une politique. Ceux qui le connaissent savent que ce n'est pas là précaution oratoire. Il serait quelque peu risqué de l'inclure dans le « parti américain ».

Il localisa avec la même précision — pour ne pas dire la même loyauté — ses observations et impressions, en trois Etats : New-York, le Michigan et la Californie. Précaution toujours utile, indispensable dans un pays dont l'étendue et le rythme d'évolution sont d'un tout ordre de grandeur que les « normes » européennes. Précaution que l'on ne prend guère dans la contradiction, où l'on abuse de la formule générale, définitive, péremptoire.

Ce n'est pas ici que l'on insistera sur les notions pédagogiques — si significatives qu'elles soient — exposées par M. David. Sur la variété des systèmes et des méthodes, sur la liaison avec la réalité, sur la suppression des examens, sur la scolarité obligatoire (jusqu'à 16 ou 18 ans dans certains Etats), sur la spécialisation avant la culture générale, sur la rémunération des professeurs et l'insécurité de leur situation... le conférencier s'exprima nettement, comme à son habitude, sans les ménagements dont abusent trop souvent les hauts fonctionnaires et les universitaires, soucieux de ne pas heurter l'auditoire (composé ici en majorité de membres de l'Enseignement).

Ce qui peut nous intéresser, c'est l'insistance avec laquelle il appuya sur le caractère profondément démocratique et libéral de l'enseignement aux Etats-Unis. L'absence de préjugé de classe frappe évidemment tous les visiteurs. La non-discrimination raciale n'est malheureusement pas visible partout. A San-Francisco, M. David la constata et entra même dans une classe où des enfants blancs et noirs écoutaient une institutrice « colouredwoman ».

Ce qui mérite encore d'être rapporté, ce sont les observations vivantes sur l'activité des élèves, le « self-government » et l'apprentissage de la liberté. M. David assista à plusieurs « debating-class » auxquelles participaient des élèves de 14 à 17 ans et où les adultes présents n'avaient droit à aucun privilège. Dans l'une, consacrée à la politique internationale, un jeune élève demanda si le traité signé entre les U.S.A. et le Japon ne témoignait pas d'une « réminiscence colonialiste ». Dans l'autre consacrée à l'Inquisition catholique, un jeune orateur établit un rapprochement entre les méthodes inquisitoriales et les enquêtes de M. Mac Carthy. Un peuple dont la jeunesse s'élève dans un tel climat mérite-t-il d'être accablé sous le mépris des libéraux français ?

Mais la conférence de M. David me fournit une conclusion que je veux dédier à ceux de nos camarades qui critiquent sévèrement le syndicalisme américain, au nom « d'idées générales » :

« Il existe une différence essentielle, quant à l'enseignement, entre l'esprit français et l'esprit américain. Nous sommes cartésiens et logiciens. Les Américains sont pragmatistes. Lorsque la vérité contrarie la logique, nous donnons toujours raison à la logique, au mépris de la vérité. »

Roger HAGNAUER.

Notes d'Economie et de Politique

A BERLIN, LES RUSSES ONT VAINCU

Je pense que personne ne s'est à aucun moment mépris sur le sens et la raison d'être de la Conférence de Berlin. Je suppose que, sauf les illusionnés systématiques, personne n'a pu songer un instant que les Russes accepteraient une réunification de l'Allemagne faite autrement que sous leur contrôle, ou qu'ils retireraient leurs troupes d'Autriche, ainsi que de Hongrie et de Roumanie — ce que les traités les obligeraient de faire si leurs soldats quittaient l'Autriche.

Les buts de la Conférence de Berlin étaient tout autres. Pour les Etats occidentaux il s'agissait de démontrer une fois de plus à leurs propres peuples que les Russes ne voulaient rien céder ; pour les Russes il s'agissait de gagner du temps.

Gagner du temps, c'est-à-dire ajourner le plus possible la réalisation de ce que les Russes craignent le plus : le réarmement allemand. Pendant qu'on discutait à Berlin, il n'était point possible de procéder à la ratification de la Communauté européenne de défense et encore bien moins de la mettre en application. Moscou avait donc davantage de temps pour pousser les armements atomiques et autres afin d'être à égalité avec les U.S.A., ou même leur être supérieur, le jour de la grande explication.

Dans quelle mesure le but des Occidentaux et celui des Russes ont-ils été atteints ?

En faisant refuser par Molotov la réunification de l'Allemagne au moyen d'élections libres, et, plus encore, en lui faisant refuser de signer le traité autrichien tel qu'il l'avait lui-même rédigé, il est bien certain que Dulles, Eden, Bidault démontrèrent à tous les gens de bonne foi que les Russes entendaient rester *sine die* à Berlin et à Vienne, c'est-à-dire demeurer au cœur même de l'Europe, jusqu'au jour où ils s'en élançaient pour un nouveau bond vers l'Ouest.

Mais cette démonstration a déjà été faite cent fois ! La faire une cent et unième fois avait peu de chance de convaincre quiconque de ceux qui de parti pris, par fanatisme, peur ou aveuglement, se refusent à admettre les vérités les plus évidentes. « Communistes » et « neutralistes » ne sont donc pas plus convaincus après Berlin qu'avant. Cela a tout juste permis à la fraction Attlee du Labour Party d'avouer publiquement ce que jusque-là elle pensait secrètement, c'est-à-dire de se déclarer ouvertement en faveur du réarmement allemand.

Par contre, le Kremlin a atteint largement son but, il a réussi au delà même de ses espérances, grâce à la stupidité de cet antre de bêtise qu'est le Quai d'Orsay.

Lorsque Bidault a proposé une conférence sur l'Indochine, Molotov a sauté dessus. Rien ne pouvait mieux répondre à ses desseins. Car il est bien évident que tant que la France aura quelque espoir de remporter la victoire en Indochine, grâce à une trahison des Annamites par les Chinois, elle se gardera de faire quoi que ce soit qui puisse heurter Moscou et, par répercussion, Pékin, et par conséquent elle se refusera durant tout ce temps à ratifier la C.E.D.

En acceptant la Conférence de Berlin, les Russes savaient qu'ils repoussaient la ratification de la C.E.D. jusqu'à fin février au plus tôt, ac-

ceptant la Conférence de Genève ils repoussaient la ratification jusqu'à fin mai au plus tôt. Et ils espèrent bien, sans aucune doute, trouver le moyen à Genève, de proposer quelque nouvelle conférence ou d'entamer de nouveaux pourparlers interminables, qui continueront à reculer de plus en plus ce maudit réarmement allemand !

La « paix » en Indochine, par une capitulation de Ho Chi-minh et de Mao Tse-tung imposée par Moscou, telle est la botte de foin que l'on va tenir constamment devant le nez des Français goulus du colonialisme, en l'éloignant, bien entendu chaque fois que ceux-ci voudront la saisir. La diplomatie soviétique est aussi habile que celle de la France est imbécile.

L'ASIE AUX ASIATIQUES, OU L'ASIE AUX CHINOIS ?

Mais ce n'est pas seulement parce qu'elle fait le jeu des Russes en Europe que la politique qui tend à obtenir la « paix » en Indochine par la voie de la Chine est imbécile, c'est aussi pour une raison plus générale.

En demandant à la Chine d'abandonner les Annamites, de commettre à leur égard une véritable trahison, on lui demande, tout simplement, de se suicider moralement, car trahir les Annamites dans la conjoncture actuelle serait trahir l'Asie au bénéfice de l'Europe. Demander à la Chine de le faire, c'est lui demander de se déshonorer.

Or elle ne se déshonorerait point. M. Bidault et consorts jugent les Chinois d'après eux-mêmes et d'après les pauvres Français que nous sommes devenus ; Mao Tse-tung n'est pas Blum, et son parti n'est point le « Front populaire », ils ne trahiront pas leurs frères asiatiques du Tonkin luttant contre la domination européenne, comme les Français de 1936 ont trahi leurs frères républicains d'Espagne luttant contre le fascisme.

La Chine entend certainement jouer un rôle dominant en Asie ; or la première condition pour y parvenir c'est qu'elle garde son prestige, donc qu'elle conserve son honneur. Qu'elle soit prête à troquer l'un et l'autre contre la puéile satisfaction de participer à des conférences internationales est une idée qui ne peut germer que dans l'esprit de ces sinistres crétins du Quai d'Orsay.

Voilà pourquoi il est absurde de vouloir, pour faire la paix en Indochine, passer par la Chine.

En revanche, négocier et traiter directement avec Ho Chi-minh, c'est non seulement le seul moyen d'aboutir à la paix, mais c'est également le moyen de se préserver de la Chine, de limiter la puissance de la Chine.

En demandant à celle-ci d'être l'arbitre de la situation, en l'invitant à décider entre Ho Chi-minh et vous, vous la reconnaissez par-là même comme la puissance dirigeante de l'Asie, la maîtresse presque de l'Asie. Et en lui reconnaissant ainsi, publiquement, ce rôle, vous l'aidez à le remplir.

Or ainsi que nous l'avons signalé dès le lendemain de la victoire de Mao Tse-tung, le grand danger qui menace le Sud-Est asiatique, c'est celui d'un développement de l'impérialisme chinois. Les Chinois couvrent déjà, en tant que par-

ticuliers, tous les pays du Sud-Est de l'Asie, ils y détiennent presque tout le commerce et autres activités urbaines, la tentation peut donc être forte pour l'Etat chinois de transformer cette primauté économique en domination politique, faire de la Malaisie, de la Birmanie, du Siam, de l'Annam, de l'Indonésie, des Philippines de simples et vulgaires colonies, du genre de celles que l'Europe s'était taillées en Asie même. Là est le danger. Danger non seulement pour ces peuples, mais aussi pour l'Europe qui a tout intérêt, le jour où elle aura définitivement abandonné l'espoir d'établir sa suprématie politique sur le continent asiatique, à avoir affaire à des peuples multiples, divers et indépendants, plutôt que de se trouver en face d'un immense empire.

Par conséquent, loin de chercher à briser Ho Chi-minh par l'intermédiaire de la Chine, il faut, au contraire, renforcer Ho Chi-minh face à la Chine. Or la première condition pour cela, évidemment ! est de traiter avec lui directement, sans intervention chinoise.

Ho Chi-minh, Nguyen Ai-quoc, pour lui donner le nom sous lequel nous l'avons connu, n'est pas plus Chinois qu'il n'est Russe. Il est Annamite. Toute sa vie a été consacrée à libérer son peuple de l'effroyable domination française, ce n'est pas pour chercher à remplacer celle-ci par une autre domination étrangère. L'aide russe, l'aide chinoise ne sont pour lui qu'une nécessité. La nécessité d'avoir l'argent, les armes, les munitions, tous les moyens indispensables pour pouvoir lutter à armes pas trop inégales contre la puissance « occupante ». Si vous prétendez faire dépendre son sort et celui de son pays d'une décision chinoise, vous le soumettez encore plus étroitement à la volonté de la Chine, dont, au contraire, vous le libérerez si vous lui accordez directement la paix.

Traiter avec Ho Chi-minh, c'est donner l'Asie aux Asiatiques ; traiter avec Mao Tse-tung, c'est la donner aux Chinois. Telle est la seule alternative car, désormais, l'Asie à l'Europe est hors de question. Choisissez !

DESARMEZ L'ALLEMAGNE... LE JOUR OU FRANCE ET RUSSIE AURONT DESARME !

Le réarmement de l'Allemagne n'est pas seulement aujourd'hui une nécessité pressante du fait que seule une armée allemande peut s'opposer avec quelque efficacité à la ruée russe vers l'Occident, elle est aussi, et plus encore, une obligation morale.

Nous ne voulons pas d'un nouveau traité de Versailles, d'un traité de Versailles aggravé. L'immoralité du traité de Versailles consistait en ce qu'il prétendait maintenir indéfiniment l'Allemagne dans une condition inférieure, priver pour toujours les Allemands de cette « égalité de droits » dont la revendication fit la fortune de Hitler.

En maintenant une Allemagne presque totalement désarmée au milieu d'autres pays armés jusqu'aux dents, on frappait les Allemands d'une incapacité qui ne leur laissait d'autres ressources que de se plier constamment aux exigences de leurs voisins, situation aussi intolérable pour un peuple que pour des individus. D'où Hitler ! D'où la seconde guerre mondiale !

Aujourd'hui nos nationalistes veulent pis encore. Ils entendent ne même plus laisser à l'Allemagne une Reichswehr de 100.000 hommes, mais la priver de toute armée !

Saloperie et folie !

Saloperie, parce que toute création d'inégalité entre les peuples comme entre les individus est une saloperie. Folie, parce que prétendre vouloir imposer et maintenir cette inégalité à l'égard d'une nation de 80 millions d'hommes, qui, demain, sera la plus grande puissance économique de l'Europe, est une impossibilité.

C'est ce que l'expérience d'entre les deux guerres, l'expérience de l'avènement de l'hitlérisme, aurait dû pour le moins apprendre à nos tribulations du nationalisme, mais il n'en a rien été. Ces gens sont incapables d'apprendre !

Bien plus ! A eux se sont joints, cette fois, de prétendus internationalistes ! Des gens qui protestèrent contre le traité de Versailles considèrent maintenant qu'il faut à tout prix interdire à l'Allemagne de s'armer, dans n'importe quelle mesure et sous n'importe quelle forme ! Les Allemands doivent rester des êtres diminués mis pour toujours dans l'impossibilité de se défendre ; ils doivent rester éternellement, dans la position de l'homme aux mains nues, encadrés par d'autres hommes pourvus de mitraillettes, d'hommes auxquels il ne reste que la ressource de lever les mains au premier geste des gangsters qui les entourent.

Et cela sous prétexte d'antimilitarisme !

Que leurs peuples à eux soient pourvus de fusils, de canons, de tanks et d'avions, ils l'acceptent : à part quelques protestations d'ordre général et purement platoniques, leur antimilitarisme s'en accorde parfaitement ; il n'y a que pour l'Allemagne qu'il devient intransigeant.

« Plus d'armées et plus de frontières ! », chantions-nous autrefois à la barbe des flics, alors qu'il y avait encore dans ce pays des révolutionnaires ; et l'on aurait cassé la gueule à celui qui aurait été assez inconscient pour y substituer « Plus d'armée au-delà de la frontière du Rhin ! ».

Aujourd'hui il n'en est plus de même. Pour beaucoup, la marque de l'internationalisme et de l'antimilitarisme, c'est d'être contre le militarisme allemand.

Nous ne saurions les suivre. Le désarmement forcé d'un seul pays est pour nous l'exact opposé de l'internationalisme, c'est le masque du plus répugnant des chauvinismes. Le chauvinisme qui entend faire la preuve de la supériorité de son peuple, en combattant un autre à armes égales est presque sympathique à côté de celui qui se réserve simplement la possibilité d'écraser son rival après l'avoir privé de tous moyens de défense.

Antimilitarisme ? D'accord ! Mais l'antimilitarisme ne peut s'accorder avec l'internationalisme qu'à la condition de s'appliquer à tous. Le jour où la Russie et la France, pour ne parler que des deux voisins les plus menaçants de l'Allemagne, n'auront plus d'armée, oui ! Ce jour-là, il faudra demander, il faudra exiger que l'Allemagne, elle aussi, n'ait plus d'armée. Mais tant que vous tolérez une armée chez vous, vous n'avez pas le droit de ne point en accepter une chez le voisin.

AGRANDIR LES CHAMPS !

En attendant que disparaissent les limitations à sa souveraineté politique, l'Allemagne se prépare à l'emporter au point de vue économique sur toutes les puissances européennes occidentales. On sait quelle puissante rentrée elle vient de faire sur le marché international. Elle vend de nouveau partout, et de tout, et à des prix défiant toute concurrence, notamment la concurrence française. Or elle vient d'élaborer un

plan qui, s'il est appliqué — et il le sera ! — va lui fournir un nouvel avantage, énorme et décisif, sur ses concurrents européens.

Nous avons signalé à plusieurs reprises que la clé de l'abaissement des prix (j'entends les prix réels, compte non tenu des variations de la monnaie, c'est-à-dire, en réalité, les valeurs) se trouve dans l'agriculture. Si les prix des produits industriels français sont élevés, ce n'est pas comme on l'a dit, à cause de méthodes ou d'un outillage désuets, car on a beaucoup exagéré, à ce point de vue, l'infériorité des usines françaises, c'est encore bien moins à cause de l'ouvrier français, dont la productivité personnelle, due à son habileté et à sa rapidité, est l'une des plus élevées, si ce n'est la plus élevée, qui soit ; cela est dû uniquement à ce que les prix des produits agricoles sont très hauts et qu'en conséquence le salaire de l'ouvrier doit être haut lui-même, si l'on veut qu'il puisse s'acheter au moins de quoi se nourrir.

Or si les produits agricoles sont chers, cela n'est pas dû à cette tarte à la crème qu'est l'esprit « roulinier » du paysan, ou à une particulière cherté des engrais, c'est dû uniquement au régime foncier, plus exactement à la texture matérielle des propriétés agricoles françaises : propriétés beaucoup trop petites et division de ces propriétés en innombrables parcelles. On aboutit ainsi à des champs qui sont d'une exiguïté ridicule, absolument impropres à tout emploi économique du matériel agricole moderne. Voilà la raison, la raison fondamentale qui fait que les prix des produits agricoles français dépassent tous les records, et ce qui fait, par répercussion, que tous les produits français sont chers.

Ce phénomène de l'inadaptation des dimensions des champs à l'outillage moderne est plus marqué en France que partout ailleurs ; cependant il existe, bien qu'à un degré moindre dans d'autres pays, notamment en Allemagne.

C'est pourquoi le ministre de l'Agriculture de l'Allemagne de l'Ouest vient de décider de consacrer, au cours des dix prochaines années, l'équivalent de deux mille milliards de francs à l'agrandissement des propriétés agricoles allemandes par disparition de 750.000 petites entreprises.

Une fois que cela sera fait, une fois qu'il n'y aura peut-être à peu près plus du tout de fermes de moins de 30 hectares, dimension que nous avons vu être celle qui est considérée comme nécessaire pour l'emploi économique d'un matériel agricole perfectionné (1) et que ces fermes seront d'un seul tenant ou presque, alors on peut être certain que les industriels français ne pourront plus rien vendre à l'étranger : ils trouveront toujours devant eux le produit allemand, à des prix beaucoup moins élevés que les leurs.

La France en sera réduite, comme disait Maximilien Harden, à n'exporter que ses vins, ses parfums, ses vaudevilles et ses filles, choses pour lesquelles elle est, paraît-il, imbattable.

(1) Voir R.P., février 1954.

En vertu de quoi le Maroc, peuplé de Marocains, appartiendrait-il à la France ? Un pays peut-il appartenir à la France ? En vertu de quelle logique, de quelle coutume et de quelle loi historiques ?

Franklin-D. ROOSEVELT.

LES INCIDENTS DE LA REVOLUTION AU PROCHE-ORIENT

Les derniers événements survenus en Syrie et en Egypte, succédant à ceux d'Iran, montrent que dans le Proche-Orient, comme il en fut en Europe, les révolutions ne sont jamais simples.

Il est encore trop tôt pour pouvoir apprécier avec certitude la nature et la portée du renversement de Chichakli en Syrie et de l'élimination, puis de la rentrée de Neguib en Egypte.

Cependant, il semble bien qu'en Syrie ce soit un reflux de la révolution qui se soit produit. Les dirigeants des vieux partis, qui reviennent au pouvoir, étaient les représentants de la féodalité foncière et marchande ; rien ne permet donc d'espérer qu'ils poursuivront énergiquement la réforme agraire et la modernisation du pays.

En Egypte, on a pu craindre un instant que Nacer soit l'instrument des « Frères musulmans » si durement frappés par Neguib au cours des semaines précédentes. Mais c'était inexact, car les « Frères musulmans » ont été parmi ceux qui réclameront le retour de Neguib. En tout cas, celui-ci est revenu, ce qui peut permettre d'espérer que la révolution continue, et le fait qu'on l'a flanqué, dans la personne de Nacer, d'un président du Conseil qui ne sera certainement pas un *beni-oui-oui*, ainsi que cet autre que le compromis final est basé sur un appel au retour prochain d'un régime parlementaire peuvent faire espérer, de leur côté, que la révolution n'aboutira pas, comme il arrive si souvent, à l'instauration de la dictature d'un homme.

Les événements de Khartoum, eux, se situent sur un tout autre plan. Ils montrent que les contrastes géographiques et les diversités ethniques ne disparaissent pas du seul fait qu'une contrée est en révolution, ils se greffent sur le mouvement révolutionnaire sans s'y incorporer.

La violente manifestation qui a accueilli Neguib à son arrivée à Khartoum n'est, en effet, que la reviviscence d'une très vieille chose : le mouvement des « derviches » commandé par le « madhi » il y a trois quarts de siècle.

En 1881, les Soudanais du Kordofan (cette région qu'on appelle le Haut-Nil, mais qu'il serait plus juste d'appeler le Moyen-Nil) se soulevèrent contre la domination égyptienne, balayant les troupes égyptiennes et leur gouverneur anglais, et établissant un régime d'indépendance qui devait durer jusqu'à la reprise de Khartoum par Kitchener en 98.

Or ce sont les descendants et successeurs de ces Soudanais, dirigés par le propre fils du madhi, qui constituent aujourd'hui le parti Oumma, parti de l'indépendance, et qui ont repris l'autre jour à Khartoum leur vieux cri de guerre de 80 : « A la porte les Anglais ! A la porte les Egyptiens ! ».

Nous avons essayé naguère de définir la nature et le caractère ethnique de ce mouvement en le comparant à celui des Sikhs de l'Inde (1) : une population intermédiaire, à cheval sur le désert et sur le pays arrosé, intermédiaire entre deux races et entre deux religions, la blanche et la noire, la musulmane et la fétichiste (dans le cas du Soudan), et qui, insuffisamment forte pour établir sa domination sur les peuples dont elle est la mixture, entend cependant n'être incorporée ni à l'un ni à l'autre.

La lutte est à Khartoum entre les Soudanais « assimilés » — assimilés aux Egyptiens — et les autres.

R. LOUZON.

(1) Voir *Etudes matérialistes* du 3^e trimestre 1952, et aussi R.P. de novembre 1951.

La Renaissance du Syndicalisme

LES PROPOS DU PROLO

Une explication du recul de l'idée de socialisme ouvrier

Nous avons cru devoir attirer l'attention de nos lecteurs sur le tableau ci-dessous, tiré de « Vues sur l'économie et la population de la France jusqu'en 1870 » (Presses universitaires). Il nous aidera à comprendre certaines déviations dans l'action sociale sur lesquelles nous aurons à revenir. Il s'agit de l'ensemble des salaires distribués et des effectifs des salariés en 1950.

	Indice hiérarchique réel	Effectifs (en milliers)	Masse des salaires annuels versés (millions de fr.)
Apprentis	47	89	6.575
Ouvriers agricoles . . .	83	1.100	144.375
Manœuvres ordinaires..	100	801	127.500
Agents incomplets (fonctionnaires)	100	194	31.000
Manœuvres spécialisés..	106	1.069	181.000
Employés professions libérales	113	89	160.000
Ouvriers spécialisés . .	115	1.960	357.000
Ouvriers de la fonction publique	116	137	24.800
Auxiliaire de la fonction publique	117	111	20.700
Ouvriers qualifiés . . .	130	1.510	312.000
Mineurs (jours)	131	86	17.873
Divers	131	267	55.500
Employés	138	1.780	395.000
Ouvriers haut. qualifiés	157	445	111.000
Mineurs (fond)	157	178	44.348
Fonctionnaires civils (I)	215	620	212.000
Cadres	216	623	214.500
Cadres des mines	262	9	4.500
Fonctionnair. civils (II)	241	611,5	190.000
Fonction. militaires (I)	298	137	70.200
Directions appointées . .	354	267	150.000
Fonction. militaires (II)	412	94,5	66.250
Fonctionn. civils (III)..	473	52	33.250
Fonction. militair. (III)	693	11,5	13.800
Ensemble	154	12.041,5	2.943.121

Sur une population active de plus de 21 millions nous avons donc 12.041.000 salariés, mais l'appellation salariés englobe des travailleurs aux conditions de travail bien différentes et d'un esprit bien différent. Quoi de commun entre le manœuvre et les cadres ou les fonctionnaires civils ou militaires à l'indice 473 ou 693, ou les directeurs appointés ? Peuvent-ils avoir le même point de vue sur la répartition du revenu national et sur les réformes de structure ?

Si l'on ne considérait comme prolétaires que les ouvriers payés à l'heure ou au rendement, les plus défavorisés quant aux conditions de travail et au partage du revenu national ceux qui souffrent de la tare la plus accablante peut-être de

la condition prolétarienne : l'insécurité, nous n'en trouverions guère plus de 6 millions, à savoir :

801.000 manœuvres
1.069.000 manœuvres spécialisés
1.960.000 ouvriers spécialisés
1.510.000 ouvriers qualifiés
86.000 mineurs de jour
445.000 ouvriers hautement qualifiés
178.000 mineurs de fond.

soit 6.049.000

Encore dans ces chiffres ne trouverait-on pas des mensuels assurés d'un niveau de vie très acceptable et sur qui ne pèse pas l'insécurité du lendemain et des vieux jours !

Il y a à côté d'eux, il est vrai, les 1.100.000 ouvriers agricoles, les 137.000 ouvriers de la fonction publique, et, partageant leur mécontentement vis-à-vis des privilégiés du régime, une grande partie des 89.000 employés des professions libérales, des 194.000 agents incomplets, des 110.000 auxiliaires de la fonction publique, des 178.000 employés à l'indice hiérarchique 138 et même des 620.000 fonctionnaires civils de l'indice 215. Mais ce n'est pas dans ces catégories que peut naître cette conscience de classe (expression des syndicalistes révolutionnaires et marxistes 1850) ou cette capacité politique (Proudhon) devant créer le ciment d'une classe exploitée s'organisant pour une transformation sociale radicale en faveur des producteurs.

Les salariés qui pourraient être amenés à envisager une révolution prolétarienne, selon les conceptions des révolutionnaires de la 1^{re} Internationale et de la C.G.T. naissante, ne constituent guère plus de la moitié de cette masse de 12 millions de salariés et le tiers à peine de la population active.

A côté d'eux, et parfois contre eux, il y a tous les salariés au mois ou à statut, pour qui la transformation sociale se ramène souvent à une pression sur les gouvernants pour se faire octroyer quelques avantages particuliers ou pour gravir un échelon dans la hiérarchie des salaires ; il y a les militaires de carrière (491.783), les artisans ou travailleurs indépendants (2.825.000), les 6.500.000 exploitants agricoles et toute la crème des professions libérales, hauts fonctionnaires et cadres fortement attachés au régime ou tout disposés à favoriser l'avènement d'un Etat bureaucratique.

Dans toutes ces catégories, l'idée d'un système nouveau reposant sur un ensemble de cellules de production composées de travailleurs librement associés, pour organiser et faire fonctionner une entreprise ou un service donné, ne germe même plus. Certains, les conservateurs — paysans, artisans — ne demandent qu'un pouvoir assez fort pour assurer le maintien du droit de propriété et une protection leur permettant de bien gagner leur vie quelles que soient leurs méthodes de travail. Les autres se retournent vers l'Etat pour

se faire donner un meilleur statut assurant une plus forte rémunération et une bonne retraite. Et l'idéal de beaucoup de prolos, pour eux et leurs enfants, c'est d'échapper à l'insécurité en se glissant dans une administration ou un service public.

Voilà qui explique en partie l'orientation actuelle du mouvement ouvrier vers l'étatisme que ce soit l'étatisme progressif par l'extension du système des nationalisations ou le totalitarisme qui place la totalité des moyens de production et les services sous la direction d'un Etat omnipotent.

Est-ce une orientation fatale ? D'autre part, n'assisterons-nous pas à une orientation nouvelle avec l'introduction de techniques nouvelles et avec le glissement qui s'effectue des activités agricoles et industrielles vers les activités tertiaires assurant la satisfaction de besoins nouveaux et variés !

Comment, en présence de cette situation, doivent se comporter les prolos du bas de l'échelle ?

Doivent-ils pousser à la roue avec les organisations syndicales envahies par les mensuels de toute sorte et dirigées par des fonctionnaires syndicaux plus ou moins liés aux équipes de politiciens qui se disputent la direction de l'Etat ?

Ou doivent-ils opérer un repli sur eux-mêmes ? Se sortir de ces amalgames de forces diverses dans lesquels s'est diluée la force prolétarienne ? Se libérer des confusions entretenues par tous ces prétendus représentants du prolétariat qui ne peuvent plus se mouvoir que dans le cadre étroit de la nation en liaison avec les catégories sociales les plus conservatrices ou les plus engagées dans la voie de l'Etat bureaucratique et omnipotent ?

C'est ce que nous essaierons de dire dans de prochains propos.

Le sabotage de l'action ouvrière

Le sabotage actuel de l'action ouvrière nous amène à souligner les méfaits du syndicalisme, de collaboration avec des équipes organisées pour la prise légale ou illégale du pouvoir.

Depuis la Libération, nous avons assisté à la reconstitution, à un développement des moyens de production qui ont permis de porter l'indice de la production de 100 en 1938 à 150 en 1953, mais, dans le même moment, le prolo du bas de l'échelle n'a pas même récupéré des salaires de 1938 (en pouvoir d'achat). Au moment où les gouvernants veulent s'orienter vers une nouvelle extension de l'économie, il eût été normal que les profiteurs de la reconstruction accordent aux salariés le salaire minimum vital leur permettant de satisfaire leurs besoins essentiels. Oh ! il n'est pas élevé le minimum vital réclamé par les syndicats ! Leurs représentants à la Commission supérieure des Conventions collectives l'ont fait fixer à 25.160.

Mais les patrons ont quitté la séance pour ne pas s'associer à des propositions aussi scandaleuses, et le gouvernement a refusé d'appliquer la décision de la commission. M. Edgar Faure donnera une augmentation de 10 % lorsque la production totale se sera accrue de 10 %.

Pour un camouflet, c'en est un ! Une riposte s'imposait.

La C.G.T.-F.O. l'avait prévue, elle qui avait pris l'initiative de la timide — trop timide — manifestation du 29 janvier, qui ne devait constituer qu'un avertissement. Les autres centraux avaient participé au mouvement. Oh ! ce n'était pas terrible ! Et le mécontentement ouvrier ne se manifesta vraiment que dans quelques grands centres.

Après le refus patronal et le refus gouvernemental d'appliquer la décision de la Commission des Conventions collectives quelle allait être la réaction du mouvement syndical, quelle allait être celle des ouvriers ?

Les dirigeants de la C.G.T.-F.O. allaient, semble-t-il, préconiser une riposte énergique. Un avertissement doit être suivi d'une réplique en cas de non-satisfaction. Or rien n'est venu du côté C.G.T.-F.O. Par contre, la C.G.T. s'est empressée de prendre les devants et de brandir la menace d'une grève générale de 24 heures, mais sans fixer de date. Elle a obtenu un avantage : elle a lancé la première le mot de grève et, si les autres ne suivent pas, elle pourra les accuser de trahison.

Quant à la C.F.T.C., elle a laissé entendre qu'elle

pourrait aussi aller jusqu'à la grève de 24 heures.

A la base, l'ambiance n'est pas favorable à l'action. Les ouvriers sont désorientés, découragés par les querelles et les manœuvres stratégiques des états-majors confédéraux. La grève n'est plus l'arme spécifique des salariés ; c'est une arme dont disposent d'abord les fonctionnaires confédéraux pour raffermir ou étendre leur influence, pour faire un croc-en-jambe à une centrale rivale ou à une équipe gouvernementale, ou, en ce qui concerne la C.G.T., pour épauler la diplomatie russe quand elle est en difficulté avec ses contradicteurs occidentaux. Elle ne retrouve son caractère que lorsque les ouvriers l'utilisent spontanément, comme en août 1953, mais, même dans ce cas, les états-majors trouvent le moyen de la gêner par leurs hésitations ou leur abstention ou de la briser pour faire le jeu d'une équipe gouvernementale.

Pourtant le mécontentement est réel et les militants de la base se rongent les poings devant leur impuissance à organiser la riposte au patronat et aux gouvernants insolents. Ceux de F.O. poussent leur état-major à tenir ses engagements et à continuer l'action ; ils sont impatients, car ils ne voudraient pas être obligés de suivre un mouvement lancé par la seule C.G.T. et qui risque d'être détourné vers des objectifs de politique extérieure, selon les besoins de la diplomatie russe.

Mais, la C.G.T. tient-elle tellement à agir si les diplomates russes placent au premier plan la préparation d'une entente avec les gouvernants français ou ne veulent à aucun prix contrarier ces gouvernants ni les éléments de droite hostiles à la C.E.D. ? Dans ce cas, des stratèges d'autres états-majors syndicaux n'attendraient-ils pas avec un sourire malicieux le dégonflage ou l'échec de leurs confrères de la C.G.T. ?

La C.F.T.C. n'est pas pour apporter de la clarté. Elle veut bien montrer qu'elle n'a pas peur de l'action et certains de ses militants sont prêts à s'associer à la C.G.T. si le mouvement de 24 heures a quelques chances de réussite. Mais elle ne peut rien faire seule. Elle a de la peine à se mouvoir avec son aile droite rebelle à l'action directe et une aile gauche turbulente qui croit que c'est en imitant les méthodes d'agitation stalinienne, voire même en s'associant à leurs grèves politiques, qu'on se crée une zone d'influence parmi les ouvriers. Seul le petit groupe de « Reconstruction » a vraiment les pieds sur terre et essaie de dégager de la situation actuelle les

moyens les plus propres à assurer la défense des intérêts ouvriers, en toute indépendance.

Le prolo a l'impression de s'être laissé voler sa meilleure arme de défense comme il a l'impression de n'avoir plus des organisations à lui, libres, et à son seul service, pour coordonner l'action contre ses exploités. Des aréopages de fonctionnaires syndicaux inamovibles, se recrutant par cooptation, se sont attribué le monopole de la représentation des salariés. L'action syndicale est devenue une stratégie, une technique qui exige des vues larges, une conception bien arrêtée des intérêts généraux de la classe ouvrière, c'est-à-dire une idéologie, un ensemble de formules sacrosaintes que manient les prêtres confédéraux ou leurs inspireurs. La classe, elle, n'a qu'à attendre. Une élite de spécialistes et de généraux pense pour elle, organise la lutte pour elle et envisage pour elle la grande transformation qui la libérera de toute exploitation et de toute oppression. Mais comme il y a plusieurs idéologies, il y a plusieurs chapelles.

Comment voulez-vous que le prolo se retrouve dans toutes ces religions qui ont repris les vieilles expressions du socialisme traditionnel en leur attribuant un contenu particulier ? Et il laisse les grands prêtres officier seuls.

En séparant la classe de l'organisation qui parle en son nom, en détournant l'action ouvrière de la seule défense des intérêts ouvriers on a abouti à la situation actuelle : un prolétariat surexploité et qui se voit refuser la faible part de l'accroissement de la production qu'il réclamait, mais n'a pas la possibilité de riposter parce que les hommes qui se sont substitués à lui sèment la confusion et la discorde, ne pensent qu'à conserver ou à étendre leur rayon d'influence et sont incapables de réaliser les unions qui redonneraient seules, en ce moment, un peu de confiance aux travailleurs bafoués.

Voilà où nous en sommes en cette fin février.

PETITES NOTES

Pour un internationalisme efficace

Nous avons deux même trois internationales syndicales... mais l'esprit internationaliste est à peine éveillé chez les travailleurs des différents pays. Dans chaque pays les travailleurs luttent pour de meilleures conditions de vie et parfois pour l'unification de l'Europe et du monde, mais ils oublient que le meilleur moyen de créer les conditions les plus favorables à l'amélioration de leur sort et à l'unification du monde, c'est de coordonner leur action et d'exiger comme première étape que les réalisations sociales obtenues dans les pays les plus en avance dans ce domaine soient étendues à tous les autres.

Prenons le textile, par exemple. En France, la formule à travail égal salaire égal est à peu près respectée alors qu'elle ne l'est pas dans la plupart des autres pays où les patrons bénéficient ainsi d'un allègement des charges de main-d'œuvre de 10 % (Italie), à 28 % (Grande-Bretagne). Les charges sociales représentent 45 % des salaires en France, 65,3 % en Italie, 29 % environ en Belgique et en Hollande, 8 % en Grande-Bretagne.

En exigeant l'unification des conditions de travail, on pousse à la réorganisation de l'économie européenne ou mondiale qui rendra possible la suppression des barrières douanières et des frontières.

Ça, c'est de l'internationalisme bien compris et efficace.

Le gaspillage continue

En France, nous avons 8.500 moulins capables de produire deux fois et demie la quantité de farine nécessaire à la consommation du pays.

Mais des centaines de moulins sont mal outillés, mal organisés, mal placés géographiquement, au point que pour certains le prix de revient de la mouture est de 1,90 fois plus élevé que dans les moulins bien organisés.

Des experts gouvernementaux avaient calculé, il y a deux ans, que l'élimination des 4.000 moulins les plus mal installés, devait permettre un abaissement de 30 % de la marge de mouture et de un franc par kilo de pain.

Or on continue à attribuer à ces moulins un quantum suffisant pour leur permettre de vivre. Cette année le prix du son a baissé, les transports sont plus chers, et, pour permettre aux moulins mal situés ou dont l'installation est désuète de subsister, les meuniers réclament une subvention.

Et le gouvernement d'accorder 3 milliards qui permettront aux meuniers bien outillés de relever leurs bénéfices, déjà très satisfaisants, et de conserver les moulins qui n'ont d'autre utilité que de permettre le relèvement des frais de mouture.

LILY WULLENS

Discours prononcé à Creil, sur sa tombe, le 24 février.

Hier, c'était l'enterrement de Gavet à Nogent. Aujourd'hui, nous voici devant le cercueil de la camarade Wullens. Décidément, la mort s'acharne sur la Libre Pensée de notre région.

Angèle Buchin, familièrement Lily, était originaire de la Haute-Saône. Elle est venue dans l'Oise à la suite de son mariage avec Marcel Wullens.

C'était un instituteur syndicaliste et anarchiste qui militait activement avant l'unité syndicale dans le syndicat de l'Enseignement laïc de l'Oise. Il faisait partie également du groupe de la *Révolution prolétarienne* et, comme beaucoup de militants, s'est tué à la tâche. Elle l'a soigné admirablement. Elle en partageait les idées et, après sa mort, continua de militer.

Nous la voyions aux assemblées de la Fédération départementale. Elle était encore présente à la dernière.

C'était une athée, une anticléricale, une antireligieuse convaincue. Elle entendait mettre ses actes d'accord avec ses principes. Elle n'admettait pas qu'un incroyant s'abaisse à fléchir le genou devant l'Eglise.

Elle était très consciente du rôle néfaste de la religion catholique dans le présent comme dans le passé et elle aurait volontiers répété le mot d'Edouard Vaillant que l'Eglise a fait plus de victimes par son intolérance et son fanatisme que la peste et le choléra réunis.

Elle estimait que la séparation de la famille et de l'Eglise est plus importante encore que la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Elle n'admettait pas l'intrusion d'une volonté prétendue divine, expression de la volonté dominatrice des prêtres dans les affaires humaines. Elle considérait qu'il fallait expulser Dieu, ce tout-puissant zéro du domaine de la connaissance comme du domaine de la société. Les générations qui montent devraient bien méditer ces thèmes qui lui étaient chers.

Adieu, chère camarade, nous conserverons ton souvenir, nous retiendrons ta modestie, nous nous inspirerons de ton exemple.

DOMMANGET.

LA VIE DES CERCLES

Projet de déclaration du Cercle Zimmerwald

Le Cercle Zimmerwald, par son existence même, entend réaffirmer l'esprit de résistance à la guerre et à l'union sacrée, cet esprit de résistance qui trouva sa meilleure expression dans la Conférence de Zimmerwald de septembre 1915.

A la faveur d'une accalmie dans la situation internationale, notre Cercle parisien tient à répéter qu'il est plus nécessaire que jamais de restaurer et de renouveler les principes et les enseignements de l'internationalisme prolétarien et d'en tirer les conséquences pratiques, au moins sur le plan modeste de clarification qui est le nôtre.

En fait, et quelles que soient les caractéristiques du monde présent la guerre qui se prépare a les mêmes causes profondes que les deux autres. Elle pose au mouvement ouvrier et aux internationalistes les mêmes tâches que les deux précédents conflits : ces deux expériences récentes, encore gravées douloureusement dans nos mémoires, éclairent le problème ; mais la complexité des situations actuelles l'obscurcit, et en particulier l'existence, en face des vieux impérialismes traditionnels, d'une soi-disant Union soviétique où règne un Etat policier.

QUELLE EST LA SITUATION PRESENTE ?

L'EXISTENCE DE DEUX BLOCS ANTAGONISTES DOMINE MOMENTANEMENT L'EVOLUTION MONDIALE

Aux Etats-Unis, le régime capitaliste est encore en plein essor. D'immenses ressources intérieures lui permettent de donner à la fois du beurre et des canons. Ses syndicats, puissants pour la défense des revendications immédiates, sont à peine freinés par la loi Taft-Harley.

Mais la politique extérieure de ce grand pays est dominée par un sentiment de méfiance stupide (mac-carthysme) succédant à une apparence de confiance naïve (rooseveltisme). Au nom de l'anticommunisme, c'est toute la gauche américaine qu'on s'efforce de museler.

En U.R.S.S., qu'on dise expansionnisme ou impérialisme, peu importe. Le fait est qu'il y a un empire russe formé de « colonies » soudées géographiquement à la « mère patrie ». Il en était ainsi sous le tsar, mais le phénomène s'est aggravé et multiplié. Le masque de ce régime totalitaire fait encore illusion grâce à un immense effort de propagande qui exploite l'attachement des masses ouvrières à la Révolution d'Octobre 1917. Il faut dénoncer ce régime ! Il offre moins de bien-être et moins de libertés à la classe ouvrière que les régimes capitalistes.

Depuis bientôt dix ans, le monde vit dans la peur d'une troisième guerre, plus formidable et plus meurtrière que les deux premières. L'ère de la désintégration de l'atome, qui devrait apporter à notre planète l'abondance et la prospérité, risque d'amener la destruction de notre vieille civilisation. Cette troisième guerre a été préparée dès la fin de la deuxième par la Russie de Staline refusant de désarmer et accroissant ses industries de guerre. Certes, la mort de Staline, en mars 1953, a fait naître quelques espérances. Mais les événements une fois lancés débroussent difficilement chemin.

Depuis dix ans aussi, tous les peuples coloniaux réclament leur indépendance. Le mouvement ouvrier français, qui a de tout temps condamné les expéditions coloniales, ne peut se rallier aujourd'hui à un néo-colonialisme. Il ne peut que se ranger aux côtés des peuples d'Indochine, de Tunisie, du Maroc, revendiquant leur indépendance et luttant pour elle, comme aux côtés des victimes nord-africaines du 14 juillet 1953 à Paris.

Nous ne pouvons que contresigner cette partie de la résolution du C.I.O. à son dernier congrès de Cleveland, en novembre 1953 :

« L'Union soviétique (avec cette réserve toute-fois qu'il n'existe pas pour nous d'Union soviétique, puisqu'il n'y a plus de soviets en Russie « depuis très longtemps) s'est transformée au cours de ses trente-six années de dictature en « une société où le citoyen est opprimé au nom « de la liberté, où les travailleurs sont exploités « au nom du socialisme, où la pauvreté sévit « pendant qu'une bureaucratie dirigeante ne « cesse de s'enrichir, où les appels à la paix « sont des appels à la guerre, et où démocratie « signifie tyrannie. »

En aucun pays la classe ouvrière, à commencer par la classe ouvrière russe, la classe ouvrière chinoise, la classe ouvrière des Etats satellites dits « populaires », en réalité totalitaires, ne devrait se laisser abuser par les mensongers appels à la paix provenant du Kremlin. A plus forte raison les ouvriers d'ici. Mais en aucun pays la classe ouvrière, à commencer par la classe ouvrière américaine, ne devrait pas non plus confondre sa pensée, son espérance, son action avec celles des dirigeants capitalistes américains. Ceux-ci, hier, se sont laissés duper à Yalta et à Potsdam ; aujourd'hui, furieux d'avoir été joués, ils se jettent dans une nouvelle erreur ; ils partent en guerre, non contre l'impérialisme russe et le totalitarisme stalinien, mais contre le communisme. Comme si le totalitarisme avait quelque chose à voir avec le communisme ou le socialisme. Contre la nouvelle incarnation du fascisme qu'est le stalinisme ou le malenkovicisme, nous devons sans hésitation nous dresser ; nous n'avons pas attendu pour cela Roosevelt, Truman ou Eisenhower. Non, contre le communisme. Non, pour la défense du capitalisme.

De là, la position particulière de la classe ouvrière internationale ! Elle est obligée d'assister aux manœuvres et contre-manœuvres des blocs en présence, mais leur jeu compliqué ou sinistre n'est pas le sien. Elle a vu le blocus de Berlin, le coup de force de Tchécoslovaquie, l'agression contre la Corée du Sud. Elle a vu, soit en tentative de conciliation, soit en riposte défensive, le plan Marshall, le pacte Atlantique, la Communauté européenne de défense. Il n'est pas question pour des internationalistes de se ranger du côté du totalitarisme russe qui menace de submerger l'Europe et l'Asie. Mais ils ne peuvent confondre leur action avec celle du capitalisme américain : il faut bien constater que celui-ci a vu d'un mauvais œil les nationalisations en Angleterre, les tentatives de socialisation en Allemagne et qu'en France même l'aide du plan Marshall est allée plutôt au capitalisme français qu'au pays dans son ensemble ou à la classe ouvrière.

Le fait d'avoir dans cette phase un même ennemi, le fascisme stalinien ou malenkovien, ne nous donne pas un but commun. Il n'y a de but commun définitif qu'entre les ouvriers américains et les ouvriers des autres pays. Ensemble, ils ont tressailli de joie le 17 juin 1953 lorsque les ouvriers berlinois et ceux de la zone orientale allemande se sont soulevés. Un tel soulèvement, venant après celui de la Tchécoslovaquie, ne peut pas ne pas se renouveler à une échelle plus importante. Là est notre espérance. Quant à l'indépendance promise dans les mots aux peuples coloniaux, il faut aider à la faire traduire dans les faits.

Face à tous les confusionnismes, alors que les impérialistes de l'Ouest et de l'Est cherchent à dresser les peuples les uns contre les autres, les travailleurs internationalistes doivent, comme par le passé, forger l'alliance des exploités contre les gouvernements.

QUELLE ACTION ENVISAGER ?

Avant toute action valable, il était nécessaire de dresser un tableau de la situation, d'analyser chacun des deux blocs, sans chercher à noircir ou blanchir l'un ou l'autre.

Faut-il s'accrocher aux diverses formules « européennes » ou au désarmement « général contrôlé » ?

Oui, dans la mesure où il s'agirait d'une action autonome et internationale du prolétariat.

Non, lorsqu'il s'agit d'une restauration capitaliste camouflée.

L'expérience nous instruit aisément à l'égard des espoirs européens : celle de la S.D.N., de la Fédération européenne de Briand. Si le bon sens et la raison présidaient aux relations internationales, l'Europe aurait été faite dès le XIX^e siècle, en tout cas après la première guerre mondiale. Or la « patrie européenne » n'est pas entrée dans l'histoire malgré les possibilités remarquables qui lui étaient offertes. Pouvons-nous espérer mieux aujourd'hui où les forces capitalistes sont appelées à dominer la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.) et la Communauté européenne de Défense (C.E.D.) ? Nous ne l'espérons guère. Cependant ce manque de perspectives immédiates n'exclut pas une campagne au sein des organisations libres (syndicales ou politiques) en faveur de la cogestion dans les industries clés, de l'extension des intégrations économiques (à l'instar de la C.E.C.A.), de l'égalisation du niveau de vie et des conditions de sécurité sociale à l'échelle européenne. Nos réserves n'excluent pas non plus la dénonciation de la transformation de cette C.E.C.A. en un Cartel capitaliste à peine camouflé, la dénonciation aussi des dangers de la C.E.D. et d'une unification européenne partielle qui n'aurait pour but que le réarmement intensif de l'Allemagne, plus désastreux pour la classe ouvrière allemande qu'utile à la paix de l'Europe et du monde. Certes, c'est à l'Allemagne de décider, et comme nous le rappelions lors de notre déclaration inaugurale « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable des rapports de nation à nation ». Si nos dirigeants syndicaux avaient la moindre parcelle de réalisme politique ils comprendraient que, seule, l'action autonome et internationale d'une classe ouvrière ayant enfin repris conscience d'elle-même et poursuivant ses objectifs propres d'émancipation sociale aurait quelque chance d'éloigner l'échéance d'un troisième conflit mondial ; pour la classe ouvrière européenne, une telle attitude de prise de responsabilité aurait au moins le

mérite de montrer qu'à côté des faux internationalistes technocrates, militaires, cléricaux, impérialistes ou totalitaires, il existe vraiment une Internationale des Travailleurs.

Quant au problème du désarmement, il n'est pas nouveau non plus : les discussions académiques entre partisans du « désarmement » et partisans de la « sécurité » ont alimenté feu la S.D.N. jusqu'à son dernier souffle. Le désarmement général ne peut être réalisé arbitrairement par des conversations de diplomates et d'états-majors ; il ne peut venir que d'une volonté internationale antimilitariste. On voit assez bien que de telles propositions dans l'immédiat sont vides de contenu, simples manœuvres électorales ou publicitaires, vieilles astuces de « grande politique » continentale. Seul le désarmement du vaincu a pu être réalisé provisoirement et de façon précaire ; l'Allemagne après Versailles a porté triomphalement Hitler au pouvoir ; aujourd'hui des mains débiles tentent de paralyser dans leurs liens lilliputiens un géant industriel.

Il est clair que la C.E.D. s'explique par le danger d'expansion russe ; l'Amérique se défend et tente de créer un « glacis » à l'instar de Staline, mais cette tentative est en perte de vitesse et risque de tomber à plat et de discréditer un peu plus notre « grand allié ». Et surtout, nous voilà bien loin de nos espoirs d'Etats-Unis socialistes d'Europe. Le mouvement ouvrier international autonome n'a rien à voir avec ce genre de construction.

Que faire donc ? Mener une action propre en dehors des blocs et contre eux, une action qui rende conscience et confiance, en insistant sur toute manifestation spécifiquement ouvrière et d'où qu'elle vienne. Le plus bel exemple à étudier et à approfondir est le soulèvement du 17 juin 1953 à Berlin-Est. Nous devons y revenir sans cesse et défendre nos camarades allemands de là-bas en dénonçant ici la répression. Toute sorte d'aide possible dans le sens de l'internationalisme prolétarien doit être tentée : établissement d'une brochure fixant le bilan des résultats positifs et de la répression ; action auprès des syndicats libres pour une aide immédiate en vivres et vêtements, au cas où de nouveaux soulèvements se produiraient ; montrer aux ouvriers allemands en toute occasion qu'ils ne sont pas isolés dans leur « quartier » et qu'ils ne doivent pas compter seulement sur les dollars et sur les tanks américains pour se libérer. On a très peu fait en juin dernier. Ce n'est pas une raison pour renoncer d'avance à faire mieux la prochaine fois.

La même situation peut se produire demain en Tchécoslovaquie ou ailleurs. Bien que les contacts avec les pays du glacis soviétique soient plus laborieux qu'avec Berlin-Est, il faut s'y préparer. Nous devons aider également le prolétariat d'Espagne, du Maroc ou de tout autre pays luttant pour sa libération.

Plus encore que l'action immédiate, ce qui importe si l'on veut vraiment préparer l'unification européenne libre et une unification plus vaste, c'est de comprendre la situation, le sens des événements, c'est de prévoir leur développement dans la mesure du possible ; « Il n'y a pas de rideau de fer pour les idées. »

Nous sommes peu nombreux aujourd'hui. Étaient-ils plus nombreux ceux de Zimmerwald en 1915 ? Les problèmes qui nous semblent maintenant évidents étaient-ils aussi clairs à leurs yeux ? Ils ont cependant tracé la voie qui a mené à la Révolution russe. Et l'échec final de cette révolution ne permet pas une condamnation sommaire de toute révolution, de tout mouvement internationaliste et prolétarien vers une plus

grande liberté du monde. Nul ne peut prévoir la forme que prendra une telle action, mais nul ne peut nier la possibilité d'un tel événement des couches exploitées aux quatre coins du monde.

CE QUE NOUS POUVONS FAIRE DANS L'IMMEDIAT

1°) Il faut nous opposer, chaque fois que nous en aurons la possibilité, au partage idéologique du monde en deux blocs antagonistes, création artificielle d'une politique dite de puissance et qui mène à l'impuissance finale et à la guerre. Nous ne devons pas toutefois tomber dans un neutralisme qui sert de masque au chauvinisme étriqué et qui place sa confiance dans un accord avec Malenkov, renouvelant la sinistre hypocrisie de la politique de Yalta, où des peuples entiers de l'Europe orientale ont été sacrifiés aux exigences stratégiques de l'heure.

2°) Il nous faut étudier, à l'occasion de nos conférences mensuelles et à la lumière d'événements internationaux tels que la révolte de Berlin-Est, un programme du socialisme démocratique aussi bien avant une révolution éventuelle qu'après le triomphe d'une véritable transformation socialiste dans un pays quelconque. C'est après une « prise du pouvoir » que se poseront les principaux problèmes et, en particulier, celui du contrôle démocratique de l'Etat par des syndicats libres, en dehors du pouvoir établi. Les précédents historiques montrent que nulle tyrannie ne peut étouffer les mouvements souterrains

qui sont nos espoirs de demain : les journées de juin 1953 sont une nouvelle leçon, et pas la dernière.

Il serait naïf de vouloir résoudre dans l'abstrait le problème fondamental de l'organisation d'une révolution victorieuse, mais on peut avancer avec certitude qu'il faut sous tout régime, aussi sympathique qu'il paraisse au début, une opposition libre. En particulier, l'autonomie syndicale des producteurs de la ville et des champs reste le meilleur garant de nos libertés et de plus de justice sociale : il faudra des syndicats libres à côté du pouvoir.

3°) Nous devons regrouper à Paris même, dans nos réunions ou à l'occasion de tel ou tel événement, ceux qui raisonnent en internationalistes conséquents et n'acceptent pas la division du monde en deux blocs comme un état définitif ou durable, n'ayant comme issue qu'une troisième guerre de destruction aveugle.

Nous devons aussi appeler les camarades de province et de l'étranger qui pensent comme nous à créer des Cercles Zimmerwald autonomes de pensée et d'action.

4°) Le Cercle parisien, comme le Cercle de Niort, s'affirme pour une « Europe libre, socialiste et pacifique », qui tendrait fraternellement la main aux peuples colonisés et hâterait leur libération. C'est pour cette Europe seule que doivent lutter les mouvements ouvriers européens.

LE CERCLE ZIMMERWALD
(Février 1954)

BULLETIN DU CERCLE ZIMMERWALD

Réunion du 14 février

C'est devant une bonne assistance de militants que Chambeiland fit, cet après-midi de dimanche 14 février, un exposé sur le thème : « Parti américain ou Parti russe ? Le mouvement ouvrier français doit-il choisir ? »

Ceux qu'en 1918-1919 on appelait les « nés de la guerre » ont maintenant l'habitude des questions difficiles et ce n'est pas la première fois qu'on veut les enfermer dans un dilemme. Nos aînés avaient déjà dû choisir en 1914, et il n'y en eut qu'une poignée pour résister au raz de marée nationaliste. Mais ils sauvèrent les idées du mouvement ouvrier français.

C'est en fonction de ce mouvement qu'il faut raisonner. Il est vain de nier son existence et sa force. De temps à autre, un esprit qui se croit éclairé découvre sa faillite. Mais il oublie les particularités curieuses du mouvement ouvrier français, entre autres celle-ci : S'endormir pendant de longs mois, et, subitement, se réveiller en de magnifiques sursauts : l'occupation des usines en 1936, la grève générale des chemins de fer et des P.T.T. en 1953.

Malgré son « inexistence » apparente, le mouvement a su conserver dans des profondeurs ignorées des technocrates les idées-forces des hommes de 1906 qui firent la C.G.T. ; comme des nappes souterraines elles existent toujours à l'état latent. Il serait puéril de nier l'attachement de la grosse majorité de notre classe ouvrière à la C.G.T. et de négliger le caractère nouveau de la C.F.T.C.

Et s'il fallait vraiment choisir il faudrait alors constater que, dans sa grande majorité, le mouvement ouvrier français choisit le parti russe. Lorsque nous essayons de montrer que l'U.R.S.S. d'aujourd'hui n'est plus que la « révolution trahie », les ouvriers ne nous croient pas. Ils ne savent pas que nous fûmes des premiers à saluer la Révolution

de 1917. Ils ignorent les étapes de la dégénérescence du régime. Nous avions choisi le parti russe. Mais, honnêtement, nous avons dû renoncer à ce choix. Ils ignorent aussi qu'à ses débuts la Révolution russe fut isolée et que la cause principale de sa dégénérescence réside dans le fait qu'en 1920 elle se s'est pas transformée en Révolution européenne. Si le « Parti russe » d'aujourd'hui est devenu un impérialisme, une sorte de « bonapartisme collectif », c'est surtout parce qu'il est resté seul.

Maintenant, ici, à propos de la C.E.D., il exploite le sentiment antiallemand si profond lui aussi dans notre classe ouvrière depuis la Commune. Cette exploitation par ceux-là mêmes qui signèrent ou approuvèrent le pacte germano-soviétique de 1939 est un scandale sans précédent. Mais les manifestations du « mac-carthysme » font oublier bien des choses...

Devenir citoyens de l'empire américain ? Ainsi, ce ne serait déjà plus un parti, mais bien, comme nous le pensons, un impérialisme lui aussi. Ces deux impérialismes qui, à Yalta, se partageaient le monde... sans le consulter. Nous pourrions peut-être l'empêcher de soutenir Franco ? Allons donc ! Ne vise-t-il pas à la mainmise sur l'Afrique et sur Gibraltar ? L'impérialisme américain veut que la France continue la guerre d'Indochine : c'est que la majorité des actions des entreprises françaises en Indochine ont été rachetées par des capitalistes américains.

Ses émissaires tentent d'exploiter notre sentiment de la liberté. Nous ne saurions pourtant oublier l'envers du décor, la haine du « rouge », qui remonte aux martyrs de Chicago, le « goudron et plume » contre les I.W.W., le « Talon de fer », non plus que le Jimmie Higgins d'Upton Sinclair, torturé à Arkhangel à cause de ses sympathies pour les bolcheviks. Il est incontestable que la classe ouvrière américaine vit dans une aisance extraordinaire. Si son syndicalisme est magnifique dans

les revendications immédiates, il est sans idée et ne cesse de soutenir son gouvernement, quel qu'il soit. Oui, le métallurgiste américain possède sa maison confortable, mais il ne lit pas, et la presse ouvrière américaine égale presque zéro.

Le mouvement ouvrier français ne peut choisir entre deux impérialismes, qui étaient d'ailleurs d'accord il n'y a pas si longtemps. Car son choix impliquerait son entrée dans la guerre, froide aujourd'hui, atomique demain.

Jusqu'ici, les guerres ont été parfaitement inutiles. Après la victoire comme après la défaite, les problèmes de fond restent sans solution. Nous ne voulons pas renouveler l'erreur de ceux qui partirent en 1914 contre « l'agresseur », ni celle des militants socialistes écrivant, en 1935, que « la défaite militaire de l'Allemagne hitlérienne déclencherait la révolution prolétarienne dans le plus grand pays européen... » On a vu...

Les deux « blocs » possèdent les moyens atomiques. Même s'ils ne s'équilibrent pas encore, il semble impossible d'imaginer que l'un puisse anéantir l'autre... Ils peuvent seulement s'anéantir réciproquement et détruire le globe.

Eh bien, le mouvement ouvrier doit se tenir à l'écart de cette folie. Il doit rester ou redevenir lui-même. Nous sommes peu. C'est vrai. Mais cela ne peut nous conduire à abdiquer sur des points essentiels. Ceux de Zimmerwald en 1915 tenaient dans quatre voitures. Mais ils allaient renouer le fil de l'histoire, comme l'a écrit Léon Trotsky dans « Ma Vie ». Nos ambitions sont infiniment plus modestes. Mais travailler à faire renaitre le syndicalisme authentique dans ce pays constituerait un pas en avant.

Discussion

La discussion s'ouvre par deux interventions véhémentes. Par la première, Lhuillier se déclare franchement pour le Parti américain, et justifie son opinion par la crainte que la dictature russe lui inspire. Il rappelle le mensonge des initiales U.R.S.S., et n'approuve pas non plus le large éventail des salaires.

Au contraire, Mattei se déclare contre les deux blocs, dans un exposé touffu, qui tente aussi de justifier le pacte germano-russe de 1939.

Un camarade étranger estime l'exposé de Chambelland trop timide et voudrait que l'action du Cercle soit indépendante des blocs et fidèle à la tradition révolutionnaire. Des fissures existent dans le bloc américain, il faut savoir les utiliser.

Michaud commence à clarifier le problème et un camarade espagnol démontre que pour n'être pas débordé par les partisans du Parti russe, il ne faut pas attendre les décisions de l'Amérique, mais pro-

poser des solutions autonomes aussi bien sur le problème social que sur tous les grands sujets intéressant le prolétariat. Il s'élève contre le fatalisme et la passivité. Il conclut en citant l'exemple de la C.N.T. pendant la guerre d'Espagne qui avait pu se libérer de l'emprise stalinienne bien que dans le même temps les organismes politiques se laissent gangrener par elle.

Bruno estime qu'il n'y a pas pour le mouvement ouvrier égalité de danger devant l'expansionisme russe et l'impérialisme américain. Il est évident qu'en ce qui concerne les libertés, elles sont actuellement grandement sauvegardées dans la partie du monde qui subit l'influence américaine, tandis que l'empire russe, malgré certains petits craquements, est toujours l'Etat policier type.

Bruno nous révèle qu'un journal de Berlin a publié qu'entre les Américains et les Russes occupant Berlin un accord avait été conclu pour réprimer et neutraliser tout mouvement d'origine ouvrière, quelle que soit la zone ou le mouvement prendrait naissance.

Thersant pose la question : pourquoi une orientation américaine ou une orientation russe ? Il pense que les camarades syndicalistes, révolutionnaires et libertaires sont en contradiction en choisissant l'une ou l'autre de ces orientations. Même aux U.S.A., le renforcement de l'appareil d'Etat ne conduira-t-il pas à la liquidation des minorités révolutionnaires ?

Pour Monatte, choisir le Parti russe ou le Parti américain, c'est simplifier le problème, c'est renoncer en fait à agir pour le mouvement ouvrier. Nous ne devons pas confondre notre action avec ceux qui veulent se partager le monde. Ce n'est pas une raison parce que la classe ouvrière paraît quelquefois sans force que l'on doive accepter la fusion de tout l'antistalinisme. Ni les motifs ni les buts ne sont les mêmes. Il faut rassembler la force ouvrière et dégager ses positions propres, internationalistes, anti-colonialistes et pacifiques.

Walusinski voudrait déjà que l'on balaie devant notre porte, et que l'on s'élève contre les crimes commis par le gouvernement français.

Dans sa réponse, Chambelland explique le caractère quelquefois mystérieux du réveil du mouvement ouvrier : mouvements révolutionnaires de Berlin en juin dernier ; grèves d'août en France. Partout des motifs de réveil révolutionnaire existent, quelle étincelle les fera jaillir ?

Il réaffirme la position du Cercle qui n'accepte pas le dilemme, mais ne renonce ni à l'existence, ni à l'espoir, ni à l'action.

DECLARATION DU CENTRE SYNDICALISTE DE LIAISON ET D'INFORMATION

(20, rue Sainte-Marthe, Paris-10^e)

Pour les militants qui ne veulent pas se payer de mots, l'époque actuelle est marquée par la faiblesse du mouvement ouvrier. Sans doute existe-t-il de nombreuses organisations syndicales et le total de leurs affiliés est-il impressionnant. Sans doute, l'examen des problèmes sociaux permet-il de conclure que l'action ouvrière pourrait beaucoup pour imposer des solutions humaines que ni le capitalisme classique, ni l'Etat-patron ne peuvent, par leur nature même, inventer. C'est précisément le manque d'audace de l'action syndicale, la pauvreté de ses vues et de ses efforts qui font contraste avec ses possibilités.

Bien des raisons sont avancées pour expliquer ce phénomène. Les idéologies nées et formulées au XIX^e siècle, à l'époque du développement du capitalisme industriel, se trouvent dépassées par l'évolution économique, sociétaire, internatio-

BULLETIN DE ZIMMERWALD

SEANCE DU 14 MARS 1954

La prochaine séance du Cercle Zimmerwald aura lieu le 14 mars 1954, à 15 heures, 78, rue de l'Université, Paris-7^e.

1) Un camarade qui a séjourné un an aux U.S.A. et qui revient actuellement d'U.R.S.S. nous donnera ses impressions sur ces deux pays.

2) Un camarade, qui revient d'Afrique noire, parlera des grands mouvements d'émancipation des peuples colonisés.

Un libre échange de vues suivra ces exposés.

Nos camarades sont priés d'amener, sous leur responsabilité, leurs amis que l'activité du Cercle Zimmerwald intéresse.

nale. Le mouvement ouvrier est tronçonné en de trop nombreuses confédérations qui ne sont pas exclusivement animées et conduites par les syndiqués et dont l'une au moins n'est qu'un instrument aux mains d'un régime totalitaire dont la phraséologie révolutionnaire permet d'utiliser les vieux réflexes de révolte, mais à des fins que seules les directions d'appareils connaissent. Les noyaux de militants se trouvent privés de leur rôle essentiel qui est de connaître et de prévoir, en raison de la multiplicité des tâches administratives incombant aux responsables syndicaux. Les foules ouvrières ne voient plus dans les organisations syndicales l'outil de leur libération, l'embryon d'une société libre et juste, mais des bureaux spécialisés de la vaste machine d'Etat.

A des degrés divers, ces constatations sont exactes. La question se pose de savoir si l'initiative des militants conscients peut devenir un facteur important dans cette situation, déterminant dans cette évolution.

Nous avons la conviction qu'il nous est possible de répondre oui. L'inquiétude que nous ressentons se manifeste un peu partout, en dépit des formations différentes et malgré les « patriotismes » d'organisation. Aucun militant syndicaliste ne se sent pleinement satisfait du rôle joué par la centrale ou la fédération à laquelle il appartient. Souvent, il reconnaît dans les critiques et les suggestions émises par des militants adhérant à une confédération concurrente le reflet de ses propres pensées.

Il apparaît donc qu'un retour aux réalités sociales est devenu indispensable. Ce n'est pas en opposant ou en amalgamant des idéologies, en additionnant des étiquettes que l'action ouvrière renâtrera. C'est par une méthode simple et pratique, acceptable par tous les militants soucieux d'efficacité, qu'elle peut se manifester.

Une véritable action ouvrière doit se dégager des réponses ouvrières aux problèmes sociaux présents. Encore faut-il connaître les problèmes et s'efforcer d'y répondre, non sur la base de combinaisons extra-syndicales, ni en tablant sur des formations extérieures au mouvement syndical, mais par l'intervention syndicale à tous les échelons, dans tous les domaines.

Telle peut être la tâche de tous ceux qui voient dans les centrales, des instruments perfectibles de lutte et d'intervention ouvrières, et non des associations de caractère immuable corsetées dans leurs tics et leurs manies.

Il n'est pas une question importante, sur le plan régional, le plan industriel, le plan national, où l'intervention ouvrière ne puisse être décisive, à la fois pour apporter une solution immédiate et ouvrir des perspectives sur une société de démocratie sociale.

La même tâche s'offre dans le domaine international où les centrales de chaque pays agissent trop souvent en ordre dispersé, obéissant à des traditions d'aveuglement nationaliste, alors que, par exemple, l'Europe se construit par les seules mains des technocrates, des ententes patronales et des militaires, et que le monde colonial cherche la voie de sa libération dans la trop grande indifférence des mouvements métropolitains.

Découvrir les drames sociaux avec des yeux neufs, inventorier les forces syndicales, coordonner les efforts ouvriers, et cela partout où des travailleurs sentent le besoin d'agir par eux-mêmes, nous paraît être la méthode qui permettra le rassemblement des forces syndicales saines et la renaissance d'un mouvement ouvrier authentique, à la mesure de l'homme et des événements.

LIVRES REVUES

Daniel Guérin : AU SERVICE DES COLONISES (Editions de Minuit).

Bon gré mal gré, les questions coloniales ont pris une place de premier plan dans les préoccupations françaises depuis la fin de la dernière guerre. Le massacre des 20 ou 40 mille Algériens dans le Constantinois, celui de 80.000 Malgaches (chiffre officiel), les sept ans de guerre d'Indochine, les actes de terrorisme et de « contre-terrorisme » en Tunisie et au Maroc sont des drames qui n'ont pu passer inaperçus des Français, même « moyens », quelque propension qu'ils aient à juger comme sans importance tout ce qui ne se passe pas entre Montmartre et le Panthéon, espace qui, comme l'on sait, est le nombril du monde !

Cependant, la lutte des peuples colonisés pour leur indépendance date de bien avant la dernière guerre. Elle remonte, sous sa forme moderne, au lendemain de la première guerre mondiale. C'est à ce moment que se constituèrent, tant dans les colonies britanniques ou hollandaises que dans les colonies françaises, aussi bien en Asie qu'en Afrique, les premiers partis nationaux et que furent élaborées les premières revendications. Si l'on trouve bien, dès avant 1914, ici et là, quelques actions éparses, ce ne sont que les vagissements d'un être qui s'efforce de naître : au contraire, durant l'entre deux guerres, on est en présence d'un être parfaitement constitué, un bel adolescent qui ne cesse de grandir et qui, depuis 1945, est en train de parvenir à sa maturité.

Eh bien ! c'est cette adolescence que nous retrace, d'une façon particulièrement vivante, Daniel Guérin, dans le livre qu'il vient de faire paraître : « Au service des colonisés ».

C'est en Syrie, alors sous mandat français, dans les années qui précèdent immédiatement 1930, que, de bon bourgeois colonialiste, Guérin est devenu un des militants les plus actifs et les plus persévérants de l'anticolonialisme. Dès son retour en France, il commença sa campagne, et, depuis, il ne l'a pas cessée, débutant dans les organes du syndicalisme révolutionnaire, « R.P. » et « Cri du Peuple », puis s'adressant plus particulièrement aux militants socialistes dans les publications du socialisme de gauche : « La Vague », les « Cahiers rouges », « Juin 36 », etc. On a donc, dans cette collection d'articles, toute l'histoire vécue des mouvements coloniaux dans la dernière décennie d'avant guerre. Cela commence avec la grande révolte indochinoise qui débute par la mutinerie militaire de Yen-Bay en 1930 et cela finit par les efforts déployés infructueusement, pour empêcher les gouvernements de Front populaire d'être de tous les gouvernements de la III^e République, ceux qui se dressèrent le plus férocement contre les revendications des peuples coloniaux : procès contre les militants, dissolution des organisations, envois sans jugement — déjà ! — dans des camps de concentration, et enfin, tueries de manifestants et de grévistes au Maroc, en Tunisie, partout !

Puis, revenant en arrière, le volume se termine par des articles qui relatent les faits les plus saillants, les plus révélateurs, de ceux qui illustrèrent les conquêtes successives de l'Algérie, de la Tunisie, de l'Indochine, de Madagascar et du Maroc.

On a ainsi un panorama complet de la question coloniale, au moins en ce qui concerne la France, et ceux qui voudront bien lire cet ouvrage sauront désormais pourquoi ceux qui sont voués à la même tâche que Guérin estiment, selon les expressions mêmes de celui-ci, que « du seul fait de leur appartenance à une nation colonisatrice, ils ont, malgré eux, trempé dans un crime collectif », et que s'ils combattent pour la destruction de toute domination coloniale, c'est pour, « enfin, cesser d'avoir honte d'être Français ». — R. L.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12^e

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 27 JANVIER. — Nouvelles manifestations à Madrid contre l'Angleterre et contre la police.

— Au **Moyen-Laos**, le Viet Minh enlève le poste de Pha-Lane à 60 km. de Sèno.

VENDREDI 29 JANVIER. — Manifestations organisées sur l'initiative de la **C.G.T.-F.O.** pour le relèvement du salaire minimum garanti.

— A **Belgrade**, le discours du maréchal Tito qui déclare que la Yougoslavie restera indépendante du bloc soviétique.

— Le parti communiste français ordonne aux instituteurs communistes de militer uniquement au **Syndicat Autonome**.

SAMEDI 30 JANVIER. — A **Berlin**, premier entretien Dulles-Molotov sur le pool atomique

— A **Belgrade**, le parlement a réélu à l'unanimité Tito président de la République.

— A **Prague**, 7 anciens collaborateurs de Slansky sont condamnés.

LUNDI 1^{er} FEVRIER. — A **Berlin**, première réunion des 4 en zone soviétique.

— Elections algériennes, près de 70 pour cent d'abstentions.

JEUDI 4 FEVRIER. — Le conseil des ministres adopte le programme **Edgar Faure** comportant l'institution d'une prime dégressive s'ajoutant au salaire minimum.

VENDREDI 5 FEVRIER. — Le gouvernement soviétique offre de passer à l'industrie britannique des commandes pour 400 millions de livres.

— A **Madrid**, procès en cour martiale de 18 anarchistes et d'un monarchiste.

MERCREDI 10 FEVRIER. — A **Berlin**, Molotov présente son plan de sécurité européenne.

JEUDI 11 FEVRIER. — Constitution en Italie du cabinet Scelba qui comprend des représentants du parti socialiste.

— Contre-offensive des troupes franco-vietnamiennes.

VENDREDI 12 FEVRIER. — Première audience du procès de l'Humanité contre l'Aurore qui l'a accusée de vivre grâce à l'argent russe.

SAMEDI 14 FEVRIER. — Comité national confédéral de la **C.F.T.C.**

MERCREDI 17 FEVRIER. — Grève des instituteurs de Calcutta, qui dégénère en émeute, 3 morts.

— Manifestations communistes en Italie.

— A l'Assemblée Nationale, l'ordre du jour sur les salaires est adopté par 390 voix contre 223.

JEUDI 18 FEVRIER. — A **Berlin**, accord des 4 pour deux conférences sur la Corée et l'Indochine.

— Au **Kénya**, attaque en masse des Mau-Mau dans la région de Fort-Hall.

VENDREDI 19 FEVRIER. — Manifestations dans les deux zones de **Berlin** à la suite de la clôture de la conférence des 4.

SAMEDI 20 FEVRIER. — Au **Maroc**, attentat contre le pacha de Marrakech, 2 morts, 26 blessés.

— Nouvelles attaques du **Viet Minh** dans le Centre Viet-Nam.

LUNDI 22 FEVRIER. — Nehru, premier ministre de l'Inde, lance un appel pour un cessez le feu en Indochine.

MERCREDI 24 FEVRIER. — A **Tunis**, le néo-destour prend parti contre le projet de réformes.

JEUDI 25 FEVRIER. — Le général **Naguib** en Egypte doit abandonner tous ses postes.

— En **Syrie**, insurrection contre le général Chichackly qui fuit après avoir démissionné.

VENDREDI 26 FEVRIER. — Grève de 24 heures dans l'enseignement supérieur, l'enseignement du 2ème degré et l'enseignement technique.

SAMEDI 27 FEVRIER. — En **Egypte**, le conseil de la Révolution offre à Naguib le poste de président de la République que celui-ci accepte.

— En **Syrie**, Atassi est rétabli dans ses fonctions présidentielles.

DIMANCHE 28 FEVRIER. — On annonce en **Egypte** la convocation d'une Constituante.

— Election législative partielle en **Seine-et-Oise**. Le candidat communiste est en tête. Il y a plus de 50 pour cent d'abstentions.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE FEVRIER 1954

RECETTES

Abonnements ordinaires	46.430	
Abonnements de soutien	24.800	71.230
Souscription	6.450	
Vente au numéro	9.577	
Souscription « La Chine »	12.600	
Divers	1.000	
		<u>100.857</u>
En caisse au 31 janvier 1954	37.285	
		<u>138.142</u>

DEPENSES

Impression et papier	91.280	
Frais d'expédition	5.889	
		<u>97.169</u>
En caisse :		
Espèces	13.295	
Chèque postal	27.678	
		<u>40.973</u>
		<u>138.142</u>

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Perrière (Paris) 1.200 ; Desmedt (Belgique) 1.000 ; Poulet (S.-et-O.) 1.500 ; Goulu (S.-et-O.) 1.000 ; Goffin (Belgique) 2.700 ; Jagaille (Seine) 2.000 ; Déli (Landes) 1.500 ; François (Allier) 1.500 ; Lecler (Paris) 1.200 ; Josette et Jean Cornec (Finistère) 2.000 ; Christophe (Paris) 1.500 ; Maure (Seine) 1.000 ; Marzet (Seine) 2.000 ; Aucouturier (Paris) 1.000 ; Langeais (Paris) 1.700 ; Debré (Paris) 2.000. — Total : 24.800 francs.

LA SOUSCRIPTION

Giauffret (Alpes-Maritimes) 300 ; Buisson (Seine) 300 ; Claveyrolas (Loire) 300 ; Dériou (Loire) 300 ; Barré (Morbihan) 400 ; Boutin (Paris) 300 ; Chamvres (Yonne) 300 ; Cazaubon (H. Pyrénées) 200 ; Machu (Isère) 300 ; Monnet (Deux-Sèvres) 300 ; Paupy (Puy-de-Dôme) 300 ; Thaelmann (Paris) 300 ; Bettendroffer (Seine) 300 ; Lèbre (Ardèche) 200 ; Chausse (Loire) 300 ; Hostyn (Alger) 300 ; Mora (S.-et-O.) 300 ; Détroit (Paris) 100 ; Rozet (Loire) 200 ; Roche (Alpes-Maritimes) 50 ; Landry (Vienne) 300 ; Duperray (Loire) 200 ; Van Zurk (Alpes-Maritimes) 300 ; Tessereau (Paris) 300. — Total : 6.450 francs.

MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 1-2-54	1282
Abonnements nouveaux	9
	<u>1291</u>
Désabonnements	5
Situation au 28-2-54	1286

LES DESABONNEMENTS

Paris 2 ; Seine-et-Oise 1 ; Hérault 1 ; Morbihan 1. Total : 5.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Seine 1 ; Seine-et-Oise 1 ; Bouches-du-Rhône 1 ; Cher 1 ; Haute-Garonne 1 ; Hérault 1 ; Alger 1 ; Belgique 1 ; U.S.A. 1. — Total 9.

LA CHINE

— Ses trois millénaires d'histoire

— Ses cinquante ans de révolution

par R. LOUZON

va sortir des presses



Prix de souscription jusqu'au 20 Mars : 300 fr.

**Pas possible de comprendre le monde actuel
sans connaître l'histoire de l'Extrême-Orient**

Prière d'adresser les commandes, avec leur montant, à
La Révolution Proletarienne, 14, rue de Tracy, Paris-2.

C.C. postal PARIS 734-99